

numéro 1778 - 15 avril au 15 mai 2016

LE MONDE
LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

LE MAGAZINE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE



Dossier LE BRUIT DES BOTTES

INTERNATIONAL TUNISIE, UNE JEUNESSE EN ÉBULLITION
DÉMYSTIFICATIONS LONDON, IMPERATOR DU RECYCLAGE ?
SYNDICALISME LOI TRAVAIL, L'ÉTAT RASE GRATIS POUR LE PATRONAT
PORFOLIO ARCHIBALD AKI



Le Monde libertaire # 1778 15-04 > 15-05-2016

M 06726 - 65 - F : 5,00 € - T : 5,00 DT-RD



EDITORIAL - Et voilà : vous tenez en mains votre tout nouveau *Monde libertaire mensuel*!

Avec ce journal, nous voulons porter la voix d'un anarchisme ouvert et, littéralement, radicalement révolutionnaire : c'est à dire un anarchisme qui n'oublie pas que la pérennité de la révolution à laquelle nous oeuvrons tient autant aux luttes qu'aux expérimentations alternatives concrètes, à la confrontation permanente des théories avec les pratiques de vie, à la prise en compte de l'histoire autant qu'à l'invention...

Un anarchisme ouvert, qui ne se focalise ni sur un combat, ni sur un groupe social, et qui souhaite au contraire la confrontation et l'enrichissement de tous par chacun.

Un monde, en somme, fidèle à ce que nous vivons : fait autant de *terrains de combat* (syndicalistes, féministes, anticapitalistes, anti-racistes, etc.) que de *zones de chantiers* où s'expérimentent de nouvelles façons d'être au monde (Zads, alternatives en actes, éducation, etc.), de *secteurs à explorer* (sciences, théories politiques, etc.) que de *domaines cultivés* (histoire, littérature, art, etc.)...

Cette approche transversale de l'anarchie, nous la souhaitons profondément ancrée dans le quotidien, à travers des rubriques (lectures, ciné, actualités des luttes...) connectées à l'actualité.

Mais il ne s'agit pas pour autant de faire l'impasse sur l'analyse et réflexion : parce que, dans cette société tendant vers l'ultra-droitisation, qui manipule le peuple par ses émotions et en appelle contamment à ses réactions épidémiques, on ne peut pas faire l'économie de la pensée, et qu'au contraire il est plus que jamais nécessaire de connecter les théories de l'anarchisme avec la réalité sociale.

Bien sûr, ce premier exemplaire du mensuel (et numéro 1778 du ML...) est lui-même un terrain d'expérimentation ouvert : vos critiques tout autant que vos idées sont bienvenues pour le faire évoluer. Et donc... bonne lecture !

1778

TERRAINS DE COMBAT

02 **Les Affranchis**
Par MAURICE

04 **Syndicalisme ou pratiques alternatives ?**
Par COQS

06 **L'État rase gratis pour le patronat**
Par FAB

08 **Féminismes : histoire et portrait de la diversité**
Par MARIE-JO POTIER, HÉLÈNE HERNANDEZ & ÉLISABETH CLAUDE

13 **Féministes sur la bande FM**
Par ÉLISABETH CLAUDE

ZONES DE CHANTIERS

28 **Défendre la Zad**
Par A. K

29 **Vinci, lâché par ses troupes**
Par ANNE

30 **Les réac-publicains à l'assaut de l'école : Entretien avec Grégory Chabat**
Par THIERRY

35 **Vers une autre école ?**
Par VIRGINIE BENITO

Le dossier du mois : LE BRUIT DES BOTTES



14 **Le roi est nu**
Par JEAN-JACQUES GANDINI

16 **L'étranger et le dilemme identitaire-libertarien**
Par ALEXIS

18 **Klaus Mann ou les dangers de l'exil**
Par PATRICK SCHINDLER

24 **Un racisme d'État**
Par LORAN

26 **C'était un temps déraisonnable**
Par BERNARD D'AUBENAS

SECTEURS À EXPLORER

38 **Lordon, Imperator du recyclage ?**
Commentaire sur Imperium
Par RENÉ BERTHIER

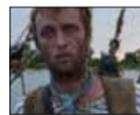
SANS FRONTIÈRES

46 **Tunisie : révolte de la jeunesse marginalisée**
Par ALAIN BARON

47 **Nécessité d'une mobilisation citoyenne face à l'offensive du capital financier**
Par SAMI SOUHILI

PORTFOLIO

50 **Traces et traits cicatriques**



Par ARCHIBALD AKI
Ancien comédien de la compagnie des Boniments (devenue Deux Ex Machina) Archibald Aki est auteur, metteur-en-scène et illustrateur. Depuis 2012, il est installé à Dakar où il alterne ateliers, expositions et pièces de théâtre (*Du vivant des Gueux*, création, *Les indépendant-tristes* de W.Sassine mis en scène par Abdel Kader Diarra, *Elles*, création). Il est également l'auteur de deux romans en vers illustrés, *Du vivant des gueux, un conte de l'anarchie tendre et Du ciel et de la terre (et à qui les remue)*, un conte de l'errance cruelle, tous deux édités par Les Venterniers où paraîtra en mai son nouvel ouvrage *Le peuple (ou autoportrait etcaera)*. Se nourrissant l'une l'autre, l'écriture et l'illustration ont, dans l'univers d'Archibald Aki, grandi ensemble comme deux gamins inséparables dans la rue, se cognant parfois et se réconciliant toujours.

DOMAINES CULTIVÉS

56 **Du cinéma documentaire**
Par CHRISTIANE PASSEVENT

59 **Dégradé de Tarzan et Arab Nasser**
Par C.P. ET JEAN-PIERRE GARNIER

60 **Chala, une enfance cubaine**
Par DANIEL PINOS

60 **Dans les salles**

61 **Noire de Tania de Montaigne**
Par OLIVIER BOULY

62 **Dans la Bibliothèque**

65 **Je suis Fassbinder, de Falk Richter & Stanislas Nordey**
Par PIERRE SOMMERMEYER

ARCHIPEL LIBERTAIRE

67 **De La Sociale à Proudhon... et de Proudhon à La Sociale**

71 **Agenda militant**

74 **Les groupes de la Fédération anarchiste**

76 **Le programme de Radio Libertaire**

77 **Bulletin d'abonnement**

Le Monde Libertaire, mensuel de la Fédération Anarchiste, est édité par la SARL Publications du Monde Libertaire.

Il est réalisé et mis en page par une petite équipe entièrement bénévole disséminée à Marseille, Dijon, Béthune, Créteil, Lyon et Merlieux ; l'impression et le routage sont financés exclusivement par les ventes de numéro et les abonnements.

Garanti 100% sans pub, sans subventions, sans généreux copain du Fouquet's, sans concessions.

C'est un journal volontairement ouvert à toutes les sensibilités libertaires : les articles qui y sont publiés nous sont librement proposés par des rédacteurs de tous horizons, membres de la Fédération anarchiste ou pas, écrivant selon le principe de la responsabilité individuelle. Si vous butez sur certains propos, nous vous invitons à les considérer comme le point de départ de discussions qui ne pourront qu'être enrichissantes pour tous. Adeptes d'un monde fermé, lisez autre chose, tout simplement.

Direction de la publication :
Claudine Annereau

Imprimé par :
Les presses du Ravin Bleu,
27 rue du Capitaine Ferber,
75020 Paris

Ont participé à ce numéro :
Le comité de rédaction du Monde Libertaire ainsi que : Maurice, Coqs, Philippe Boubich, Fab, Marie-Jo Pottier, Elisabeth Claude, Hélène Hernandez, Olivier Bouly, Jean-Jacques Gandini, Alexis, Patrick Schindler, Loran, Bernard d'Aubenas, Anne Merlieux, Thierry, Virginie Benito, René Berthier, Alain Baron, Sami Souhili, Christiane Passevent, Jean-Pierre Garnier, Daniel Pinos, Pierre Sommermeyer.

Illustrations et crédits photos :
COUVERTURE : Rnst.

PORTFOLIO : Traces et traits cicatriques, par Archibald Aki.

AUTRES ILLUSTRATIONS : Virginie Pouliquen (p. 2 et 73), Lewis W. Hine (p. 5), Banksy (p.15), Edward Hopper (p.27), Anne Merlieux (p.29), Groupe Proudhon de la FA (p.67, 68 et 69).

Pour nous contacter :
monde-libertaire@federation-anarchiste.org

Découvrez aussi le Monde libertaire en ligne !



Contenu exclusif, accès gratuit pour tous, rythme qui colle à l'actualité : le magazine complémentaire de votre mensuel à découvrir sur www.monde-libertaire.net



Les affranchis

« Contre le chômage de masse il faut prendre des mesures aussi importantes que pour affronter le terrorisme » déclarait le 8 décembre dernier Gattaz junior, le patron des patrons.

À dire vrai, cette déclaration martiale aurait très bien pu émaner des Hollande, Valls ou Macron, voire de Laurent Berger, chefaillon de la CFDT. Le clan des "empacés" a en effet décidé que le contexte permettrait de passer à la vitesse supérieure dans leur projet de retour au servage social et à l'absolutisme politique – à peine masqués par un jargon moderniste.

Instrumentalisant l'émotion légitime liée aux attentats du 13 novembre, le pouvoir met en place un système où l'état d'urgence et ses mesures liberticides

deviennent la norme. Point besoin d'être syndicaliste de lutte de classe ou anarchiste pour en mesurer les impacts présents et surtout à venir. Même les principes républicains les plus fondamentaux sont foulés aux pieds.

On peut évidemment y voir des arrières-pensées politiciennes de court terme de la pire espèce mais, bien au delà de cela, c'est une véritable arme de guerre contre les populations que le capitalisme construit. Il s'agit pour le clan des possédants de prendre un avantage qu'il espère définitif sur celui des exploités. La grande revanche en quelque sorte pour ceux qui n'ont jamais accepté véritablement les quelques acquis sociaux – sécurité sociale, code du travail, statut

de la fonction publique... – qu'ils ont dû concéder à des moments où le rapport de force leur était moins favorable.

Ce basculement en train de s'opérer se traduit par des symboles dont l'objectif est de frapper les esprits. La condamnation de militants syndicalistes de Goodyear à des peines de prison ferme en est incontestablement un. Un syndicaliste ouvrier qui défend son emploi et sa dignité, ça risque la taule au moment même où la loi Macron a supprimé la possibilité d'une peine de prison pour un patron coupable d'entrave syndicale...

D'abord inspirer la peur, faire taire les résistances et les voix discordantes, distiller à longueur de médias la propagande

patronale et gouvernementale et si ça chauffe un peu quand même, faire jouer des porte flingues "syndicalistes" pour casser les luttes, faire diversion ou attiser les divisions. De bonnes vieilles méthodes toujours efficaces.

Le pacte de responsabilité signé par le gouvernement, le MEDEF et la direction de la CFDT, c'est 41 milliards d'euros pour les grandes entreprises (les grands patrons sont les plus grands assistés de France) et pas un emploi créé à ce titre ! Les actionnaires du CAC 40 ont empoché 56 milliards de dividendes l'année dernière et on nous martèle qu'il n'y a plus de pognon pour les salariés, les chômeurs, la sécurité sociale, qu'il faut fermer les services publics (pardon les "mutualiser"), que la population vit au dessus de ses moyens.

Menteurs, falsificateurs, ils le sont depuis toujours, mais maintenant ils veulent carrément nous faire la peau. Il y a urgence à réagir !

Le projet de refonte du code du travail, qui devrait être débattu début mai devant l'hémicycle, est de ce point de vue à regarder de près. Avec, il faut l'avouer, un certain sens de la communication, le gouvernement a confié à Robert Badinter le soin de remettre un rapport sur le sujet. Cette personnalité, "auréolée" notamment de son combat respectable pour l'abolition de la peine de mort et les droits de l'homme en général, a par contre sur le terrain social une position beaucoup moins sympathique, en phase avec sa proximité avec la grande bourgeoisie. Son rapport, sous couvert de 61 grands principes qui n'ont jamais protégé aucun salarié, fait littéralement exploser toutes les garanties acquises depuis 1906, dans absolument tous les domaines : temps de travail, rémunération, travail de nuit, travail des enfants, protection de la femme enceinte, droit syndical...

L'article 1 résume tout : « Les libertés et droits fondamentaux de la personne sont garantis dans toute relation de travail. Des limitations ne peuvent leur être apportées que si elles sont justifiées par l'exercice d'autres libertés ou par les nécessités du bon fonctionnement de l'entreprise si elles sont proportionnées au but recherché ». En clair, d'un côté il y a un beau principe et de l'autre la réalité du capitalisme qui fait droit !

Fondamentalement, c'est la remise en cause du principe de faveur, celui qui est à la base de l'architecture du droit du travail en France : une convention collective peut déroger au code du travail si elle lui est plus favorable, et un accord d'entreprise peut déroger à une convention collective si il est plus favorable pour les salariés. Là, c'est exactement l'inverse : un "principe de défaveur", en quelque sorte... On énonce des principes (le temps de travail c'est 35 heures, par exemple, et au dessus ce sont des heures supplémentaires) et ensuite toutes les dérogations sont possibles, entreprise par entreprise. Et si on ne trouve pas un syndicat pour signer, on organise un référendum très démocratique du type : « voulez vous travailler 39 heures payées 35 et conserver votre emploi ou garder l'accord actuel et être licencié ? »

Atomiser les droits, individualiser les situations, rendre ainsi très difficile voire impossible l'action collective, tel est l'objectif à peine déguisé de ce projet.

Macron complète cette œuvre de dislocation en s'attaquant à l'idée même de salariat. Certes le salariat c'est l'exploitation, mais avec des limites – code du travail, médecine du travail, CHSCT, SMIC, recours aux prud'hommes... D'où l'idée de multiplier les "entrepreneurs indépendants", totalement isolés, pieds et poings liés face aux donneurs d'ordre, sans droit aucun. Bref des individus qui sont ame-

nés à s'auto-exploiter. Et c'est pas facile de se rebeller contre soi-même !

Ce projet, contenu notamment dans sa loi sur les Nouvelles Opportunités Economiques (NOE), peut faire rapidement des dégâts énormes dans certains secteurs (informatique, banque, assurances, formation...). Une sorte "d'ubérisation" des rapports sociaux. Le renouveau, d'une certaine manière, de la dépendance des serfs vis à vis des seigneurs dans l'Ancien-Régime.

Il s'agit donc de s'affranchir de cette machine à broyer, de libérer et de rassembler toutes les forces qui se refusent à la soumission.

D'un point de vue syndical, sans angélisme ni illusion sur le poids des appareils mais avec pragmatisme, la seule solution pour l'instant c'est de renforcer à la base le "front" CGT-FO-Solidaires-FSU. De ce point de vue, les grèves et mobilisations sont un point d'appui qui s'oppose aux politiques d'austérité et, de fait, aux mesures d'intimidation du pouvoir.

Les militants anarchistes, dont ceux de la FA, ont aussi leur responsabilité dans cette situation complexe et grave. Sans donner de leçon à quiconque, ils ont un combat émancipateur et des pratiques à faire valoir. Apporter un peu de clarté dans ce monde de confusion organisée y compris parfois dans nos milieux, serait déjà utile.

« Foules esclaves, debout, debout, le monde va changer de base^[1] »

PAR MAURICE
Groupe la sociale
de la Fédération anarchiste

[1] L'Internationale



SYNDICALISME

ou pratiques alternatives ?

La capacité du capitalisme à digérer à son profit toutes les formes d'organisation sociale, notamment l'organisation du travail, est certainement une des raisons de son succès. Elle n'a évidemment pas épargné les modes alternatifs de production ou de consommation qui ont pu être créés dans le but précis de se libérer de l'emprise capitaliste. Cela concerne les coopératives et les mutuelles, et plus récemment les amaps ou les communs. Qu'il s'agisse d'idées intéressantes et efficaces ne les a jamais empêché, au contraire, d'être intégrées au système, voire de l'être immédiatement dès qu'elles ont fait la preuve de leur efficacité. En d'autres termes, voir dans ces alternatives un vecteur de révolution, et même un frein à l'aliénation, est illusoire.

Pour autant, ces modes alternatifs conservent un intérêt majeur, c'est celui de nous montrer en pratique la possibilité de modes de production ou de consommation qui ne sont pas directement conçus comme des sous-produits de la division capitaliste du travail. Et s'il est évidemment ridicule de penser s'échapper du capitalisme grâce aux mutuelles ou aux amaps, celles-ci n'en restent pas moins des objets à regarder de près en tant que modes de fonctionnements possibles une fois que le salariat sera aboli (et non en tant que vecteurs de l'abolition du capitalisme). Il n'y a donc rien de scandaleux à les prendre en exemple expliquer dans notre propagande que l'abolition du salariat n'est pas seulement souhaitable, mais qu'on dispose dès aujourd'hui de modes de fonctionnement possibles et compréhensibles hors du cadre du salariat.

Car il est important de rappeler que notre but est bien l'abolition du salariat, et que c'est dans cette optique que doivent être resitués aussi bien les outils qui nous permettent d'imaginer

comment en pratique fonctionnerait une autre société, que ceux que nous utilisons pour lutter aujourd'hui contre l'aliénation et l'oppression capitalistes. Pour prendre un exemple d'une actualité brûlante, cette perspective ne doit pas être absente de notre analyse ni de notre participation à la lutte qui s'ébauche contre la loi dite El Khomri. L'aspect le plus médiatisé de cette loi est sa mise en cause du Code du Travail. Or l'objet de ce code est de définir la longueur des chaînes qui lient les salariés à leur patron, chaînes que notre plus vif désir est de rompre. Fondamentalement, notre but est bien de brûler cette saloperie du code du travail, et non de le défendre.

Non ?

En fait, le mouvement syndical se trouve dans une situation symétrique de celle des « alternatives en action », avec le point commun de ne pas pouvoir se passer de perspectives révolutionnaires qu'il ne véhicule pas intrinsèquement. De fait, un des problèmes majeurs du mouvement syndical, si ce n'est son problème



majeur de notre point de vue, est d'être englué depuis 35 ans dans ce qu'on appelle la défense des acquis ou de l'emploi. Depuis les années 80, on aurait du mal à citer une manif syndicale d'envergure qui ait eu un autre objet. Ce n'est pas un reproche, c'est la constatation triste du militant syndicaliste qui écrit ces lignes. Pire, le mouvement syndical est de plus en plus confronté à des concurrences corporatistes foncièrement réactionnaires face auxquelles il a du mal à se positionner. Il n'est pas exagéré de dire que l'action syndicale, au-delà des slogans, n'a aujourd'hui plus d'autre perspective que d'organiser l'esclavage salarié sur les bases les moins scandaleuses possibles. Elle est donc dans une situation assez comparable à ces pratiques en principe alternatives au système, mais que le système retourne à son profit.

Situation comparable, et diagnostic comparable également, pas plus que ces pratiques alternatives, le syndicalisme n'est à jeter aux orties faute de porter en lui des perspectives révolutionnaires. Les luttes syndicales restent et demeurent un des rares moyens de résister au rouleau compresseur, et ce n'est pas rien ; les alternatives constituent des échappatoires limitées, mais parfois réelles, au même rouleau compresseur, et ce n'est pas rien non plus. Elles ont, par rapport au syndicalisme l'inconvénient de contourner un problème que nous devrions affronter, et l'avantage d'esquisser des perspectives que le syndicalisme est aujourd'hui totalement incapable de formuler.

Il s'agit en fait de deux types d'outils dont nous devons reconnaître l'intérêt et les limites, mais qui en eux-mêmes ne nous dispenseront pas d'avoir une véritable réflexion sur la société que nous voulons, et sur le chemin, qui reste à inventer pour y arriver : la révolution sociale et libertaire, en quelque sorte.

PAR COQS
Groupe la Sociale
de la Fédération anarchiste

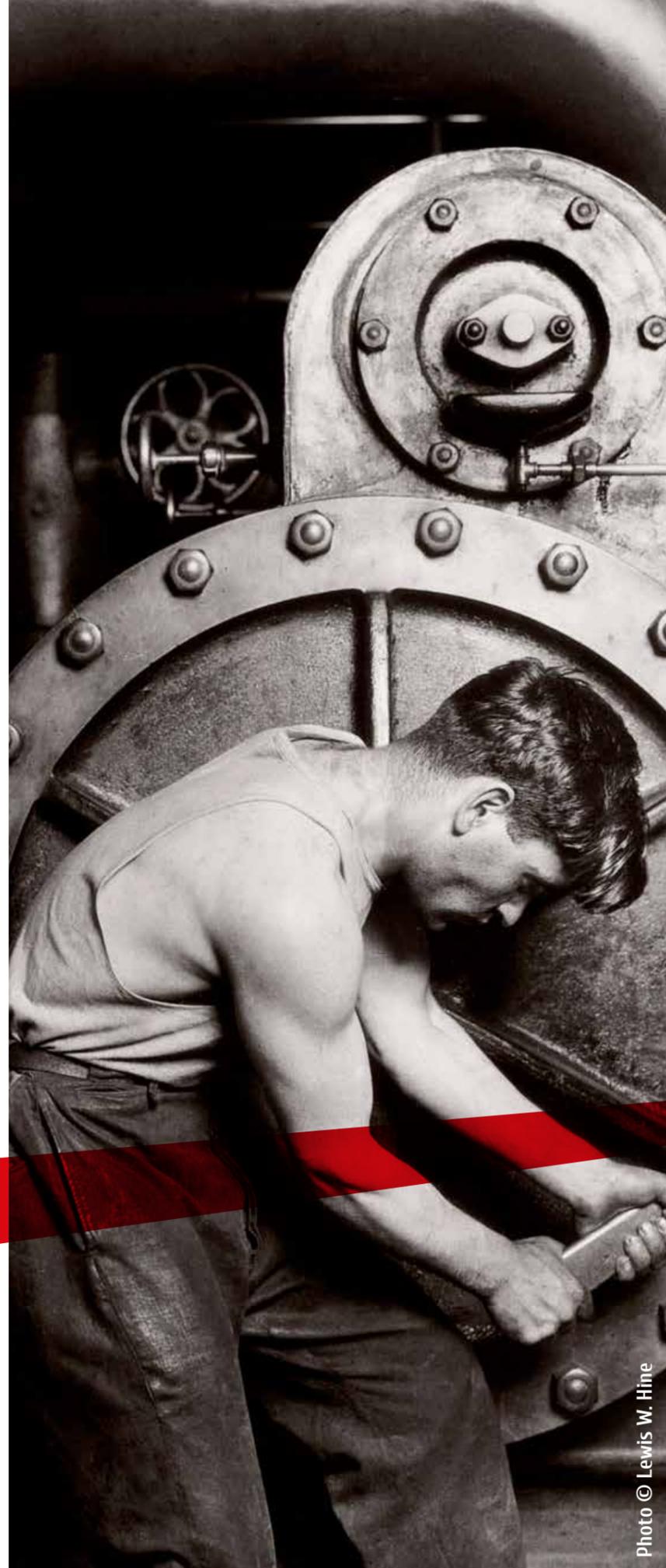


Photo © Lewis W. Hine



El Khomri est dans la place :

L'ÉTAT RASE GRATIS POUR LE PATRONAT

C'est un peu insultant pour les prolétaires de laisser penser qu'ils et elles n'auraient pas remarqué que, depuis maintenant plus de 20 ans, on détricote lentement mais sûrement le code du travail. Il est aisé de se souvenir que chez pas mal de votant.e.s qui ont décidé de se laisser guider par Hollande et sa clique, beaucoup espéraient un coup de frein à la politique anti-sociale des fous de droite.

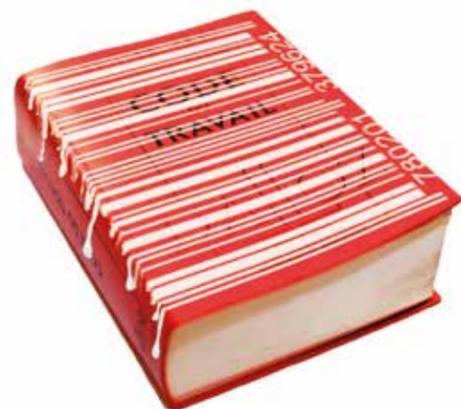
Mais ces votant.e.s avaient oublié que la gauche, - sauf en période de forte croissance économique -, ne donne rien sans rien, et surtout, va toujours dans le sens de ses réels maîtres à penser (et parents proches), c'est à dire les possédants.

El Khomri, ministre du travail de son état (comprendre ministre d'État à la destruction des faibles règles qui protègent les salariés) lance donc son offensive dans la guerre des classes contre les prolétaires. Elle le fait avec le sourire et le soutien du premier sinistre Valls. Et du président bien entendu.

Plus gênant immédiatement, son projet est, lors de son annonce, salué et applaudi par le MEDEF et ses satellites. Que penser de cela si ce n'est qu'il a été consulté en amont pour la rédaction du texte ? Même si, dans le jeu habituel, il joue aujourd'hui les mécontents.

Faisons un petit tour dans la loi, histoire de voir ce qu'elle renferme de plus grave. Nous vous invitons à lire le projet de loi dans son ensemble, tant celui-ci est une leçon de libéralisme économique. Déjà par l'inversion des normes: les "décisions d'entreprise" primant sur la loi.

Ensuite, elle porte un coup au fait d'obtenir justice. Elle décide donc qu'en cas de licenciement reconnu



comme illégal par les Prud'hommes, il faut que vous soyez raisonnables, du coup elle propose la fixation de barèmes indicatifs ! C'est là une levée claire des faibles garde-fous juridiques.

Le projet de loi proposait d'ouvrir la notion de "forfait jour" au plus grand nombre. Cela a été repoussé. Mais si les accords d'entreprise prime sur la loi, quelle protection pour les salariés de PME/TPE ? Rappelons qu'aujourd'hui selon l'INSEE, 53% des salarié.e.s le sont dans des entreprises de moins de 50 salarié.e.s !

Comme si cela ne suffisait pas, El Khomri propose que le patron puisse abaisser la rémunération de l'ensemble des salariés - ou augmenter le temps de travail pour le même salaire - par simple accord d'entreprise avec des syndicats représentatifs, ou par un

référendum initié par un - ou des- syndicat ayant au moins 30% des représentativité. Vu la largesse de certains syndicats aujourd'hui, nous voyons bien l'entourloupe.

Pour aller dans le même sens, les temps d'astreinte pourraient être assimilés à du temps de repos - alors que vous vous tenez à disposition de votre employeur !

Travailler 60H par semaine serait possible : le projet de loi prévoit de permettre de facilement passer à 12 heures de travail par jour et soixante heures par semaine en invoquant simplement un "besoin de compétitivité" par votre cher patron et par simple accord (selon les règles abordées au-dessus) !

Les temps partiels pourront aussi être signés pour des durées inférieures à 24 heures par semaine y compris dans les branches qui ne prévoyaient pas cela. Les heures supplémentaires (au-delà des 35 heures qui restent la référence) pourront être moins rémunérées que ce que prévoit la loi par simple accord d'entreprise (selon les règles abordées au-dessus).

Nous voyons apparaître aussi la possibilité pour une entreprise de mettre en place un plan social (appelé Plan de Sauvegarde de l'Emploi) sur une simple « intuition de difficultés potentielles à venir ». Ce qui revient à dire n'importe quand, et sans devoir prouver les difficultés économiques de l'entreprise. Cela enlève tout pouvoir d'intervention (comme dans le cas des Contis par exemple) contre les abus du patronat.

Et pour couronner le tout, la loi prévoit

qu'un.e salarié.e qui refuserait les nouvelles conditions de travail imposées par son patron pourra être licencié.e simplement, avec un allègement du recours à l'avis de l'inspection du travail.

Voilà donc le projet de loi de cette ministre soi-disant de gauche, mais réellement proche des milieux ultra-libéraux et conservateurs. Rappelons au passage que madame la ministre n'a jamais réellement connu le monde du travail : sortie d'une haute école, elle enchaîne les postes d'attachée parlementaire et d'élue, puis de ministre... comme la plupart de ses prédécesseurs, élus de l'Assemblée Nationale et du Sénat.

Déjà dans les soutiens au projet de loi bruisse l'idée que « le référendum dans la loi est une façon de remettre de la démocratie directe (sic) dans l'entreprise ». Cette affirmation purement anti-syndicale est gerbante. Mais au-delà de ça, imagine-t-on une question du genre « Votez-vous pour une augmentation des heures de travail à 60 heures par semaine ou contre ce qui entraînerait la fermeture du site ? » recevoir une réponse négative ? C'est bien l'arme déjà puissante du chantage patronal qui est ici renforcée. Et les syndicats clairement mis à mal. Preuve d'ailleurs de l'amour de la démocratie de notre gouvernement : la volonté annoncée un temps d'utilisation du "49.3", article qui permet de passer une loi... sans même l'avis des deux chambres regroupant les élus dits "du peuple". Et ça donnera ensuite des leçons de "démocratie directe" !

Oui, nous, anarchistes, prônons la sortie du salariat et l'autogestion. Mais

ce n'est pas pour autant que nous oublions que les petites victoires sociales du passé doivent être défendues, et que de nouveaux conquies doivent être gagnés !

Alors si le gouvernement souhaite nous faire revenir des siècles en arrière, et redonner le droit de corvée au patronat sur les prolétaires, il est sans aucun doute temps que les prolétaires se rappellent qu'ils n'ont rien obtenu dans l'histoire sans la lutte pied à pied, par la grève, la manifestation, le sabotage, l'action directe et la réappropriation.

Si nous ne faisons que garder ces luttes dans nos mémoires, elles ne servent à rien. Mais si nous faisons de cette mémoire le moteur des luttes à venir contre nos oppresseurs, alors nous avons tout à gagner. Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin de nous unir, de faire bloc, de ne pas nous laisser diviser par les habituels agitateurs de haine (États, nationalistes, religieux, etc...). Il est temps de s'unir pour aller mettre un bon coup de pied aux culs aux nantis. Et qui sait, peut-être renverser le cours des choses... Comme d'autres l'ont fait avant nous !

La Fédération Anarchiste sera de ces combats. ... Et ces combats seront avant tout ce que nous en ferons.

PAR FAB
Groupe Graine d'Anar
de la Fédération anarchiste



Le féminisme n'a jamais tué personne, le machisme tue tous les jours. Benoît Groult

Féminismes : histoire et portrait de la diversité



Apparu de façon marginale dès la révolution, le féminisme s'est surtout développé à partir du XIX^{ème} siècle, par vagues. Une image d'ailleurs souvent utilisée pour en décrire les flux et reflux... Ce que l'on appelle ainsi la première vague du féminisme a consisté à revendiquer des droits dans la sphère publique : notamment le droit de vote, de meilleures conditions de travail et le droit à l'éducation. L'entre-deux guerres signe un reflux, après lequel la deuxième vague est porteuse de revendications pour une sexualité libre, la contraception, le droit à l'avortement et la dénonciation des violences faites aux femmes. Cette deuxième vague sera, dans le monde occidental, à l'origine d'avancées importantes concernant notamment le droit à l'avortement, à la contraception, la reconnaissance du viol comme



crime. Fort de ces acquis et institutionnalisés, le féminisme de la fin du XX^{ème} siècle et du début du XXI^{ème} prend de nouvelles formes d'expression, aussi diverses que variées, qui lui donnent une plus grande visibilité : des femmes jeunes développent des modes de lutte redynamisantes qui se conjuguent aux formes précédentes. Même si on peut dire à l'instar de Michèle Perrot, historienne, que le féminisme n'est pas populaire, il est tout à fait vivant. Au cours du XX^{ème} siècle, plusieurs théories féministes divergentes vont s'affiner... et s'affronter :

- le féminisme différentialiste – ou essentialiste – considère, comme son nom l'indique, que le sexe s'accompagne par essence de caractéristiques identitaires (s'opposant en cela au constructionnisme de l'identité, mis en lumière notamment par Simone de Beauvoir – on ne naît pas femme, on le devient –). Les féministes différentialistes construisent leur réflexion sur la base de cette supposée nature féminine, évidemment différente de la nature masculine. Leur propos est donc de défendre et promouvoir des qualités spécifiquement féminines afin de contrer la dévalorisation du féminin, et de trouver par là une voie d'émancipation. C'est évidemment un point de conflit majeur dans la pensée féministe, l'essentialisme biologique étant aussi la base idéologique des ségrégationnismes.



- le féminisme universaliste pose au contraire l'idée que le genre et les dominations de genre sont une construction sociale. Ce concept de construction sociale a un impact politique majeur, il suppose en effet que la hiérarchie constatée entre les genres n'est pas naturelle ni immuable, mais au contraire fluctuante selon l'époque ou le lieu... et donc évolutive, voire destructible. Egalitariste, le féminisme universaliste lutte donc pour une réduction de la différence entre les sexes sur le terrain des droits (pour que chacun.e soit un sujet de droit et pour l'égalité entre toutes et tous, lutte contre les violences...)
- Sans s'opposer fondamentalement au féminisme universaliste, le féminisme radical pousse la pensée un cran au delà : il analyse la construction sociale des genres comme la production directe d'un système patriarcal profondément lié au capitalisme, et donc ne conçoit pas l'amélioration de la situation des femmes – et de tous les genres opprimés – sans remise en cause littéralement radicale du patriarcat et de ses outils d'oppression (religions, militarisation...), sans destruction du capitalisme. Il travaille donc également sur le terrain sociétal, en cher-

chant à déconstruire les mécanismes de la domination (comme la culture du viol, exemple particulièrement parlant de ces mécanismes.) Le débat est vif également entre les tenants de l'autonomie du mouvement des femmes et celles qui veulent nouer des liens avec d'autres mouvements sociaux et politiques (syndicats ou partis). Les différences de génération ou d'origine géographique créent des différences de perception et d'analyse, comme l'écoféminisme, initié par Françoise d'Eaubonne, le black feminism, articulant les conséquences du sexisme et du racisme, ou encore l'intersectionnalité, concept visant à révéler la pluralité des discriminations de classe, de sexe et de race. Mais à vrai dire, les formes d'expression actuelles ne sont pas tellement éloignées de celles des suffragistes^[1] du XIX^{ème}, qui avaient fait réagir très violemment les hommes. Les suffragistes ont manifesté dans les rues, se sont enchaînées aux grilles des institutions gouvernementales, ont posé des bombes dans des lieux symboliques du pouvoir des hommes, ont créé des journaux (citons par exemple **La Fronde** en France, pour un temps quotidien, diffusé à 200 000 exem-

plaires), ont été emprisonnées et nourries de force quand elles faisaient la grève de la faim. L'action de ces femmes courageuses permet de mettre sur la place publique des problèmes tels que leur éviction du droit de vote et donc leur droit d'être citoyennes, et d'obtenir ce droit de vote dans la plupart des pays occidentaux. Des années plus tard, le MLF^[2] a été tout aussi méprisé alors qu'il défendait le droit pour les femmes de choisir leur vie. Les mouvements féministes ont toujours fait et font encore très peur. Quoi, les femmes osent revendiquer leur liberté et penser leur émancipation de manière autonome ! Le dénigrement et la ridiculisation sont des moyens utilisés de façon récurrente pour dévaloriser l'action des femmes et contrer leur élan de libération. Et aujourd'hui ? De nouveaux groupes continuent d'être créés ici ou là pour faire avancer les droits des femmes. Le tour d'horizon qui vous est présenté sur les pages suivantes est loin d'être exhaustif, néanmoins il reflète la pluralité tout autant que la vitalité d'un mouvement que finalement, on rêverait de voir disparaître... parce qu'il ne serait plus nécessaire.

[1] Le vrai nom du mouvement avant que ce celui-ci ne soit ridiculisé par le sobriquet de "suffragettes"

[2] Mouvement de Libération des Femmes

Côté groupes d'action...



Histoire et portrait de la diversité, suite...

Ce panorama des organisations, associations, médias, groupes informels... se revendiquant du féminisme n'a évidemment aucune ambition d'être exhaustif (il faudrait pour cela, a minima, écrire une encyclopédie...), pas plus qu'il ne voudrait constituer un repère de toutes les tendances existantes... et encore moins une sélection d'organisations ou de médias conseillés ! Tout au plus tentons-nous ici de faire entrevoir à quel point les sensibilités, les formes et les combats du féminisme actuel peuvent être variés, des plus "mainstreams" aux plus marginaux, des plus conformistes aux plus révolutionnaires, témoignant de la diversité et de la vitalité du mouvement.

Néanmoins, malgré leurs différences (et alors même que certaines options politiques restent extrêmement clivantes, comme par exemple la mixite/non mixité des groupes, la conception de la laïcité, ou encore les positions abolitionnistes ou non par rapport à la prostitution, la GPA...) la plupart des associations savent parfois se coordonner pour gagner en impact, amenant leur expertise particulière dans le respect des diversités. Tous, notamment, ont compris que les acquis sont loin d'être inattaquables, et que les inégalités se situeraient désormais "à la marge". Notre propre combat anarchaféministe ne peut que s'enrichir par la connaissance de toutes ces associations, de ces militantes et militants.

Côté groupes d'action...

Vers la fin des années 90 et surtout au début des années 2000, dans une société de consommation devenue exarcebée où le féminisme passe pour un "combat d'arrière-garde", les femmes doivent faire face à de nouveaux enjeux et leurs luttes prennent de nouvelles formes.

Dès 1999, apparaissent des groupes d'actions qui pointent, de façon ultra-focalisée, la nécessité de continuer le combat féministe :

Les chiennes de garde

Décryptent et dénoncent les violences sexistes dans l'espace public.

La barbe

Dénonce la domination masculine dans l'espace public et les lieux de pouvoir. Mode opératoire : la dérision provocante (les militantes grimées de fausses-barbes font irruption dans des assemblées composées essentiellement d'hommes).

Rajfire

Collectif féministe d'action et de solidarité pour les droits des femmes migrantes et exilées.

Les eFRONTÉ-e-s

Réseau d'action populaire féministe mixte.

Georgette Sand

Faut-il s'appeler Georges pour être pris au sérieux ? En tout cas, l'action Taxe tampon a permis de ramener de 20 à 5,5% le montant de la TVA sur les protections périodiques.

Osez le féminisme

Association mixte, féministe, universaliste, laïque et abolitionniste. Mode opératoire : utilisation des réseaux sociaux, formations, débats, communiqués de presse et campagnes auprès du grand-public.

Les Liliths

Groupe activiste féministe révolutionnaire belge, fondé en 2013, non-mixte. Revendique son opposition au patriarcat et au capitalisme.

Mode opératoire : action directe "burlesque et agressive".

Les Femen

Groupe d'intervention aussi célèbre que controversé^[1], né en Ukraine, non-mixte. Mode opératoire : le "sextrémisme" (interventions publiques seins nus)

Collectif Place aux femmes

Collectif albertvillarien (Ben, d'Auberwilliers, quoi) de lutte pour la place des femmes dans l'espace public

Mode opératoire : investir en groupe des lieux (cafés, etc.) pour reprendre possession de l'espace public.

... etc.

[1] Controverses : mode d'intervention seins nus de filles jolies/jeunes/blondes jugé contradictoire avec les luttes féministes contre l'objectivation du corps des femmes – Provocations relevant d'une attitude viriliste – Propos éparpillé et manque de lisibilité des messages – Discours laïc et abolitionniste jugé ethnocentré, voire raciste – Sources de financements obscures – Organisation ultra-autoritaire – Soupçons de manipulations sectaires au sein du groupe...

Côté médias...

Tout comme l'histoire même du féminisme, celle des médias féministes semble évoluer par "vagues" : alors qu'une bonne partie des journaux féministes disparaît au début des années 80 – à l'exception notable du *Bulletin d'Information, de Liaisons et d'Echanges du réseau Ruptures* –, le féminisme, dans les années 90, se fait discret, en pleine mutation. C'est le début des années 2000 qui verra reflourir des revendications fondamentales et, avec elles, de nouveaux médias féministes, dès la fin de cette décennie :

En 2009, le journal *Causette*, mensuel généraliste "branché" témoigne de la renaissance du féminisme en France : le fait même qu'il s'agisse d'un journal non militant (ses positions d'ailleurs plus qu'ambigües sur des sujets clivants comme la prostitution lui valent de belles controverses dans les milieux féministes) signe le fait que le féminisme – tout au moins quand il est ainsi gentiment "intégré" et ne fait pas trop de vagues – a alors repris une place "acceptable" dans la société.

D'autres initiatives suivront vite : *Femmes ici et Ailleurs*, qui entend « faire connaître celles qui, à leur niveau, écrivent l'Histoire de notre temps » ; le mensuel *Muze* « pour se cultiver autrement » ; *Well Well Well*, semestriel « pour toutes les lesbiennes », ou encore le pureplayer *Jeanne Magazine*, « pour les filles qui préfèrent les filles », *La cane*, le journal des eFRONTÉ.es...

Sur internet, *lesnouvellesnews.fr* prendra rapidement une place particulière dans le paysage médiatique en traitant d'information généraliste en toute parité.. De même les excellents dossiers de *50/50*, le magazine web de l'égalité femmes/hommes qui retrace les péripéties de cette égalité au quotidien et dans le monde.

Ou encore *Expertes.eu*, qui recense plus de 1550 expertes sur 300 thématiques pour répondre aux médias qui prétextent ne pas connaître de femmes expertes pour ne pas en inviter...

De fait, à l'ère du numérique et en pleine période de crise pour la presse papier, internet et les réseaux sociaux deviennent vite des outils de communication indispensables au militantisme, et les blogs de féministes indépendantes se multiplient :

Antisexisme.net décèle les mécanismes sexistes qui maintiennent l'inégalité entre hommes et femmes ; *F comme...* est abolitionniste, fondamentalement lesbophile et foncièrement virilophobe ; *Ladies & gentlemen* décrypte les rapports hommes/femmes et replace l'égalité au coeur du débat ; *Crêpe Georgette* montre la spécificité d'un combat féministe et de gauche ; *L'histoire par les femmes* remet à l'honneur l'apport des femmes, trop souvent oubliées des livres d'histoire ; *Les Martiennes* veut mettre le doigt sur les clichés et les inégalités ; *Entrée en lice* dénonce les préjugés sexistes dans le sport et s'interroge sur la promotion du sport féminin ; *Meujs* traque les dérapages sexistes dans les médias ; *Olympe et le plafond de verre* décrypte les faits quotidiens, les schémas de pensées... Bref tout ce qui est source d'inégalité ; *Projet crocodiles* met en dessins de véritables histoire du sexisme ordinaire : drague lourde, agressions physiques, insultes... ; *Fille d'album* dénonce les clichés sexistes qui fleurissent dans la littérature jeunesse ; *Tout à l'ego* dénonce les pubs et le marketing sexiste, parle des femmes qui réussissent... ; *Irréductiblement féministe !* milite pour l'abolition de la prostitution et de la GPA ; mais aussi : *A dire d'Elles*, *Le féminin l'emporte*, *Humour de dogue*, *elles@belleville...* La liste est longue, et l'on peut surfer des jours pour découvrir toutes les facettes d'un combat d'une actualité toujours brûlante !

Dans le milieu universitaire...

l'ANEF

Association nationale

des Études féministes,

Efigies,

Femmes & sciences,

Femmes & mathématiques...

Jusqu'au laboratoires de recherche permettent d'étudier les facettes de la société sous le prisme du genre :

le Mage,

l'équipe Simone

Sagesse,

le Centre Louise Labbé,

l'Institut Émilie du

Châtelet...

Le GAMS

&

Le collectif Excision, parlons-en

Lutte contre les mutilations sexuelles féminines et les mariages forcés.

Partie intégrante du combat féministe moderne, le combat contre les oppressions de genre met en lumière la condition particulière des homosexuel.les, des trans, bi, queers, asexuels, intersexes... De nombreuses associations défendent leurs droits :

la Coordination lesbienne en France,

les Désobéissantes à Reims,

Lesbiennes of Colors,

le Centre éducatif Lilith à Marseille

Bagdam à Toulouse.

Les lesbiennes dépassent les frontières accompagnent les lesbiennes exilées, réfugiées ou demandeuses d'asile.

... Etc.

LE MOUVEMENT FRANÇAIS POUR UN PLANNING FAMILIAL

A fêté ses 60 ans en mars 2016 avec le slogan « *Simone for ever* »

Mouvement militant, il prend en compte toutes les sexualités, défend le droit à la contraception, à l'avortement et à l'éducation à la sexualité. Il dénonce et combat toutes les formes de violences, lutte contre le SIDA et les IST, contre toutes les formes de discrimination et contre les inégalités sociales.

Côté associations...

AVFT

Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail

Association féministe autonome qui défend les droits au travail et à l'intégrité de la personne.

Elle a pour champ d'action et de réflexion toutes les formes de violences contre les femmes (accompagnement, action judiciaire).

FDFA

Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir

Regroupe des femmes handicapées pour rendre visible et combattre les préjugés et la double discrimination dont elles sont victimes.

La CADAC,

Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception

Lutte pour l'amélioration et l'application des lois existantes, notamment en combattant les opposants au droit à l'avortement.

Assurer une vigilance sur le terrain des lois de bioéthique et de soutenir l'existence des CIVG.

Le Collectif féministe contre le viol

Lutte contre le viol et toutes les violences et agressions sexuelles subies par les femmes.

Permanence téléphonique pour les personnes victimes de viol du lundi au vendredi, de 10 h à 19 h, au 0 800 05 95 95.

Zéromacho,

Fondé en 2011, réseau international regroupant les hommes signataires d'un manifeste contre le système prostitueur et pour l'égalité femmes-hommes (plus de 3 000 hommes dans 56 pays).

Abolition 2012

Depuis plusieurs années, cette coalition d'associations exige l'abolition de toutes les mesures répressives à l'encontre des victimes de la prostitution, la mise en place de moyens de protection et d'accompagnement social, incluant l'accès à la santé et au logement pour toutes les personnes prostituées, la mise en place d'alternatives à la prostitution et l'ouverture de droits effectifs pour toutes les personnes prostituées, y compris étrangères, l'interdiction de tout achat d'un acte sexuel et la responsabilisation des clients, le renforcement de la lutte contre toute forme de proxénétisme, une politique ambitieuse d'éducation à une sexualité libre et respectueuse de l'autre, et à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le Collectif national pour les Droits des Femmes

Regroupement d'associations féministes, de syndicats et partis politiques constitué après la manifestation du 25 novembre 1995 (40 000 personnes dans la rue).

Objectif : faire passer dans les faits, dans la pratique, l'égalité formelle que les femmes ont conquise durant tout le XXème siècle.

Le Collectif se bat sur tous les terrains où les femmes souffrent de discriminations et de traitement inégalitaire, de violences, de manquement à leur dignité, dans des domaines aussi variés que la réduction du temps de travail, l'égalité professionnelle, le travail de nuit, les équipements collectifs, la famille, le travail domestique, les violences, la lesbophobie, la place des femmes dans la vie publique, la lutte contre le Front National et ses clones, la lutte contre le sexisme, l'école, la mondialisation libérale, la solidarité internationale, etc...

Femmes solidaires

Mouvement féministe et laïque d'éducation populaire qui s'engage pour faire reculer toutes formes de discriminations et développer une éducation non sexiste et non violente.

Informe, sensibilise sur les droits des femmes afin de contribuer à l'évolution des mentalités vers une société libérée des rapports de domination. Regroupant de nombreuses associations locales, l'association publie le mensuel *Clara Magazine* et est co-fondatrice du *Réseau International Féministe et Laïque*.

Ruptures

Collectif de Pratiques et de Réflexions Féministes Ruptures

Association nationale dont les objectifs visent la réalisation d'une égalité réelle et non formelle entre les femmes et les hommes par la mise en œuvre de la dimension intégrée de l'égalité dans le domaine économique, social et politique.

Coexistent deux modalités d'organisation, le *Collectif Féministe* (non mixte) et le *Réseau Féministe* (mixte), et ce sur trois niveaux d'intervention : national, européen et international, déclinés dans différents champs d'actions.

SOS Homophobie

Groupe activiste féministe révolutionnaire belge, fondé en 2013, non-mixte. Revendique son opposition au patriarcat et au capitalisme.

Mode opératoire : action directe "burlesque et agressive".



Mais aussi....

Des lieux consacrés aux femmes...

Apportent conseil, formation et information

La maison des femmes de Paris

La maison des femmes de Montreuil

L'espace Simone de Beauvoir à Nantes

...

Des initiatives culturelles...

Mettant en valeur la création féminine et féministe

Festivals de cinéma (Crèteil, Femmes en résistance, Cineffable),

Compagnies théâtrales,

Maisons d'édition : Editions iXe, Talents hauts...

Centre audiovisuel Simone de Beauvoir

Bibliothèque Marguerite Durand

Centre des Archives du féminisme de l'Université d'Angers.

Violette & Co (la seule librairie féministe française, à Paris.)

Les femmes peuvent se retrouver dans des chorales comme *les Voix rebelles* à Paris ou *les Choraleuses* à Toulouse...

...

Des collectifs de lutte locaux...

Collectif pour la réouverture du CIVG de l'hôpital Tenon à Paris,

Collectif de soutien à la maternité des Lilas

...

Des commissions au sein d'organisations syndicales et politiques...

Commission Genre d'ATTAC

Commission Femmes d'Amnesty International France

Commission Femmes de l'Union syndicale Solidaires

Commission Femmes-Mixité de la CGT

...

Côté international...

la Marche Mondiale des Femmes

Mouvement mondial d'actions féministes, rassemblant des groupes et des organisations œuvrant pour lutter contre la pauvreté des femmes et la violence qu'elles subissent. Mobilise des centaines de milliers de femmes tous les cinq ans.

En 2015, elle est partie du Kurdistan turc le 8 mars. Elle traverse différents pays en s'arrêtant sur les lieux symboliques pour poser des actions : le 24 avril constituait 24 heures de solidarité avec les femmes bengalies tuées dans l'écrasement de leur usine de fabrication de vêtements Rana Plaza à Dacca.

la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté

Créée en 1915, en pleine guerre mondiale, par plus de 1200 femmes venues de 12 pays, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté compte actuellement 30 sections dans le monde. Son siège social est à Genève.

52 marraines de la Ligue appellent à signer une pétition pour dire stop au viol comme arme de guerre et pour la mise en place d'un Tribunal Pénal International pour la République Démocratique du Congo.

Associations de femmes exilées ou réfugiées en France :

Negar, soutien aux femmes d'Afghanistan

se bat pour le droit à l'éducation pour les filles et pour le droit des femmes ;

la Ligue des Femmes Iraniennes pour la Démocratie,

Indépendante, laïque et à but non lucratif, vise à défendre les droits inaliénables des femmes iraniennes à travers le monde et, en premier lieu, en Iran même ;

CAFO Mali France

Coordination d'associations de femmes maliennes.

Le RAJFIRE

Collectif d'action et de solidarité avec les femmes migrantes et exilées.

Collectif de solidarité avec Pinar Seleik

Popularise l'action de cette militante et lutte contre la répression qu'elle subit.

... etc.



PAR MARIE-JO POTHIER, HÉLÈNE HERNANDEZ ET ÉLISABETH CLAUDE. Femmes libres sur Radio libertaire

FEMMES LIBRES, SUR RADIO LIBERTAIRE

Femmes Libres est la plus ancienne émission de radio féministe : chaque mercredi de 18h30 à 20h30, depuis mai 1986, cette émission s'efforce de rendre visibles les inégalités, discriminations et violences que subissent les femmes sur l'ensemble de la planète. Elle veut aussi montrer l'immense travail qu'elles accomplissent (travail que les différents pouvoirs continuent de s'approprier en le maintenant volontairement invisible), qu'il s'agisse du travail domestique, du travail de production, de reproduction ou des luttes féministes.

Elle rend compte des luttes menées pour les droits des femmes et des actions de solidarité avec les femmes du monde entier. Elle accueille chercheuses et artistes pour qu'elles partagent leurs savoirs et leurs créations.

FEMINISTES SUR LA BANDE FM ET SUR INTERNET



LANGUES DE FRONDE, SUR FRÉQUENCE PARIS PLURIELLES - 106.3FM

Émission féministe meufs, gouines, trans, tous les 2^{ème} lundis du mois à 18h. Pour *Langues de Fronde*, le féminisme est le combat des femmes, gouines et trans pour elles/eux mêmes, et contre le sexisme et l'hétéro-patriarcat. Il s'inscrit dans un cadre global de lutte contre toutes les dominations et les exploitations, par une remise en cause du système actuel et de nos pratiques quotidiennes. La lutte et la solidarité sont sans frontières !

LE GANG DES GAZIÈRES SUR RADIO GALÈRE (MARSEILLE) 88.4 FM

On peut entendre dans l'émission des paroles, des infos, des lectures, des recettes, des interviews, de la musique, des coups de gueule, des chants, des sujets pas toujours funny, des luttes, des blagues, du boucan... « *Ici, en vrac mais pas en libre service : des tchatcheuses, des écouteuses, des meufs au micro, des apprenties arrogantes et des marseillaises pas arrangeantes, des trans dans le transistor, des méditerranéennes, des femmes diffusées sur la FM, des féministes, des semi-activistes, des noires, des banlieusardes, des gouines sur Galère / et c'est pas fini...sures de nous ou en cheminement ça dépend. En coulisses, on se revendique animatrices du studio au plateau, techniciennes mangeuses de micro et ça envoie ! Ça va vous faire gueuler, jouer, parler, chanter, jaser tous les 1^{ers} mercredis du mois de 20h à 22h.* » www.radiogalere.org

INFORMATIONS FEMMES SUR RADIO GALÈRE (MARSEILLE) 88.4 FM

Les 2^è et 4^è mardi, de 20h30 à 22h. www.radiogalere.org

DÉGÉNÉRÉ.E SUR RADIO KALEIDOSCOPE (GRENOBLE) - 97FM

L'émission féministe pour déranger ! Aborde l'actualité, propose analyses, témoignages, infos, débats, points de vue, musiques etc. de femmes, de lesbiennes, de trans et autres monstres ! Elle se déroule de 18h à 19h30 les 2^{ème} et 4^{ème} mercredis du mois (rediffusion les lundis suivants à 19h). www.radio-kaleidoscope.net

LILITH. MARTINE ET LES AUTRES SUR RADIO CANUT (LYON) 102.2 FM

Un vendredi sur deux à 17h. Les derniers sujets traités : *En scène maestro ! Cultures de résistance en Inde, "Rengainez, on arrive !" de 1983 à 2015, Cultures de résistance en Italie, Cultures de résistance en Irlande.*

ON EST PAS DES CADEAUX ! SUR RADIO CANUT (LYON) 102.2 FM

« *Une émission de radio pour faire entendre nos voix, parler de nos luttes et relayer celles dont on est solidaire. Notre collectif est en non mixité, trans, gouines, pédés, avec des bases féministes. Nous sommes contre toute forme de sexisme, contre l'oppression patriarcale et les normes de genre.* »

VOYELLES SUR CANAL SUD (TOULOUSE) 92.2 FM

Émission de meufs, gouines, trans diffusée un mercredi sur deux, de 21h à 22h30. Elle a pour objectif de faire vivre une émission radio faite par des femmes, des personnes ayant ou ayant eu un vécu social de femme, pour tout le monde, sur tous les sujets. Elle choisit de privilégier des paroles de femmes, généralement peu entendues dans les espaces de paroles publics. L'émission Voyelles, c'est des débats en direct, des reportages,

des interviews, des portraits, des coups de gueule, des coups de cœur, de la zik, de l'actualité locale et internationale, des brèves...et tout ce que chacune a envie d'y mettre... C'est aussi un collectif qui s'engage pour la défense des moyens d'expression libre, et en soutien aux luttes de femmes.

COMME UN POISSON SANS BICYCLETTE RADIO ZINZINE

Tous les lundis, exploration de thèmes de société généralistes vus sous un éclairage féministe ou spécifiques aux femmes, explication de concepts liés au féminisme, chroniques culturelles, annonces d'événements dans la région, débats autour de textes théoriques ou littéraires et encore plein d'autres surprises. L'émission a vocation à être réalisée en non-mixité mais elle s'adresse à tou-te-s ; nous souhaitons être comprises et écoutées par le plus grand nombre et nous serons attentives à bien expliciter les mots et concepts que nous utilisons. En FM sur quatre départements : 04, 05, 13, 84, sur le canal 8c en RNT sur Internet <http://radiozinzine.radio.fr>

RADIORAGEUSES PLATEFORME

Radiorageuses est une nébuleuse d'émissions de radio de femmes, de gouines, de trans et de féministes, émissions qui sont diffusées sur les canaux de la FM ou d'Internet. C'est une plate-forme créée en 2009 qui rassemble plusieurs émissions pour créer une dynamique collective, se soutenir et échanger. www.radiorageuses.net

PAR ÉLISABETH CLAUDE Émission Femmes libres



LE ROI EST NU

Vers un état d'exception permanent

Par leur violence et leur soudaineté, les attentats du 13 novembre 2015 à Paris (et ceux plus récents en Belgique et ailleurs) ont mis la France en état de choc et de sidération. Une telle situation devait-elle pour autant entraîner la mise en place de mesures exceptionnelles ? La réponse du président de la République a été immédiate, « Il s'agit d'actes de guerre contre la France et ses valeurs. », dans la ligne des déclarations du président américain Bush après les attentats du 11 septembre 2001 qui auront amené l'adoption du "Patriot Act", législation d'exception qui, quatorze ans après, est toujours en vigueur malgré de multiples dérives.

L'ÉTAT D'URGENCE

Le 20 novembre, s'appuyant sur la loi du 3 avril 1955 instaurant l'état d'urgence - prise à la suite des « événements » de la Toussaint 1954, à savoir l'insurrection des nationalistes algériens alors qualifiés de « terroristes » -, il présente au Parlement une « loi relative à l'état d'urgence », approuvée à la quasi-unanimité des députés (6 voix contre), le prorogeant pour trois mois à compter du 26 novembre. Et ce 16 février 2016 il vient d'être prorogé à nouveau pour trois mois quasiment dans les mêmes proportions (31 contre). C'est la part belle pour l'autorité administrative au détriment de l'autorité judiciaire : couvre-feu, perquisitions à toute heure, contrôle encore renforcé d'Internet, fermeture de lieux publics, interdiction de manifester, assignations à résidence avec obligation de demeurer au domicile imparti douze heures d'affilée et pointage dans la journée trois fois au commissariat, extension de la mise sous surveillance électronique, dissolution d'associations ou de groupements de fait dont l'activité porte atteinte à l'ordre public... avec les risques de dérive qu'on devine. De quoi faire oublier qu'après la vague d'attentats perpétrés à Paris en octobre 1986 par le groupe de Fouad Ali SALEH - 11 morts dont 2 policiers, 183 blessés - un régime d'exception a déjà été instauré jetant les bases de la législation antiterroriste actuelle : infractions et règles procédurales spécifiques, du-

rée de la garde à vue allongée, pouvoirs policiers renforcés, corps de magistrats spécialisés, cour d'assises spéciale. Et depuis, plus d'une quinzaine de lois visant à chaque fois à renforcer ce système d'exception se sont empilées.

CONCEPTION PRÉDICTIVE DE LA JUSTICE

Le dispositif mis actuellement en place va toutefois plus loin en substituant à la notion d'« activité » celle de « comportement ». Ainsi à propos des assignations à résidence le texte précise : « Il doit exister des raisons sérieuses de penser que le comportement de la personne constitue une menace pour la sécurité et l'ordre public » et évoque « les personnes qui ont attiré l'attention des services de police ou de renseignement par leur comportement, leurs fréquentations et leurs propos ». Voici venu le temps d'une conception prédictive de la justice : la loi contraint ainsi les individus non parce qu'ils prépareraient des délits mais parce qu'ils seraient susceptibles d'en commettre. Nous sommes dans une logique de suspicion - et donc tous potentiellement suspects - fondée sur des pronostics par rapport à une logique d'accusation fondée sur des preuves. Et afin de pérenniser cet état d'urgence, le pouvoir exécutif voudrait l'inscrire dans la Constitution au motif qu'elle doit prévoir toutes les situations qui porteraient atteinte à la garantie de la liberté des citoyens... Dans une interview au « Monde » le 2 décembre



2015, le professeur de droit constitutionnel Olivier BEAUD s'élève résolument contre une telle conception : L'opposition entre le constitutionnalisme et l'état d'exception est irréductible car une Constitution sert à organiser et à limiter le pouvoir alors que tout état d'exception « dynamite » l'ordre constitutionnel en y inscrivant des dérogations... L'état d'urgence contient deux dangers sérieux d'arbitraire : l'utilisation abusive des pouvoirs d'exception accordés à la police et la prorogation répétée de plusieurs états d'urgence au risque d'en faire un état permanent. ».

ÉTAT DE POLICE

Le bilan est par ailleurs plus modeste après trois mois d'état d'urgence : le pôle antiterroriste de Paris n'a été saisi que de 5 enquêtes et les 24 autres procédures ouvertes sous la qualification terroriste visent le délit d'apologie du terrorisme. En outre les trois quarts des procédures ouvertes au total concernent la législation des armes et des stupéfiants, moyen détourné pour réprimer des infractions de droit commun

(« Le Monde » 16 février 2016). Et là-dessus vient se greffer un nouveau projet de loi renforçant la lutte contre la criminalité organisée et son financement, et contre le terrorisme accroissant encore les prérogatives de l'autorité administrative : fouille des véhicules et des bagages, rétention pendant quatre heures de la personne contrôlée sur simple décision du Préfet, organisation d'un régime restreignant les libertés de personnes de retour sur le territoire national à partir d'un théâtre d'opérations sur décision du ministre de l'Intérieur. Exit les garanties judiciaires : la prééminence de l'Exécutif est consacrée par la loi. Peu importe donc que le Congrès qui doit se réunir à Versailles vote ou non la constitutionnalisation de l'état d'urgence : nous assistons à sa pérennisation et à l'avènement d'un état de police, sinon - mais nous le sentons venir - d'un état policier.

PAR JEAN-JACQUES GANDINI
Février 2016





L'étranger et le dilemme identitaire-libertarien

« J'aime les nuages... les nuages qui passent... là-bas... là-bas... les merveilleux nuages ! » Baudelaire

Déchéance pour tous ! Qu'est-ce qu'on se marre quand même. La proposition gouvernementale de déchoir de la nationalité française non seulement des binationaux mais aussi, au nom de l'égalité, les personnes de nationalité française mettrait en place les conditions d'une apatridie imposée. Fichtre ! Diantre ! Apatride si je veux d'abord ! Enfin faut voir. Le statut d'apatride ratifié par la France est régi par une Convention de l'ONU de 1954 qui donne des droits au moins équivalents à ceux des étrangers en certains domaines^[1]. Une demande volontaire de perte de nationalité est prévue aux articles 18-1, 19-4, 22-3, 23, 23-5 du code civil. Mais on ne peut sembler-il se libérer des liens d'allégeance à un État que pour se lier à un autre. Par contre avec la déchéance pour tous, on pourrait devenir un étranger dans son pays, ne pouvant guère en sortir car apatride donc dépourvu de passeport sauf à demander une nationalité dans un pays d'exil moins ubuesque^[2].

Et pendant ce temps là ? Le FN examine la question d'arriver à gagner au second tour et de rassurer le « retraité de droite » qui paraît-il aurait encore des remords à glisser un bulletin trop extrême^[3]. Le FN peut se permettre maintenant de promouvoir une France apaisée et de paraître presque moins extrême que l'État d'urgence permanent qui se met en place. Un État qui fixe sa pression dans un temps et un espace qu'il entend contrôler. Purifier, sanctionner, réprimer, surveiller, presser, accélérer. Sur un même ensemble. La République est Une et Indivisible. Pour ne perdre personne du radar. L'unité. Enfin. La paix dans la guerre.

Étendre les métropoles. Les régions. Les constructions administratives et capitalistiques transnationales. Les intégrismes religieux qui comme l'État et le Capital sont conquérants et veulent se répandre. La résurgence des nationalismes.

Est-ce que c'est vraiment ça le "repli identitaire" ? Identitaire c'est quoi d'ailleurs ? Le mot serait apparu en 1975 sans occurrence exacte indiquée^[4]. Peut-être dans un roman de Michel Tournier^[5], ou dans *L'Institution imaginaire de la société* de Cornélius Castoriadis^[6], deux livres parus cette année-là. C'est passionnant l'étymologie, non ? Et au hasard comme ça, libertarien ça date de quand ? La libertarienne Wikipédia indique que le mot anglais libertarian est écrit pour la première fois en 1789 afin de s'opposer au déterminisme^[7]. Dans les années 1970, en l'absence de littérature francophone libertarienne, un économiste libéral décide prudemment de créer le néologisme pour éviter tout amalgame avec libertaire devenu synonyme d'anarchiste^[8]. En somme, dans la même décennie, la langue française récupère deux mots plutôt minables - identitaire et libertarien - mais qui résument assez bien la pseudo-alternative à laquelle nous sommes confrontés 40 ans plus tard.

On avance, on avance. Et libéral-libertaire ? Pas terrible ça aussi. Inventé en 1973 par Michel Clouscard, philosophe marxiste proche du PCF^[9]. Malgré les récusations de l'auteur, libéral-li-

[4] Le Petit Robert, 2003

[5] Les Météores, Gallimard, 1975

[6] Seuil, 1975

[7] Libertarianism, Wikipedia, 11/02/2016

[8] Libertarianisme Ibid.

[9] Néo-fascisme et idéologie du désir, 1973, réédition Delga 2013

bertaire constitue un vocable critique clé pour l'extrême droite. La fixation identitaire, serait une solution à ce que certains ont essayé de dire sur l'évolution du capitalisme après le milieu des années 1960. Libéral-libertaire est théoriquement antinomique. Libertaire, employé pour la première fois par Joseph Déjacque en 1857, est justement créé pour s'opposer au libéralisme supposé de Proudhon^[10]. Libertaire ne signifie en aucun cas l'abandon de la lutte pour la justice sociale. Déjacque invente le mot pour concevoir un anarchisme réellement égalitaire notamment à l'égard des femmes. Notez qu'on ne dit pas libéral-anarchiste mais libéral-libertaire. Faut-il y voir un rapport avec le fait que libertaire étend aux femmes le combat pour la justice et la liberté ? Mystère. Ah ! Et puis j'oubliais. Un des premiers sens du mot libéral remonte au XIIe siècle : générosité, largesse, prodigalité... Passionnant, vous disais-je.

À ce stade, le cerveau fumant, je me demande si, justifié par une offensive contre les conquêtes sociales concédées par la social-démocratie, le regain de critique du libéralisme que je daterais arbitrairement des années 1990 ne s'est pas fourvoyé vers un autoritarisme, un étatisme, un moralisme, un repli sur des pseudo-valeurs. Bref sur l'identité. Dans son livre Loin de moi, étude sur l'identité, Clément Rosset avance que le moi n'existe pas ou n'a pas d'importance. Seule l'identité sociale compte. Plus on cherche en soi, moins on trouve. Pour Rosset, nous sommes tous des copieurs. Le manque d'originalité « concerne toute personne au monde, de même que l'absence d'identité personnelle est le fait de toute personne au monde »^[11]. Le défi est donc de copier et d'avoir, à partir d'une espèce de collage, quelque chose à dire de singulier : recycler ce qui vient d'autrui pour en faire quelque chose de soi. Il y a dans cette négation de l'identité intime, le danger inhérent à la pensée inspirée par Nietzsche et son actualité. Si l'identité personnelle n'existe pas et se conditionne au social, "être soi-même" trouve difficilement un sens.

La transparence cybernétique conçue comme un remède au totalitarisme - si nous avons été au courant dans l'instant et massivement des atrocités stalinienne ou nazis, nous aurions pu les empêcher - n'est pas forcément dénuée de pertinence. Ce vaste mouvement d'ouvertures, de liens, d'expressions : qui peut être contre à part des partisans d'un "repli identitaire" ? On en revient à cette foutue alternative : libertarien ou identitaire, soient deux

[10] Joseph Déjacque, De l'être-humain mâle et femelle, lettre à P.J. Proudhon

[11] Minuit, 2001 (p. 48)

formes qui ne remettent pas en question la domination dans sa complexité. Lorsque des forces dominantes nous demandent de nous ouvrir sans autres finalités que leurs meilleurs fonctionnements, un mouvement de repli est parfaitement soutenable. « *Jouons les empêchés* » comme le chante joliment Rémo Gary^[12]. Mais lorsque par réaction les dominants nous demandent de nous fixer sur une identité : passons à l'offensive !

Nous mêmes, libertaires avons parfois tendance à nous réfugier dans notre histoire ou bien à attendre une révolution perpétuellement repoussée. Dans son Paris, bivouac des révolutions, sur la période très courte de l'événement, Robert Tombs démythifie la Commune^[13]. À l'inverse, Kristin Ross sur une période beaucoup plus longue s'intéresse à l'imaginaire communard^[14]. Dans la France de 1870, rappelle-t-elle, seule une personne sur deux maîtrisait la langue française, critère majeur pour déterminer qui est français ou ne l'est pas. Les ouvriers étaient considérés comme étrangers à la nation. Le massacre des Communards devait contribuer à renforcer le mythe d'un pays indivisible. D'autre part, l'expérience communarde montre que l'égalité loin de réduire l'individualisme le rend au contraire possible. On ne peut pas imposer la coopération. Les êtres ne sont pas absolus ou indivisibles mais « *relatifs et multiples* » écrivait de façon assez rimbaldienne le géographe anarchiste Léon Metchnikoff. Lucidité, imaginaire, lumière, ombre composent aussi nos identités bigarrées. Elles ne peuvent être fixes en permanence. Elles changent selon les moments, les situations etc. Elles se recomposent et ne sont pas réductibles. Ne les laissons pas mariner dans l'aigreur de l'argent, de la religion et du pouvoir.

PAR ALEXIS

[12] Idées reçues, 2014, www.remogary.com

[13] Libertalia, 2014

[14] L'Imaginaire de la Commune, La Fabrique, 2015



Klaus Mann ou les dégâts de l'exil



L'intention de François Hollande de déchoir les individus binationaux "louches" de leur nationalité, puis d'étendre la mesure à l'ensemble des Français sous couvert d'état d'urgence, revient à les pousser à l'exil, à les rendre apatrides. Ce que l'on aurait préféré être un gag plutôt qu'une monstrueuse gaffe, surtout dans un contexte international où l'Europe rechigne à accueillir le flux continu des exilés de pays tenus par des régimes autoritaires.

Or, quel que soit le contexte, les conséquences de l'exil et de la déchéance de sa nationalité ne sont pas anodines. Dans plusieurs périodes de l'histoire, nombres d'apatrides et d'exilés, faute de repères, d'assimilation, ont été poussés aux extrêmes pour survivre et n'ont vu comme dernière solution que le suicide. Très peu d'autres plus chanceux, l'ont mieux vécu, comme une chance. Telle fut la période noire des années 1930 où des files entières d'exilés politiques, déchus de leur nationalité ont connu l'horreur des camps,

voire du renvoi dans leurs pays d'origine. Italiens fuyant le régime de Mussolini, Allemands fuyant le régime nazi, Espagnols fuyant le franquisme, Autrichiens, Tchèques, Hongrois, Polonais et Russes fuyant des pays occupés ou ayant été acquis à la cause nazie. Parmi le flux de ces histoires individuelles tragiques, on peut retenir celle de la famille Mann. Une famille d'intellectuels qui dut passer par toutes les phases de l'exil, mendiant tour à tour des passeports helvétiques, hollandais, hongrois, tchèques, britanniques et américains. Klaus Mann, le fils de Thomas, premier allemand à avoir assumé son homosexualité au grand jour dans son roman de jeunesse *La Danse pieuse* a fuit le nazisme dès la première heure afin de le combattre et de le dénoncer à l'étranger. Devenu apatride et immigré avant d'être déchus de sa nationalité, son journal et son œuvre sont truffés de témoignages sur les ravages causés par l'immigration forcée et l'exil.



COURAGE, FUYONS !

Après l'accession d'Hitler au pouvoir en janvier 1933 puis l'incendie du Reichstag et les premiers autodafés perpétrés par les nazis, le 12 mars, Klaus, le fils aîné du grand écrivain Thomas Mann fait ses bagages, la mort dans l'âme et prend le train pour Paris. Sa sœur Erika reste à Munich avec le reste de la fratrie Mann et les grands-parents, avant que ces derniers ne rejoignent leurs parents, Thomas et Kathia Mann réfugiés dans le midi de la France, également rejoints le 16 mai par le frère de Thomas, Heinrich Mann. Dès janvier 1933, suite à ses positions antinazies, celui-ci fut forcé de quitter la présidence de la section poésie de l'Académie prussienne des Arts. Il quitte l'Allemagne le mois suivant, avant même l'incendie du Reichstag et fait partie de la kyrielle d'auteurs mis à l'index par Joseph Goebbels, le ministre de la propagande, et dont les œuvres seront brûlées lors des autodafés. Tandis que la famille se retrouve au quasi-complet à Sanary, Klaus confie dans son journal qu'il se fait un sang d'encre pour son frère cadet Golo, resté à Berlin, ainsi que pour sa sœur Erika qui fait parvenir à la famille de mauvaises nouvelles de Munich et de son cabaret, Le Moulin à Poivre, Die Pfeffermühle, lieu de rendez-vous de l'intelligentsia anti-fasciste. Erika retrouve ses parents sur la Côte d'Azur pour les installer à Küsnacht, près de Zurich en Suisse, afin de se tenir éloignés de la tourmente politique que connaît alors leur pays. Erika et Golo Mann, seront les derniers de la famille à quitter le territoire Allemand. Erika réussit à sauver les papiers de son père avant que leur maison de Munich ne soit réquisitionnée par les nazis, puis elle s'enfuit à Zurich, où elle retrouve ses parents, qu'elle empêche de retourner en Allemagne. Après un moment d'hésitation, Thomas Mann se rend finalement à la raison et écoute sa fille. Les Mann ne sont pas exception à choisir l'exil en 1933 : petit

à petit, l'Allemagne se vide de ses intellectuels, juifs et non-juifs poussés à l'exil dans les pays européens les plus accueillants, ou aux États-Unis (dont entre nombreux autres, Fritz von Untuh, Leonard Franck, Bertolt Brecht, Annette Kolb...).

ENTRE ANGOISSE, LUTTE ET L'ESPOIR

Vivre loin de l'Allemagne est un terrain d'angoisses permanentes pour les exilés politiques. En effet, les rumeurs les plus folles circulent dans la communauté des immigrés. Par exemple, le 20 mai 1933, Klaus note dans son journal qu'après avoir envoyé un article à Edouard Korrodi, le directeur de la page culturelle du quotidien zurichois *Neue Zürcher Zeitung*, celui-ci lui renvoie son texte "d'une odieuse façon". Korrodi ne cachait pas son hostilité envers les émigrants allemands, le 26 janvier 1936, Korrodi écrira : « C'est seulement l'industrie du roman qui s'est exilée, et non pas la littérature allemande ». Ce n'est donc que presque trois ans plus tard, le 3 février, que Thomas Mann se décidera enfin à répondre à cette nouvelle insulte, au grand dam de Klaus, par une lettre ouverte qu'il envoie au quotidien suisse dans laquelle il finit par se déclarer solidaire de la littérature en exil ! Pour l'heure, un petit groupe actif d'immigrés se constitue à Paris autour de Klaus et Erika Mann et de leurs amis d'enfance, Miro, Wolfgang, Giehse et Teddy. Ils rejoignent l'Association des écrivains allemands en exil et fréquentent les réunions anti-fascistes. Mais très vite, Klaus a un nouveau projet et part pour Amsterdam, autre lieu d'accueil des exilés fuyant le régime nazi, pour rencontrer le directeur des éditions Querido et le décider à éditer la revue *Die Sammlung*, dont le premier numéro paraît en septembre 1933 et qui a pour but de regrouper les textes d'intellectuels exilés. Klaus note non sans ironie dans son journal que les émigrés n'ont pas beaucoup de choix : « Soit nous pro-



testons et renouons du même coup à l'Allemagne, soit nous essayons de nous en sortir et - nous nous taisons ! ». Querido deviendra la maison d'édition la plus importante de l'exil allemand et de la résistance internationale contre le nazisme. Die Sammlung a pour objectif de rassembler les écrivains antinazis, notamment les exilés de langue allemande pour défendre la "vraie littérature" germanophone et antifasciste. Elle est patronnée par André Gide, Thomas Mann et l'écrivain britannique, Aldous Huxley. Elle compte une kyrielle de collaborateurs prestigieux et exilés parmi lesquels on compte : Carlo Sforza, Alfred Döblin, Hermann Hesse, Stefan Zweig, Boris Pasternak, Pär Lagerkvist, Ernst Bloch, Albert Einstein, etc.

À cette période, les gouvernements autoritaires sont foison, et Klaus Mann note à ce sujet dans son journal le 16 septembre 1933 s'être entretenu avec un jeune Italien, antifasciste et qui ressent le même désarroi qu'eux, les exilés allemands, mais cela, depuis... dix ans ! Pour sa part, outre les atrocités radicales en Allemagne, Klaus souligne sa perte des repères allemands en exil. Les exilés allemands évitent parfois de se fréquenter et se tiennent à l'écart des institutions allemandes présentes à l'étranger. Klaus ne sait pas encore que l'exil sera pour lui un état durable et « qu'il se trouvait sur la voie sans retour de l'apatride », note Peter Leaemmler, « À cette époque du moins, contrairement à son petit frère Golo, il prenait l'exil pour une chance de renouveler de l'extérieur l'Allemagne culturelle ». Klaus s'aperçoit vite que les exilés devenus apatrides obtiennent peu d'écho dans les pays d'accueil, et ce, pas plus qu'ils n'en obtiendront d'ailleurs, après le massacre de la Nuit des longs couteaux qui va avoir lieu le 30 juin 1934, ni après les autodafés, les descentes et rafles récurrentes antisémites. En effet, la presse de Gobbels stigmatise les immigrés, les

dénigrent dans la presse internationale dont les colonnes leur sont acquises. De plus, les étrangers ont du mal à croire à l'existence des camps de concentration qui ont ouvert à partir de 1933 et enferment tous les opposants au régime. Klaus se plaint régulièrement dans son journal de cauchemars récurrents où il voit les allemands partout, tandis qu'il a de gros soucis d'argent et n'a toujours pas de passeport.

La première de la famille Mann à être déchue de la nationalité allemande sera sa sœur Erika en 1934, suivi de Klaus en 1935 et de Thomas Mann, en 1936.

TRACES DE L'EXIL DANS LES PREMIÈRES ŒUVRES

En 1934, paraît *Fuite au Nord* de Klaus Mann, roman dans lequel l'héroïne Johanna (qui ressemble étrangement à sa sœur Erika), persécutée par les nazis, décide de rejoindre son frère exilé à Paris où il organise de l'extérieur avec d'autres réfugiés politiques et leur ami commun, un réseau de soutien aux antifascistes allemands. Mais avant cela, elle s'accorde une phase de transition et part en voyage en Finlande chez une amie, où elle sera obsédée par sa condition d'étrangère, d'exilée, de proscriète. Après y avoir vécu une brève histoire d'amour, elle retournera à la lutte.

Fuite au Nord est une graphie fidèle de l'état d'esprit que peut avoir un exilé politique, pris entre la nostalgie de ceux, et ce, qu'il a laissé dans son pays abandonné et le désir de vivre malgré tout, de fuir cette nostalgie et cette douleur du partir pour essayer de s'ancrer un tant soit peu dans un autre présent. Dans son essai *La Symphonie Pathétique*, paru en 1935, Klaus décrit la vie du grand compositeur russe, homosexuel, Piotr Illich Tchaïkovski, cet être qui lui ressemble tant, « isolé par son Eros, exilé dans son pays lui-même,



nulle part chez lui et qui se suicide à cinquante-trois ans ». C'est à cette période qu'Erika indique à son frère qu'elle a elle aussi envoyé une lettre à leur père, exigeant qu'il se reconnaisse sans plus aucune ambiguïté comme membre de l'émigration, après qu'il ait provoqué audacieusement les nazis dans un article.

Thomas Mann aura donc mis plusieurs années à se ranger dans la catégorie des immigrés. Dans un article récent paru dans le Spiegel, Frido Mann, le petit-fils de Thomas encore vivant, revient sur cet épisode : « Mon grand-père a beaucoup souffert de la perte de la maison familiale de Munich, comme d'autres écrivains, son frère Heinrich et Stefan Zweig. Klaus a également été brisé par cette perte ». Frido Mann reconnaît cependant que beaucoup d'exilés ont envié son grand-père. A-t-il eu plus de chance que les autres ? Était-ce juste la chance, ou était-ce dû à sa capacité à maintenir sa posture de grand homme de lettres, se demande son petit-fils. A la fin de son interview, Frido Mann se pose la question de savoir si cela est différent aujourd'hui pour les nouveaux migrants. Leur chemin dans l'exil est-il une chance pour eux ? Il tente de répondre en disant que si, partis brisés de leurs pays, ils arrivent entiers dans leurs pays d'accueil grâce à la force brute avec laquelle ils ont traversé tous les obstacles, ils doivent encore une fois arrivés ici, se battre pour demander et obtenir quelque chose. Durant leur périple, leurs souffrances leur en ont donné la force... Pour en revenir à Klaus et Erika, le frère et la sœur écriront en 1939, *Escape to life* (Fuir pour vivre). Il s'agit d'une galerie de portraits de portraits de tous les exilés de la culture allemande, Albert Einstein, Marlène Dietrich, Schönberg, Freud, Toscanini, Brecht, Stefan Zweig, Lubitsch, Fritz Lang, Peter Lorre et Else Lasker-Schüler.

LE VOLCAN

La même année 1939, Klaus achève *Le Volcan*, considérée comme la plus importante et la plus ambitieuse de ses œuvres. Celle-ci est une chronique relatant la vie, les vies des exilés allemands. Klaus écrit *Le Volcan* en pleine fièvre des événements de cette terrible année. On dirait aujourd'hui, qu'il l'écrit presque "en direct", et ce, depuis qu'en 1933, le nazisme le contraint à émigrer et le prive de sa nationalité l'année suivante. « Mon but est de parler de ceux qui ont perdu patrie et repos, d'être le chroniqueur de leurs aventures, de leurs défaites, de leurs catastrophes et de leur confiance dans l'avenir ».

De Paris à Vienne, Klaus peint avec une étonnante acuité l'Internationale des "proscrits". Il se livre à une formidable et singulière psychologie de l'exil, où le temps qui passe n'est plus un temps historique, mais une espèce de durée vide, que l'espoir ou le désespoir viennent combler comme ils peuvent. C'est la résistance passive, impuissante d'hommes et de femmes, citoyens de nulle part, troublés parfois d'étaler leur désaccord avec leur propre pays aux yeux des habitants des nations qui les accueillent. Ce sont des intellectuels qui ratiocinent sans fin sur l'avenir d'une Allemagne qui leur échappe, obligés de se reconverter dans des métiers manuels – ce qui ne les empêche pas d'être refusés de toute part à cause de leurs diplômes encombrants... Le roman traverse la guerre d'Espagne et l'Anschluss, rassemble des dizaines de personnages qui sont loin de tous être des héros, et dont certains d'entre eux connaîtront même une fin misérable ou dramatique. On retrouve aussi dans le roman, une reconstitution de ce que Klaus a vécu en quittant définitivement l'Allemagne en 1933. Une multitude de personnages certains fictifs, d'autres clairement marqués par une Europe transformée en



volcan, éructant son flot de haine et de meurtres, de Berlin à Vienne, de Vienne à Barcelone... Le roman débute par la lettre qu'écrit, le 20 avril 1933, Dieter dans la chambre d'une pension berlinoise à son ami Karl, parti pour Paris. Il lui demande si son ami se fait à la langue française et condamne sa décision de s'être éloigné de son pays. Il espère que Karl comprendra son message, celui de rester en Allemagne, « où l'on a besoin de nous plutôt que fuir à l'étranger, comme des gitans, des déracinés ».

Le *Volcan* est truffé de références à la solitude, au désarroi, à la désespérance des immigrés en exil. Les principaux héros sont trois jeunes trois jeunes Allemands, Marion von Kammer, jeune comédienne débutante, Martin Korella, jeune écrivain en herbe et David Deutsch, jeune philosophe inhibé. Dans un restaurant parisien, ils sont insultés, leur accent fait fuir les clients. Tandis qu'ils commentent la presse fasciste, une américaine distinguée passe devant leur table et crache sur David, en les insultants « À bas les Allemands, À bas les nazis ». Ils fréquentent les lieux où se retrouvent les étrangers et les autres personnages du roman. Mme Schwalbe qui a vendu son restaurant berlinois fréquenté par la jeunesse interlope. Dora Proskauer qui arrive de Berlin avec deux camarades sociaux-démocrates encore plus mal traités par les nazis que les communistes. Un banquier antinazi, le millionnaire rouge, qui a dû fuir l'Allemagne, un aristocrate hongrois qui a donné ses terres aux communistes, mais que les fascistes ont expulsés et d'autres sommités en exil qui se disputent à propos de la culture allemande et de la récupération de Nietzsche par les nazis. Anna Nikolaïevna Rubinstein, qui a dû quitter la Russie après la révolution d'Octobre et qui vit en circuit fermé dans la banlieue de Paris, avec leur fille la petite Germaine qui elle, voudrait retourner vivre

en Unions soviétique. Kikjou, l'apatride. Hans et Ernst, l'un communiste et l'autre social-démocrate. L'éminent professeur Benjamin Abel, archétype de l'intellectuel bourgeois, dont l'amour de son pays s'est au fil des événements transformé en haine. Enfin, des exilés de conviction (les antinazis) et des exilés par nécessité, les Juifs. Le *Volcan* nous fait suivre les pérégrinations de tous ces personnages, fuyant de pays en pays, de déception en déception, certains s'engageront dans les brigades internationales et partiront se battre contre le régime de Franco. Très peu s'en sortiront entier et trop d'entre eux finiront dans la déchéance, la folie ou le suicide. Dans l'épilogue du *Volcan*, Dieter, le jeune homme qui écrivait à son ami Karl exilé en 1933, lui envoie une lettre en poste restante. Dieter, aussi a choisi l'immigration après six ans d'hésitations, par peur d'être arrêté, envoyé en camp, par peur de la guerre absurde qui n'a pour but que d'élargir les murs de la prison Allemagne en annexant ses voisins. Il espère trouver du travail dans une ferme en Argentine ou en Nouvelle-Zélande. À Marseille, il ne connaît personne. Il erre dans des cafés remplis de types presque toujours saouls. Il n'a pas peur : les nazis finiront par tomber et les Allemands exilés pourront alors peut-être retourner chez eux...

UN EXIL FATAL

Après la parution du *Volcan*, et un séjour à Barcelone avec sa sœur Erika pendant la guerre d'Espagne aux côtés des républicains, la Tchécoslovaquie est envahie par les nazis, Klaus perd sa nationalité tchèque et se retrouve une fois de plus apatride. Il part pour les États-Unis, où sont installés ses parents et les autres membres de la famille éclatée. Il tente encore d'éditer une nouvelle revue antinazie avec des exilés allemands mais, après un bon accueil, il se heurte comme sa sœur Erika, à l'indifférence des américains encore



loin d'imaginer ce que sera l'avenir sombre où les entraînera le nazisme. Il faudra attendre Pearl Harbor et la déclaration de la guerre par le Japon pour qu'ils réagissent enfin en 1942. Ironie de l'histoire, à cette époque, pour en finir avec Hitler, Klaus veut s'engager, mais il en est empêché par son statut d'exilé... Il ne peut pas sans être d'abord naturalisé américain. Il ne le sera qu'en septembre 1943 et contribue en tant que correspondant de guerre à l'effondrement du régime nazi. Il parcourt, la mort dans l'âme, l'Italie sacquée, l'Autriche et l'Allemagne ravagées.

A Munich, il visite l'ancienne maison familiale confisquée par les nazis en 1933 et à moitié détruite par les bombardements alliés, il découvre le camp de concentration de Theresienstadt. Pour essayer de comprendre, il tiendra à interviewer d'anciens nazis et sympathisants, comme Göring, Richard Strauss, Emil Jannings et Franz Lehár. Démobilisé en septembre 1945, perpétuel apatride, il séjourne à Rome et Amsterdam avant de repartir pour New-York et la Californie. Cependant, acharné, il se propose, en tant que journaliste, de participer à la rééducation des Allemands, mais il s'aperçoit bientôt, avec tristesse et dégoût, que les écrivains de l'exil sont méconnus dans leur pays, et presque sans avenir.

À cette époque, ses livres sont refusés par les éditeurs de la République fédérale d'Allemagne. Lucide sur la crise de la conscience européenne, il exprime de sérieux doutes sur la dénazification de l'Allemagne. En proie à de graves difficultés matérielles, désespéré par les nombreux suicides de ses amis, dont Stefan Zweig, son amant, René Crevel et Ernst Toller, il sent sa sœur - si proche - s'éloigner progressivement de lui, tandis qu'il sombre une nouvelle fois dans la drogue. Après une tentative de suicide manquée en 1948, il peine à écrire son nouveau roman *The Last Day*.

Il n'arrive pratiquement plus à écrire que sous l'emprise de la drogue. En 1949, il effectue pour la troisième fois une cure de désintoxication, à la clinique St-Luc, à Nice. À la toute fin de sa vie, il loge dans une pension de famille, au pavillon de Madrid, à Cannes. Le 21 mai 1949, il est retrouvé inanimé dans sa chambre, après avoir absorbé une forte quantité de barbituriques. Il meurt quelques heures plus tard, à l'âge de quarante-trois ans. Klaus, victime des ravages de l'exil, de l'immigration, du déracinement, de l'incompréhension...

PAR PATRICK SCHINDLER
Groupe Botul
de la Fédération anarchiste

NB : Patrick Schindler prépare une biographie de la vie et des œuvres de Klaus et Erika Mann, qu'il a découvertes dans *La philanthropie de l'ouvrier charpentier*, une émission de Radio libertaire, dans laquelle il était invité en présence de Corinna Gepner, une des traductrices de Klaus Mann.



UN RACISME D'ÉTAT

Le 23 décembre dernier, la présidente du FN, Mme. Le Pen, s'exprimait sur Twitter suite à la décision du gouvernement des autres d'inclure l'extension de déchéance de nationalité dans la révision constitutionnelle : « Déchéance de nationalité : 1^{er} effet des 6,8 millions de voix pour le Front National aux élections régionales. »

Quant à F. Philippot, vice-président du même pot à merde, il se réjouissait de cette "victoire idéologique".

Comment s'en étonner quand on sait que le FN – dont il n'est jamais inutile de rappeler que les fondamentaux idéologiques se nourrissent invariablement de xénophobes en tous genres – proposait cette déchéance dès sa campagne présidentielle de 2012 ?

Nous n'avons bien évidemment pas attendu les éclairages du FN pour relever les dérives racistes à la tête de l'État. Jamais aucun gouvernement n'a hésité à raviver la haine raciale latente qui gangrène l'électorat français, pour peu qu'elle constitue un quelconque levier de manipulation politicienne. Notons toutefois que le règne Sarkozy a largement décomplexé l'usage de la phraséologie xénophobe... une liberté de ton que les nouveaux maîtres du royaume se sont empressés d'adopter.

Quelle que soit la couleur du gouvernement à ses commandes, l'État masque mal sa vraie nature autoritaire et fascisante. Nous n'avons jamais été dupes, la démocratie qui s'accorde de représentants n'est qu'une forme subtile d'autocratie. Sa propension à user des potions magiques pavloviennes est finalement naturelle. Une population n'est que plus soumise si elle se sent en danger,

elle n'est que plus asservie si son maître propose l'ennemi.

Les mesures d'état d'urgence, à elles seules et par l'approbation quasi-générale qu'elles obtiennent au sein de la classe politique "de gouvernement" toutes tendances confondues, expriment sans détour la violence que sont capables de déployer nos soi-disant représentants pour imposer leurs pouvoirs. Si on ajoute à cela les mesures de déchéances nationales, le racisme d'État ne devrait plus faire de doute pour quiconque contemple la scène avec un peu de recul. Directement issue, comme on l'a vu, des carnets de notes nauséabonds de Le Pen, cette escroquerie n'a, bien entendu, pour utilité que de renforcer des ressentis haineux qui forgent les sentiments d'appartenance nationale. L'évidence est impérative : à travers ce concept merdeux, le doigt inquisiteur de la « France blanche et catholique »



est directement pointé vers "l'envahisseur arabe", terrible fantasme éculé et gerbant. Est-il utile une fois de plus de dénoncer à ce propos la vile tromperie que constituent les amalgames sans cesse réchauffés "arabe-islam-intégrisme-fondamentalisme" ? Doit-on comprendre qu'il est question de nous avoir à l'usure ? Aucune chance !

ALORS, QUE FAIRE ET COMMENT ?

Si ce racisme institutionnalisé ne fait aucun doute au sein des mouvements anarchistes, qu'ils soient organisés ou non, la riposte constitue une étape bien moins unitaire. Nous assistons même à deux orientations d'analyses qui, si elles ne trouvent pas la force de se respecter - s'enrichir ? - l'une l'autre, peuvent, et c'est d'ores et déjà le cas à la CGA^[1] par exemple, conduire à la scission. Sans intention de caricaturer le débat mais par souci de concision, disons-le simplement: nous avons d'un côté une forme issue de la tradition anarchiste, radicalement anti-religieuse et ne souhaitant pas intégrer les choix religieux des victimes de ce racisme dans l'élaboration d'une riposte^[2] et de l'autre une tendance libertaire "réformiste" proposant une lecture spécifique considérant que la religion musulmane constitue aujourd'hui en France la religion des opprimés.

Avec un peu de recul, on pourrait s'accorder à penser que peu importe le chemin choisi tant que la destination est la même...

Mais entre les lignes se dessine un enjeu de taille imposé par le confusionnisme am-

biant, machine de guerre redoutable de l'extrême-droite : la communautarisation des luttes. La facho-sphère a sournoisement et très efficacement repensé sa riposte à son ennemi naturel, l'antiracisme. En opposition apparente à la tradition raciste qui règne à l'extrême-droite, nous assistons à la recrudescence de nouveaux maquereaux du FN délivrant leurs discours haineux sous couvert d'antiracisme spécifique. Quels meilleurs exemples que Dieudonné et sa croisade contre le racisme anti-noir grassement assaisonné d'antisémitisme primaire et Soral dont l'égalité et la réconciliation sont très clairement soumises à ajustements ?

Nous voilà donc devant un choix historique. Un choix matriciel.

Avons-nous besoin des structures logiques et perverses de l'extrême-droite pour construire un nouveau discours antiraciste ?

Préférons-nous cultiver encore la nature universelle et humaniste de l'antiracisme anarchiste, enfant naturel de l'insoumission et du combat contre toutes les dominations ?

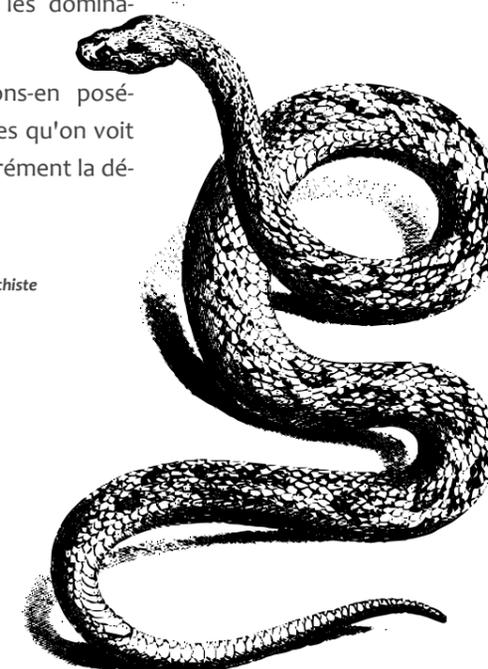
Parlons-en rapidement. Parlons-en posément. Les anathèmes fratricides qu'on voit fleurir ici ET là confortent assurément la déferlante xénophobe.

PAR LORAN
Groupe Béthune-Arras de la Fédération anarchiste

[1] CGA : Coordination des Groupes Anarchistes.

[2] Il ne s'agit bien évidemment pas d'invisibiliser la haine anti-musulmans... cela va sans dire, mais c'est mieux en le disant.

« ... Ça va mal.
Le bourgeois pleure des larmes
et grince des dents
Il devient de plus en plus méchant [...]
Il tuerait bien tout le monde
pour garder sa maison
Mais il ne peut pas tuer lui-même
Il faut qu'on croie qu'il est bon
Alors il cherche un homme »
Jacques Prévert
Extrait de L'avènement d'Hitler





DOSSIER : LE BRUIT DES BOTTES

C'était un temps déraisonnable...

Monsieur Lambda sort de son supermarché avec quelques poignées de minutes de retard. Sans regret, c'était pour la bonne cause... Une fouille effectuée par des militaires en tenue camouflée histoire d'être voyant. Pour que les gentils MM. Lambda se sentent en sécurité. Et pour effrayer les méchants de l'Anti-France...

M. Lambda sort de son supermarché, fonce vers sa voiture, charge en vitesse ses achats dans le coffre, démarre et file, direction son chez-lui. Avant, M. Lambda aura montré ses papiers à un contrôle, ouvert son coffre pour qu'un nouvel homme en arme en vérifie le contenu, refermé son coffre, repris ses papiers et filé sans demander son reste. Au pied de son immeuble, M. Lambda croise des voisins qui passent sans lever les yeux. Le temps n'est pas aux bavardages. « Il est d'autres soldats en ville et la nuit montent les civils... ». * Temps de guerre.

M. Lambda se rappelle ce soir où tout avait basculé. « C'était un temps déraisonnable, on avait

mis les morts à table... »*, la terreur avait glacé la réflexion dans la tête des gens. « Tout changeait de pôle et d'épaule, la pièce était-elle ou non drôle ? Moi si j'y tenais mal mon rôle c'était de n'y comprendre rien... »*

Des soldats d'une puissance étrangère avaient mené leurs raids en territoire ennemi parce que français. Et comme dans toutes les guerres, les victimes étaient civiles. Tombées à la terrasse civile de bars, restaurants civils sans valeur stratégique. Tombées parce que le temps était doux et appelait à la flânerie de civils ne marchant pas au pas. Tombées lorsque les armes firent taire les accords de musique civile.

M. Lambda se souvient du discours du président de l'État français, propriétaire des clés qui condamnent les libertés du peuple. Ce peuple qui lui a remis les clés...

L'homme de pouvoir avait su dire les mots pour

* Extraits de "Est-ce ainsi que les hommes vivent" de Aragon.

accompagner les victimes, les MM. et Mmes Lambda tombé(e)s dans une guerre qui n'était pas la leur.

Puis l'homme de pouvoir a sorti son trousseau de clés qui condamnent les libertés du peuple. Il en a pris une, la clé "État d'urgence"...

M. Lambda hausse les épaules. Le trousseau de clés, faut faire avec depuis ce 11 janvier avec cette police embrassée sur la bouche. Le prix à payer pour vivre la tête cachée dans le sable sous la protection des charognards.

M. Lambda se rappelle avoir serré les poings à la vue de ces flics – « des oies sauvages qui criaient la mort au passage »* – se défoulant sur des manifestants – « Je les voyais par la fenêtre, leur chant triste entrainé dans mon être »* – dont le seul crime avait été de manifester malgré l'interdiction.

Il se souvient d'avoir serré les poings en voyant un énorme robocop se moquer d'une jeune femme qui portait un voile discret.

Toujours les poings serrés à la lecture de témoignages de victimes de l'État d'urgence.

« Le 10 février, vers 11h, nous sommes quatre, bien séparés, distribuant le tract "Stop à l'état d'urgence ! Stop à la déchéance de nationalité". Une voiture de gendarmerie s'arrête, nous demande de nous rassembler, nous dit que nous sommes en état d'urgence, que les réunions de plus de trois personnes sont interdites dans la rue, et que nous pouvons être conduits à la gendarmerie, être gardés pendant 4 heures pour

vérification d'identité ! »

(Compte rendu de la secrétaire de la Ligue des Droits de l'Homme de Lannemezan)

« Mon père (80 ans) souffre de problèmes cardiaques. Les policiers ont forcé la porte d'entrée, ils ont fait irruption dans l'appartement, ont commencé à crier et ont menotté mon père et ma sœur. Mon père au bout de quelques minutes, a perdu connaissance. Ils ont dû appeler une ambulance »

(Rapport Amnesty International)

Toujours les poings serrés en passant devant l'appartement de Madame Làm (Lambda en arabe). Porte close depuis que... Tombée parce que le temps était doux et appelait à la flânerie de civils ne marchant pas au pas.

Mme Làm, qui n'emmerdait personne avec sa religion, qui n'avait rien à voir avec cette guerre de porteurs de clés. Mme Làm, tombée, écrasée comme tous ces MM ou Mmes Làm – là-bas mais pas si loin – victimes d'autres Làm fanatisés et militarisés avant d'être bombardés... « Le ciel était gris de nuages. Il y volait des oies sauvages qui criaient la mort au passage au-dessus des maisons des quais... »* par des militaires Lambda si sûrs de leur bon droit.

Le 4 décembre 2015, les avions français ont largués 680 bombes. Combien de victimes civiles ?

M. Lambda rentre vite dans son petit appartement, range ses trucs et bidules achetés, allume sa télé. Litanie de massacres aveugles avec leur lot



de victimes civiles belges, pakistanaïses, kurdes, yéménites, libyennes, tunisiennes, égyptiennes, maliennes, ivoiriennes, libanaises, saoudiennes, syriennes, irakiennes... Toutes et tous victimes de l'obscurantisme des uns et de l'impérialisme des autres.

Infos passées, il vomit sur la pub pour l'armée comme il vomirait sur toutes les armées, tous les fanatiques et tous les porteurs de clés.

PAR BERNARD
Groupe Aubenas
de la Fédération anarchiste





Défendre la ZAD

un appel à mobilisation et un petit livre.

Dans le bocage de Notre-Dame-des-Landes, menacé par "le" projet d'aéroport, un espace d'expérimentations foisonnant a fleuri. Depuis la résistance victorieuse à la vague d'expulsions de l'automne 2012, la ZAD est devenue un cri de ralliement, inspirateur de multiples autres foyers d'insoumission. Ce qui se joue à Notre-Dame-des-Landes marque un refus emblématique de la marchandisation continue de nos territoires et de nos vies.

En ce début d'année, face aux menaces d'expulsion des habitants et paysans historiques, le mouvement anti-aéroport a répondu avec force. En témoignent la mobilisation en urgence de 20 000 personnes et près de 500 tracteurs sur le périphérique nantais le 9 janvier, les actions de blocages et mobilisations paysannes qui ont suivies, mais aussi les multiples manifestations dans des dizaines d'autres villes en France et au-delà. Les 30 et 31 janvier, c'est un millier de personnes qui sont venues participer à plus de trente chantiers simultanés pour renforcer ce que la multinationale Vinci voudrait détruire, et célébrer l'avenir de cette "commune libre" ^[1].

Le 11 février, un référendum a été annoncé par un gouvernement incapable de faire face à la montée en puissance du mouvement dans toute sa diversité : habitants de la ZAD, paysans, riverains, associations, habitants des bourgs et villes de la région et d'ailleurs. Mais cette consultation locale, qui se présente comme le nec plus ultra de la "participation démocratique" est en réalité une nouvelle fiction politique où les uns et les autres ne joueront en aucun cas à armes égales. Le premier ministre a annoncé dans la foulée qu'il s'agissait purement et simplement de légitimer le démarrage des travaux et l'expulsion des habitants de la ZAD en octobre.

Alors que la question de l'avenir de la ZAD sera plus que jamais en débat et en tension dans les prochains mois, le collectif Mauvaise Troupe, auteur de *Constellations-trajectoires révolutionnaire du jeune XXI^e siècle* a décidé de sortir en urgence un livre-appel : **Défendre la ZAD**, aux éditions de l'Éclat. Ce récit haletant est trouvable pour 3 euros dans toutes les bonnes librairies et préfigure un livre plus volumineux à paraître en mai, **Zad-Notre-Dame**. Histoires croisées de Notre-Dame-des-Landes et du Val de Suse.

[1] Voir notre article ci-contre.

Un petit extrait :

« Il y a dans ce qui se trame à la ZAD quelque chose de la commune. Quelque chose de la Commune de 1871, quand une irrépressible émotion collective saisit les habitants de Paris qui devinrent, derrière les barricades, les maîtres de leur vie quotidienne et de leur histoire, soulevant un immense espoir révolutionnaire et entraînant à leur suite des soulèvements dans de nombreuses autres villes. Quelque chose des communes du Moyen Âge qui parvinrent à s'arracher à l'emprise du pouvoir féodal et à défendre les communaux, ces terres, outils et ressources à l'usage partagé. Quelque chose, aussi, de l'éphémère commune de Nantes en 1968, pendant laquelle ouvriers et étudiants occupèrent l'hôtel de ville, bloquèrent la région et organisèrent le ravitaillement des grévistes avec les paysans. Quelque chose qui, désormais, est à la fois le moyen et le sens de notre lutte, et que nous devons continuer à approfondir. Ces imaginaires sont de ceux qui viennent irriguer le bocage de Notre-Dame-des-Landes dans la quête d'un présent désirable et d'un futur possible ».

Vous retrouverez le texte en intégralité ainsi qu'une série d'entretiens sur le site : constellations.boom.org



VINCI LÂCHÉ PAR SES TROUPES



La mobilisation du samedi 27 février 2016 "pour l'abandon du projet d'aéroport et pour l'avenir de la ZAD", a réuni, en un délai très court, plus de 60 000 personnes venues de la France entière et d'ailleurs. L'annonce faite par le premier ministre d'un référendum foireux n'a pas affaibli le mouvement d'opposition, bien au contraire. Sur le tronçon d'autoroute où les travaux sont censés commencer, la marée humaine à perte de vue était impressionnante. Cette manifestation a été, d'après les organisateurs, « la plus grosse manifestation » depuis le début de la lutte.

Le soutien infaillible apporté à cette lutte emblématique est réjouissant. Habitants historiques, zadistes, habitants venus de la région, d'ailleurs en France et de l'étranger, paysans, écolos, partis de gauche, anarchistes, élus, syndicalistes... tous combattent ce projet inutile, destructeur et ruineux avec une détermination qui arrive jusqu'ici à bloquer les engagements mafieux du pouvoir avec Vinci. Mais rien n'est gagné, et les expulsions continuent. La mobilisation et le soutien à ceux qui font vivre la ZAD doivent encore s'amplifier pour faire plier l'Etat. La diffusion, le 29 mars, de la déclaration des syndicats CGT de Vinci est de ce point de vue intéressante. Intitulée : « Nous ne sommes pas des mercenaires - Abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-

des-Landes et des opérations de criminalisation du mouvement social », elle dénonce avec précision le "partenariat" Public Privé liant l'Etat à Vinci, et se termine par ce paragraphe : « Par cette déclaration, les syndicats CGT du Groupe VINCI se veulent fidèles à la tradition du syndicalisme CGT de contrôle et de réflexion sur la production dans nos industries de la construction et du transport. Notre boussole reste ainsi l'utilité sociale de la production, l'aménagement de nos territoires, le bien-être des salariés qui les font vivre et la stabilité de nos emplois : le véritable sens du mot progrès ».

Ce n'est pas tout à fait la révolution, ni la fin du salariat, mais le dépassement du corporatisme qui s'exprime ici laisse entrevoir de nouvelles convergences.

A suivre...

PAR ANNE
Groupe Kropotkine
de la Fédération anarchiste



LES "RÉAC-PUBLICAINS" À L'ASSAUT DE L'ÉCOLE

Grégory Chambat est prof dans un collège. Militant, pédagogue, il est aussi syndicaliste-révolutionnaire à la CNT. Il participe au site internet Questions de classes et à la revue N'autre École, devenue désormais N'autre École – Questions de classes.

Auteur de plusieurs livres sur la pédagogie émancipatrice dont les titres sont sans équivoque (L'École des barricades, Pédagogie et Révolution) il en prépare un nouveau sur les "réac-publicains".

Nous avons décidé de lui poser quelques questions afin d'en savoir un peu plus sur ce terme et sur la pensée réactionnaire qu'il dénonce.

LE MONDE LIBERTAIRE : *Grégory, dans tes derniers livres tu nous parles de différentes expérimentations, de réflexions et de pédagogies alternatives souvent libertaires. Cependant, lors de tes conférences ou dans certains de tes textes, tu mentionnes les "réac-publicains". Que désigne ce terme ?*

GRÉGORY CHAMBAT : J'ai utilisé cette expression pour la première fois en 2008, dans la revue *N'autre École*. J'y reviens aujourd'hui – aussi pour des raisons personnelles puisque je travaille à Mantes-la-Ville, première commune FN d'Île-de-France – avec le livre *L'École des réac-publicains, la pédagogie noire du FN et des néo-conservateurs*, sorti fin mars chez Libertalia. La formule évoque bien sûr la fameuse querelle qui oppose celles et ceux qui se définissent comme "républicains" (bien avant que Sarkozy ne s'approprie l'étiquette !) aux pédagogues et aux sociologues.

Cette référence à la République – plutôt qu'à la démocratie – n'est pas anodine : la célébration nostalgique de l'École de Jules Ferry – une École de la ségrégation sociale, faut-il le rappeler, avec ses deux ordres d'enseignement, le

primaire, pour le peuple, et le secondaire, élitiste, public mais payant, pour les rejets de la classe dominante – apparaît dans le contexte de l'émergence d'une mouvance "national-républicaine", qui entend restaurer un certain nombre de valeurs en réaction aux idéaux de Mai 68.

Elle offre à la gauche, avec l'arrivée de Chevènement au ministère de l'Éducation en 1984, une "porte de sortie" aux idéaux de transformation sociale et d'émancipation ; la République "moderne" (convertie aux lois du marché) se substitue dès lors au projet « socialiste » ; le citoyen, seul responsable de son destin social, remplace l'exploité.

À droite, elle s'inscrit dans la stratégie de reconquête de l'hégémonie intellectuelle et culturelle initiée par la Nouvelle Droite.

Aujourd'hui, l'alliance de ces "souverainistes des deux rives" est à l'ordre du jour. L'École est à la fois un lieu de convergences (son "déclin" annonce celui de la nation et de la civilisation confrontées aux nouveaux barbares) et un laboratoire pour la révolution conservatrice. Elle constitue un espace où l'on peut se permettre,



tout en s'affirmant "de gauche" (Debray, Juliard, Onfray, etc.), d'en appeler au retour de l'autorité, à la célébration de la nation, au mérite individuel, à la nécessaire et "saine" sélection, etc.

Pour s'en convaincre, on notera que c'est sur ce thème de l'École que, en septembre dernier, Jean-Pierre Chevènement a participé à l'université d'été de Nicolas Dupont-Aignan organisée par Jean-Paul Brighelli, pamphlétaire "anti-pédagogue" (qui dit se reconnaître « à 80 % dans le programme éducatif du FN »).

Dans la salle pour les applaudir : Charles Beigbeder (candidat à la présidence du Medef et partisan d'un rapprochement avec Marine Le Pen), ou encore Jean-Paul Mongin (président de la très traditionaliste et ultra-libérale association SOS Éducation)...

Le terme *réac-publicain* permet également de souligner combien cette nébuleuse entend rétablir de manière autoritaire un ordre scolaire – et social – ancien et prétend qu'il est vain de vouloir lutter contre les inégalités (sociales, sexuelles, etc.) qui fondent l'organisation "naturelle" du monde.

Enfin, par cette dénomination, je souhaitais aussi mettre à distance ce néo-républicanisme nationaliste d'une autre conception de la République, la "sociale", que chantaient les communistes...

ML : *Toutes ces personnes sont issues de bords politiques différents, elles semblent pourtant toutes liées par des valeurs communes. Quelles sont-elles ?*

GC : Ils et elles se rejoignent dans une commune détestation de ce qu'ils nomment "l'égalitarisme", "le pédagogisme" et le "démocratisme" (ou "médiocratie").

À ces "perversions gauchistes" qui auraient

contaminé l'institution, ils opposent l'élitisme "républicain", le mythe de l'égalité des chances, le retour aux "fondamentaux", la célébration de l'effort, de la discipline, de l'autorité, de l'ordre moral et de la méritocratie... tout ce qui légitime le monde tel qu'il est. Il est stupéfiant qu'au nom de la République, ils dénigrent ses principes constitutifs que sont l'égalité et la liberté, surtout au sein de l'École qu'ils entendent "sanctuariser" pour qu'elle ne soit pas soumise aux « aléas » démocratiques (sic). Ce que j'ai voulu mettre en avant, avec ce livre sur les réac-publicains, c'est la centralité, dans la rhétorique néo-réactionnaire, du discours décliniste sur l'École, mais aussi la cohérence et la continuité entre les pratiques pédagogiques prônées et le projet de société autoritaire et inégalitaire.

ML : *Ce courant a donc inventé un néologisme : "pédagogisme". Il en découle un autre : "pédagogue" qui est clairement une insulte. Quelle est l'importance de ce vocabulaire ?*

GC : Le *pédagogisme*, terme forgé en 1984 par Jean-Claude Milner, c'est le nom donné au complot (maoïste, libertaire ou patronal, suivant la mode du moment !) qui se serait donné pour objectif secret de détruire le savoir, l'École, la culture et la civilisation...

On croit souvent que la réaction aspire à maintenir le peuple dans l'ignorance. C'est historiquement inexact. C'est d'abord la Réforme et la Contre-réforme qui se disputent le monopole de l'enseignement du peuple. Quand survient la Révolution française, elle n'aspire pas à changer l'École mais à la contrôler. Pour asseoir son pouvoir et garantir l'ordre social, la classe dirigeante, tout au long du XIX^e siècle, voit dans l'École un instrument de conservation et de soumission. C'est pourquoi le mouvement





ouvrier, en particulier sa branche anti-autoritaire, va lui opposer une conception émancipatrice de l'éducation et s'intéresser aux questions pédagogiques.

Le discours réac-publicain actuel s'inscrit dans cette lutte entre deux pédagogies, la "noire" (étudiée par Alice Miller, comme enseignement de l'obéissance) et la "rouge" (celle de la Première Internationale, de la Commune de Paris, des Bourses du travail, des classes Freinet, etc.)

L'insulte "pédagogue" vise en définitive à décrédibiliser toute aspiration à une autre éducation, toute ambition de transformation de l'École et de la société. Elle enserré aussi le débat dans un cadre où les réac-publicains s'arrogent le monopole de la contestation de l'École telle qu'elle est et renvoient les pédagogistes - qu'ils ne définissent jamais - au rôle de fossoyeurs de l'enseignement. La pédagogie sociale, héritière des combats du mouvement ouvrier, porte une contestation de l'institution scolaire, en parole et en actes, qui repose sur un projet inverse de celui des réactionnaires. C'est ce discours et ces pratiques que nous devons réactiver, dans nos établissements et dans nos mobilisations.

ML : Dans ton livre *L'École des Barricades*, tu fais remonter cette vision réactionnaire de la pédagogie à l'époque de Platon. Mais aujourd'hui qui l'a remise au goût du jour ?

GC : Oui, si Platon est une référence incontournable – il est cité dans le programme éducatif du FN – c'est surtout que sa République est une société d'ordre, celle du "chacun à sa place". Moins l'École sera démocratique, plus elle sera républicaine et garante de l'ordre établi... C'est là que s'enracine l'obsession historique de l'extrême droite pour l'École :

Édouard Drumont obtenant la fermeture de l'orphelinat libertaire de Paul Robin à Cempuis ; ce sont les ligues nationalistes anti-dreyfusardes se mobilisant, avant la Première Guerre, contre les premiers syndicats d'institutrices et d'instituteurs ralliés à la CGT ; c'est Charles Maurras poussant Célestin Freinet à la démission ; c'est le Maréchal Pétain et son programme de "rééducation" vichyste... Mais ce sont aussi les attentats criminels de l'OAS contre les centres éducatifs sociaux de Germaine Tillion en Algérie, etc.

Dans La haine de la démocratie, Jacques Rancière nous rappelle que le mot démocratie est d'abord une insulte contre tout ce qui vise à bousculer l'ordre naturel du monde. Cette rhétorique réactionnaire a été remise au goût du jour, jusqu'à devenir une sorte d'évidence (le déclin de l'École).

Depuis une trentaine d'années, ce discours a été réactivé par des gens qui venaient d'un tout autre horizon politique. Le FN a su capter ce mouvement et le réintégrer à sa propre rhétorique. Le déclinisme ambiant lui permet de justifier et de "dédiaboliser" son programme éducatif.

Aujourd'hui, une partie de la nébuleuse réac-publicaine semble se rallier aux thèses de l'extrême droite puisqu'elle y retrouve ce qu'elle dit et dénonce depuis longtemps. Dès lors, les réac-publicains

ne font pas le jeu du FN, ils parlent à sa place...

ML : Cette "nébuleuse réac-publicaine", pour te citer, ne serait donc pas uniquement issue de l'extrême droite ?

GC : La "nébuleuse" réac-publicaine est complexe. Autour de la détestation de l'égalitarisme et de l'idée de la dégénérescence de l'École et de la culture, on trouve trois grandes familles de pensée. Elles s'opposent parfois, se recoupent aussi, s'allient au gré des circonstances.

Il y a d'abord la droite nationaliste, élitiste, ennemie de l'égalité et de la démocratie (Renaud Camus, Alain Finkielkraut, Éric Zemmour, et les néo-conservateurs issus du gauchisme des années 1970, etc.). Elle investit le champ médiatique pour instaurer son hégémonie culturelle.

Le second pôle, c'est celui des catholiques traditionalistes qui voient dans l'ultra-libéralisme un levier pour promouvoir un enseignement religieux libéré de toute tutelle étatique (SOS éducation, Radio Courtoisie, la Fondation pour l'École, Civitas, etc.). On les a vu à l'œuvre avec la Manif pour tous, la mobilisation contre l'enseignement visant à déconstruire les stéréotypes de genre à l'École, mais aussi à travers l'ouverture d'établissements hors-contrat (Espérance Banlieues : uniformes, sa-



lut au drapeau, etc.).

Enfin, le troisième courant, c'est celui du national-républicanisme, inspiré par Jean-Pierre Chevènement, dont l'égérie est Natacha Polony et le journal Marianne la tribune officielle. L'École y est au cœur d'un projet politique qui entend dépasser les clivages gauche/droite autour de la souveraineté nationale et du redressement du pays.

Lorsque, en 2014, le FN lance son cercle « *d'enseignants patriotes* » (le Collectif Racine), il rêve de réaliser la synthèse entre ces trois courants. Les parcours de ses animateurs sont multiples mais la plupart sont issus du chevènementisme, tout comme Florian Philippot, le promoteur de l'ancrage du FN dans la société civile.

Il faut aussi, hélas, souligner qu'une partie de la gauche n'est pas insensible aux sirènes de l'anti-pédagogisme. Elle trouve dans les "pédagogues" un bouc-émissaire facile. Leur action souterraine, plutôt que la nature de classe de l'institution, serait la cause des dysfonctionnements de l'École. On est ainsi passé de la dénonciation des écoles-casernes à celle des « *territoires perdus de la République* » investis par des communautaristes encouragés par le laxisme de pédagogues et de syndicats "libertaires"... c'est dire le niveau de fantasme et de délire que l'on atteint... Mais peu

importe la réalité : il faut que la décadence soit pour que l'appel au redressement autoritaire soit entendu.

ML : L'image que nous avons des enseignants est très souvent celle de sociaux-démocrates voire de gauchistes. Serait-il possible que cette corporation soit en partie gangrenée par ces discours réactionnaires ?

GC : Loin de l'image d'une corporation acquise aux idéaux de progrès et d'émancipation, les discours réactionnaires ont toujours été présents, plus particulièrement chez les enseignants du secondaire. Le plus vieux syndicat du second degré, le Snalc, est une organisation conservatrice, adversaire acharné du "Collège unique". C'est la seconde organisation en terme de voix dans le corps des certifiés et des agrégés.

Le matraquage médiatique réactionnaire, la détérioration des conditions de travail, la crise sociale ainsi que l'évolution du recrutement contribuent aujourd'hui à la droitisation de l'électorat enseignant. Aux dernières élections régionales, le FN a décollé, frôlant les 10 % (alors qu'il ne dépassait pas, jusque là, les 5 %). Ce vote n'est probablement pas dicté uniquement par des considérations pédagogiques ou éducatives... mais il confirme une autre évolution, celle des rapports de force

syndicaux. Lors du dernier scrutin professionnel, Force ouvrière et le Snalc, deux organisations enclines à endosser le discours réac-publicain sur l'École, ont été les seules à progresser (le Collectif Racine avait d'ailleurs invité les "enseignants patriotes" à voter pour eux).

ML : Quelle est l'influence de ces réac-publicains dans la société ?

GC : Il suffit d'entrer dans une librairie, de passer devant un kiosque à journaux, d'allumer sa télé ou sa radio pour mesurer le déferlement de discours sur l'effondrement du niveau et la célébration de l'École d'antan (la réforme du collège a marqué une étape supplémentaire dans cette course à la surenchère réactionnaire).

L'influence de ces réseaux est d'autant plus forte qu'elle ne se heurte à aucune résistance si ce n'est une défense de l'École telle qu'elle fonctionne déjà, c'est-à-dire déjà de manière trop autoritaire et trop inégalitaire.

C'est vers l'élaboration d'une alternative pédagogique et sociale que nous devons aller. Face aux réac-publicains comme face aux "gestionnaires" du système, nous devons redéfinir un projet démocratique pour et dans l'École. La démocratie ne s'apprend pas, elle doit se pratiquer dans le quotidien des classes et des établissements. Quant au niveau de "démocratie" d'un système, il ne se mesure pas au nombre, plus ou moins élevé, de "dominés" admis à passer dans le camp des "dominants"...

ML : Imaginons que le Front National arrive au pouvoir en France. A quelle École aurait-on droit ?

GC : Aujourd'hui, le programme éducatif du FN de Marine Le Pen est en phase d'élaboration. Elle s'efforce de séduire l'électorat enseignant



et de concilier les différents courants réac-publicains (et même anti-républicains !). Les revendications "historiques" du FN (fin de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans et abandon du collège unique, suppression des maternelles, quotas d'enfants d'immigrés dans les classes, chèque éducation, etc.) sont mises entre parenthèses pour se centrer sur le plus petit dénominateur commun : le portrait d'une École décadente, aux mains des pédagogistes gauchistes et laxistes et qui participe au "grand remplacement".

Mais, sans se risquer à faire de la politique fiction, il faut avoir en tête que l'École est déjà devenue un laboratoire pour l'extrême droite municipale : fin de la gratuité de la cantine (et/ou des transports scolaires) pour les familles démunies, exclusion des enfants de chômeurs des activités péri-scolaires, stigmatisation des élèves musulmans, remise en cause de la scolarisation des enfants étrangers "primo-arrivants", fichage ethnique des élèves, menaces, intimidations et volonté de mettre au pas les personnels de l'Éducation nationale, propos méprisants contre les familles des milieux populaires, etc. (pour le détail de ces mesures, je renvoie au travail de Visa sur les mairies FN). Assurément, l'École est un enjeu de premier plan pour l'enracinement du FN dans la société qui

espère aujourd'hui séduire l'électorat enseignant en s'appuyant sur le succès – et la proximité – des thèses des réac-publicains. La perspective demeure celle du programme du Collectif Racine : « redresser l'École, redresser les corps pour redresser la Nation ».

GREGORY CHAMBAT
Propos recueillis par Thierry

Une réflexion à prolonger dans le livre *L'École des réac-publicains, la pédagogie noire du FN et des néo-conservateurs*, Grégory Chambat, Libertalia, collection N'Autre École, 10 €. Paru le 31 mars 2016

OUVRAGES PUBLIÉS :

Instruire pour révolter,
Fernand Pelloutier et la pédagogie d'action directe
Éditions CNT-RP, 2001.

École, une révolution nécessaire
(coordination)
Éditions CNT-RP, 2008.

Pédagogie et révolution
Questions de classe et (re)lectures pédagogiques
Libertalia, 2011
(seconde édition augmentée Libertalia 2015),

Apprendre à désobéir
Petite histoire de l'école qui résiste
co-écrit avec Laurence Biberfeld,
Éditions CNT-RP, 2013, réédition Libertalia 2014.

L'École des barricades
Libertalia, 2014

CONTRIBUTIONS :

De l'autogestion, théories et pratiques
chapitre "L'autogestion pédagogique à l'épreuve du réel,
le boycott scolaire et les EPK en Kanaky",
Éditions CNT-RP, 2013.

ENTRETIENS :

L'école de l'espoir
Entretien publié dans Le Nouvel éducateur (revue de
l'Icem-Pédagogie Freinet) n°225, décembre 2015.

Pédagogie et révolution
Entretien pour la revue N'Autre école, mars 2012.

La subversion pédagogique
Entretien pour le Café pédagogique, juillet 2014..

De la contestation de l'école
aux écoles de la contestation
Entretien pour la revue Contretemps.

« Jules Ferry voyait dans l'école un instrument pour
"clôre l'ère des révolutions" »,..
Entretien en 3 parties pour Alternative libertaire, été
2012.



Vers une autre École ?

Le texte qui suit provient d'un dossier compilé par notre camarade Hugues Lenoir et regroupant trois présentations de projets éducatifs rédigés par les personnes même qui en sont à l'initiative.

Nous vous proposons dans ce numéro le premier de ces trois textes, portant sur un projet d'école Freinet à Rouen, et vous invitons à lire la suite - un collège coopératif et polytechnique à Aubervilliers et un lycée autonome et autogéré à Lyon - dans les deux prochains numéros du Monde Libertaire.

ÉPISODE 1 : UNE ÉCOLE FREINET À ROUEN

La Pédagogie Freinet, issue des mouvements d'éducation active nés dans les années 20, est toujours d'actualité. Pédagogie coopérative et populaire, elle porte un projet politique de transformation de la société par la transformation de l'École. De nombreux-ses enseignant-e-s tentent encore de faire vivre ces principes dans leur classe, seul-e-s ou en équipe. Libre expression, tâtonnement expérimental, apprentissage sur le réel, remise en cause du rapport au savoir par le développement d'un regard critique, sont quelques-uns des principes fondamentaux qui créent la rupture avec l'École traditionnelle. La mise en place d'instances de délibération entre enfants et entre adultes, qui leur permet d'asseoir la coopération, ne trouve cependant toute sa place que dans des équipes volon-

taires. C'est donc l'école, et non la classe, qui devient le lieu où s'organise la vie coopérative. Partant de ce postulat, des enseignant-e-s de Seine-Maritime ont monté voilà trois ans un projet d'école expérimentale. **CONSTRUIRE UNE PÉDAGOGIE ALTERNATIVE À PLUSIEURS... TOUT EN RESTANT DANS LE SERVICE PUBLIC DE L'ÉDUCATION NATIONALE, UNE GAGEURE !**

Qu'ils soient débutants ou confirmés, de nombreux enseignants ne supportent pas de travailler dans l'École "ordinaire", sans chercher de solutions alternatives. Accompagner les inégalités sociales et culturelles, pire, participer à leur aggravation, contribuer à faire taire les désirs des enfants, les faire rentrer dans le moule... En tant que militante libertaire, comme d'autres, je partage ce malaise... tout en ayant choisi de rester dans l'Éducation Nationale.



On peut dire que l'École française a évolué depuis les "Hussards de la République" mais son rôle demeure ambigu : entre tri social et transmission d'outils potentiellement émancipateurs. Cependant, le rouleau compresseur capitaliste et bien-pensant est tellement prégnant que la fonction de ségrégation de l'École est incontournable^[1]. L'urgence de s'organiser pour changer fondamentalement les lieux d'éducation est toujours à l'ordre du jour.

Le choix qu'ont fait des enseignant-e-s de Seine-Maritime regroupé-e-s au sein de l'ICEM (Pédagogie Freinet) a été de construire un projet d'école expérimentale, auquel j'ai participé. Lassé-e-s de travailler seul-e-s dans nos classes, tentant de mettre en place la coopération entre enfants, nous avons fait le pari de la coopération entre adultes. Comprendons : tous les adultes (enseignante-s, parents, animateur-trice-s, personnels de service...). C'est là l'originalité de ce projet, dans la mesure où il a pour ambition de mettre en œuvre une cohérence du temps des enfants et de prendre en compte les différents lieux dans lesquels ils évoluent.

[1] « Le fait qu'il n'y ait plus de sélection sociale en amont des études, n'empêche pas qu'il y ait, à travers la sélection scolaire, une sélection sociale dans le cours même des études, de sorte que pas plus en France qu'ailleurs l'École n'est parvenue à neutraliser les effets des inégalités culturelles et sociales sur les inégalités scolaires. » Dubet 2004, *L'École des chances*, Paris Seuil.

Dans ce sens, le partage du projet avec les CEMEA (Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active)^[2] a permis une réflexion sur le scolaire et le périscolaire. Cette collaboration a mis en avant la nécessité de sortir des représentations stéréotypées qu'ont les uns et les autres, souvent à l'origine de conflits ou de blocages dans l'École "ordinaire". Cette ligne de partage entre les personnels est accentuée par les pouvoirs partagés entre municipalités et inspections académiques, qui s'imposent toujours aux équipes. Les différences de statuts, de formation, de conditions de travail et de salaires ne facilitent pas non plus le travail coopératif entre adultes. Souhaitant rester dans l'Éducation Nationale, nous avons donc cherché à connaître l'existant et à choisir ce qui était le plus proche de nos valeurs, de nos envies et de la réalité locale.

Si de multiples expériences ont existé depuis la fin du XIX^{ème} siècle, la question s'est souvent posée d'être dans ou en dehors de l'Éducation nationale. En France ou ailleurs, les écoles nouvelles se sont le plus souvent adressées à une élite. De plus, les écoles alternatives ont une durée de vie souvent limitée. C'est pour éviter ces écueils que les enseignant-e-s regroupé-e-s au sein de l'ICEM font

[2] Mouvement d'éducation nouvelle de formation et d'animation, né en 1945.

le choix de l'École publique. Célestin Freinet et ses compagnons ont œuvré toute leur vie pour "l'École du peuple". Or, les principes que ce mouvement a développés dès l'entre-deux-guerres sont toujours d'actualité.

Un petit périple m'a permis de découvrir des écoles Freinet implantées en France^[3]. Comme les autres expériences expérimentales, elles réalisent une mise en actes de choix politiques et pédagogiques très différents de l'"ordinaire", mais elles présentent encore des limites. Restant dans l'Éducation Nationale, elles ne parviennent pas toujours à remettre en cause la globalité du fonctionnement. Les équipes tiennent parfois grâce à une ou des personnalités fortes, obligeant les nouveaux venus à s'adapter, se couler dans un moule un peu ancien, lié au contexte de la mise en place. Certain-e-s ressentent la nécessité de le questionner, le réécrire ensemble. Parfois, l'énergie du début ne suit plus face aux difficultés inhérentes au système, à l'ampleur du travail et aux conditions imposées par l'administration. En effet, carte scolaire, programmes, horaires... sont difficiles à modifier. De plus, un certain nombre de ces écoles sont en péril, faute d'un statut les protégeant de la banalisation, au gré des mouvements d'enseignant-e-s.

[3] Rennes, Nantes, Draguignan, Bobigny, Mons-en-Bareuil, Hérouville-St-Clair.



Malgré ces difficultés, quel souffle, quel déploiement d'énergie et de liberté on y trouve ! Lors de mes visites, j'ai été particulièrement frappée par ces enfants seuls à la bibliothèque, préparant un exposé, ou allongés dans le couloir pour se poser des devinettes mathématiques, ou encore dans la salle de sport répétant une danse... Des enfants qui s'inscrivent sur leurs projets, seuls ou avec d'autres, qui participent à la construction de leurs emplois du temps, qui ont enfin la parole et la prennent... ça circule, ça rit et ça discute, ça vit !

Cette expérience d'une École vraiment différente, nous avons le projet à Rouen de la vivre et la faire vivre à d'autres enfants. Il faut pour cela que nous soyons nommé-e-s ensemble. En effet, la cohérence d'un projet d'équipe qui assume ses choix pédagogiques tient au fait que la réelle unité de vie, c'est l'école, pas la classe. Nous nous appuyons sur des principes pédagogiques et politiques. Par exemple, le choix de l'hétérogénéité et des classes multi-âges nous semble le meilleur moyen pour permettre aux enfants de se construire avec la conscience des différences et dans l'entraide. Les méthodes naturelles d'apprentissage utilisées accompagnent le désir au plus près, sans oublier l'exigence qui aide à grandir. Enfin, le fonctionnement démocratique des institutions (assemblées gé-

nérales, conseils, direction collégiale) concernant les enfants et les adultes permet d'agir sur la vie collective et d'en cerner les enjeux, en se confrontant au réel.

Cela fait deux ans que nous élaborons ce beau projet. Après avoir déposé une demande de rendez-vous restée sans réponse au Rectorat, nous avons rencontré la Mairie de Rouen où, justement, une nouvelle école est en construction. Ce qui évitait de « bousculer » des collègues en place. Les syndicats d'enseignants contactés à ce titre, ont dit qu'ils ne s'opposeraient pas à cette dérogation au mouvement. Le Laboratoire de sciences de l'éducation de l'Université est prêt à nous suivre, l'inspecteur de circonscription se dit intéressé.

Évidemment, la décision de nommer des enseignant-e-s de façon groupée revenant à l'Inspection académique, nous avons renouvelé nos demandes de rendez-vous. Cela a duré un an.

Enfin reçus le 1er avril 2015 par deux adjoints, nous avons bénéficié d'une écoute attentive et polie. Mais, on s'en doutait devant l'attente subie, nous avons essuyé un refus concernant le statut expérimental demandé pour cette école. Arguments : le contexte de fermetures de classes nous mettrait à mal si nous réservions des postes. (En quelle année n'y a-t-il pas eu de fermetures de classes ?). Ou encore : « On ne peut pas vous

donner d'aval sans voir le fonctionnement sur pièces » donc, pas de référence aux bilans pourtant favorables aux écoles Freinet existantes^[4], pas de volontarisme malgré les déclarations d'intention sur l'innovation^[5]. « Regroupez-vous d'année en année par le mouvement normal et on verra si on fait une école expérimentale... » un miroir aux alouettes !

Alors, bien sûr, ce premier échec va conforter ceux et celles qui prônent la sortie de l'Éducation Nationale pour développer une pédagogie sociale. Mais on ne pourra pas dire que le projet de changer fondamentalement l'institution de l'intérieur n'est pas légitime si on veut que l'École permette l'émancipation de tous les enfants, y compris de ceux dont les familles n'ont pas accès aux écoles alternatives. Pour notre part, notre projet tient toujours. Il en existe d'autres ailleurs. La récente coordination réalisée à l'occasion de stages syndicaux entre la CNT, Sud-Éducation et les mouvements d'éducation populaire pour une École émancipatrice sera peut-être un moyen d'élargir le mouvement et de lui donner plus de force.

PAR VIRGINIE BENITO
Groupe de Rouen
Membre de l'ICEM

[4] Reuter, dir. (2007), *Un école Freinet, fonctionnements et effets d'une pédagogie alternative en milieu populaire*, L'Harmattan, P252.

[5] Le Conseil national de l'innovation pour la réussite éducative (Cniré) a remis son premier rapport à la ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, en novembre 2014.



THÉORIES POLITIQUES

LORDON, IMPERATOR DU RECYCLAGE ?

Commentaire sur "Imperium," par René Berthier

Frédéric Lordon¹ est une « icône intellectuelle du moment », le « prince de la vie connectée² », un « rebelle médiatique » pour ceux qui ne l'aiment pas. Lui-même se décrit comme un économiste "hétérodoxe". Il veut rapprocher la science économique de la sociologie. Spinoza, le philosophe du XVII^e siècle, lui sert de grille de lecture, dans ses travaux.

Imperium, Structures et affects des corps politiques de Frédéric Lordon La Fabrique (2015).



Le moins qu'on puisse dire est que le dernier ouvrage de Frédéric Lordon est dense – un peu trop dense, peut-être, car on en saisit mal le fil conducteur. C'est pourquoi je n'aborderai dans ce commentaire de lecture que quelques aspects des développements de l'auteur, au risque de ne rendre compte que de manière extrêmement partielle de son ouvrage. Dans la mesure où Lordon évoque souvent la « pensée libertaire » – d'une manière singulièrement fragmentaire et déformée – les lecteurs du Monde Libertaire ne s'étonneront pas que je m'attarde un peu sur cet aspect de l'ouvrage.

Ce sont des forces passionnelles collectives qui conduisent les hommes à s'assembler – ce que Frédéric Lordon définit par *imperium*, « ce droit que définit la puissance de la multitude ». Lordon remet en cause l'internationalisme, s'en prend à l'"horizontalité", au dépérissement de l'État. Il pense que nous sommes condamnés à la "verticalité" et que le pouvoir est voué à être "capté", mais il précise que ce n'est pas une raison pour abandonner le combat pour l'éman-

ipation. Une chose est certaine : *Imperium* ne servira pas d'ouvrage de référence pour les masses populaires en marche vers leur émancipation, à moins de trouver pour le livre un très bon traducteur.

En matière d'action politique et sociale, les intellectuels n'inventent en général pas grand-chose ; en revanche ils peuvent être très sensibles à "l'air du temps" et perçoivent très bien les tendances qui se font jour dans les mouvements sociaux ; et lorsqu'ils s'y intéressent d'un peu près, ils s'en font les interprètes, parfois avec talent.

Cela ne retire rien à la sincérité de leurs engagements, ni à la valeur des réflexions qu'ils fournissent. Un mouvement social attirera peu d'attention s'il reste confiné dans des limites confidentielles. En revanche, s'il prend une réelle ampleur, les philosophes, chercheurs en tout genre y verront un intéressant sujet d'étude, quitte à adhérer plus ou moins aux thèses, implicites ou non, contenues dans ce phénomène. Quitte également à passer à autre chose dès que la mode est passée. Par exemple un certain nombre d'intellectuels du début du

[1] Lauréat du 7^e prix Botul

[2] Philippe Corcuff, « S'émanciper du « Lordon-roi ? », <https://blogs.media-part.fr/philippe-corcuff/blog/100216/s-eman-ciper-du-lordon-roi>



XX^e siècle (Georges Sorel, Édouard Berth et Charles Guieysse) passent, auprès d'autres intellectuels, pour être des "théoriciens" du syndicalisme révolutionnaire alors qu'ils n'ont jamais été que des observateurs extérieurs (et très éphémères), et qu'ils étaient totalement inconnus du mouvement ouvrier de l'époque.

Sur le marché de la production intellectuelle, chercheurs, philosophes, sociologues, etc. sont soumis à une intense concurrence. Le milieu universitaire est sans doute celui où l'art du lancer de peau de banane pour éliminer ses petits camarades atteint son sommet. Chercheurs, philosophes, sociologues, etc. sont placés à la même enseigne que les artistes : pour avoir une visibilité, il faut à tout prix qu'ils produisent, ou donnent l'impression de produire du nouveau, du différent ou de l'original. Pour cela, il y a plusieurs méthodes.

1 LE LANGAGE

Plus il est abscons, plus la pensée est supposée être profonde. Toute discipline un peu spécialisée nécessite une spécialisation du langage : c'est incontestable. Ça vaut pour les sciences sociales (voir : Bourdieu, Passeron in Le métier du sociologue), comme pour le garagiste du coin. Certains concepts un peu complexes ont besoin de mots spécifiques pour les désigner, qui ne relèvent pas du langage courant. On ne peut pas y échapper, et l'étudiant ou le lecteur doit faire un effort pour les assimiler. Mais sur le marché international du savoir, les penseurs français sont célèbres : un phénomène un peu complexe doit nécessairement être exposé avec un langage encore plus complexe. Les auteurs anglo-saxons sont plus modestes : ils sont capables d'exposer des choses complexes avec un langage relativement simple, ce qui ne retire rien à la pertinence de leur pensée. (Sauf quand ils se mettent à critiquer les penseurs français, dont ils prennent les travers^[3].)

[3] Edward P. Thompson, *The Poverty of Theory: Or an Orrery of Errors*, London, Merlin Press, 1979

Frédéric Lordon pense sans doute que sa pensée sera beaucoup mieux reconnue (sinon comprise), avec des mots comme "endogènement", "basal", "pulvérulence", "empuissance", "condition asynoptique", etc., et des formules telles que le « modèle de genèse conceptuelle^[4] dont le but était précisément de montrer le pouvoir morphogénétique des dynamiques passionnelles qui se forment endogènement dans une telle vapeur de précarité violente ».

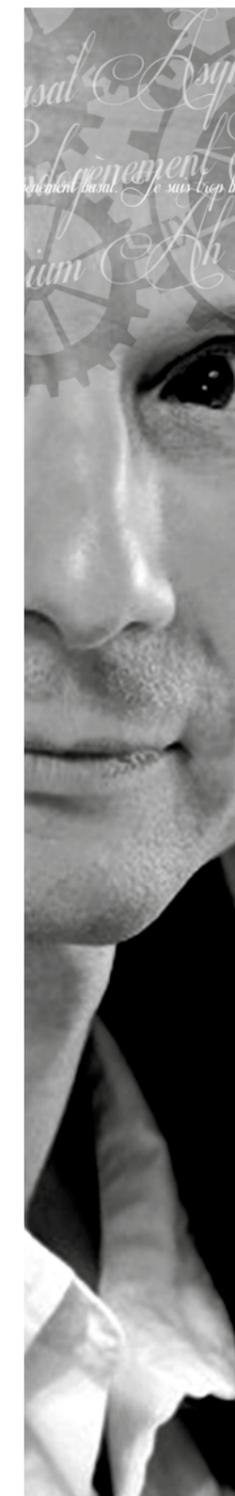
C'est une technique : lorsqu'on se livre à un travail d'analyse politique ou sociologique, on remplace les mots traditionnellement utilisés dans ce domaine par d'autres, inhabituels, ce qui déconcerte le lecteur et lui donne l'impression que l'auteur se situe à un niveau de réflexion supérieur.

2 LA « GRILLE DE LECTURE »

Il s'agit d'exposer des idées somme toute banales, voire des lieux communs, en les passant au crible de la pensée d'un autre auteur. Cela permet de leur donner un éclairage nouveau. Le procédé peut être très intéressant, d'ailleurs. Dans le cas de Lordon, il s'agit de Spinoza.

Les anarchistes aiment bien Spinoza. Frédéric Lordon aussi. Mais pas pour les mêmes raisons. Pour les anarchistes, et pour Bakounine surtout, Spinoza est un maillon essentiel de

[4] La « genèse conceptuelle » (pp. 62-67 d'*Imperium*) fait partie des concepts banals employés en philosophie, et que Lordon s'emploie à obscurcir. Pour Hegel, on pouvait appréhender un phénomène en l'abordant à partir du développement selon la nature ou selon le concept. Ce ne sont là que des questions très banales, qu'on retrouve chez Rousseau, Descartes, et même chez Platon. Et chez Proudhon. L'idée est simple : quand on veut expliquer un phénomène social complexe, la méthode historique, ou chronologique, ne marche pas toujours parce qu'on ne sait pas où commencer. Puisque Lordon parle d'anarchisme, parlons de Proudhon. C'est là-dessus que celui-ci a fondé toute la méthode d'exposition de son *Système des contradictions économiques*, grâce à laquelle il explicite les mécanismes du système capitaliste non par un mode descriptif ou chronologique mais par ce qu'il appelle l'« engendrement des concepts ». Marx, qui ne comprit rien à cette méthode employée par Proudhon, en fit une critique hystérique, perdit 15 ans à tourner en rond et finit par employer la même méthode dans le *Capital* – sans admettre que Proudhon avait eu raison, cela va de soi... (Voir : René Berthier, *Études proudhoniennes*, Tome 1. *L'économie politique*, Essai, Éditions du Monde libertaire, 2009, page 24 sq.)





la longue chaîne de penseurs critiques qui, du moyen âge à nos jours, conduit à remettre en question la notion d'immanence, c'est-à-dire Dieu. Spinoza pensait que ce qui est contraire à la nature est contraire à la raison, et que ce qui est contraire à la raison est absurde et doit être rejeté. On saisit l'aspect décapant de cette théorie, en plein XVIIe siècle ! On comprend donc que Bakounine parle de la « *belle figure de Spinoza* »^[5]. Mais le philosophe n'est qu'une étape dans la longue marche qui va vers l'émancipation de la pensée. Bakounine partage l'idée de Hegel selon lequel « *chaque philosophie est la philosophie de son époque* », c'est-à-dire « un anneau de la chaîne du développement de l'Esprit ; elle ne peut donc satisfaire que les intérêts qui correspondent à son temps »^[6]. Autrement dit, il ne sert à rien d'aller chercher dans une philosophie d'avant-hier des solutions pour les problèmes d'aujourd'hui. On a beau apprécier l'extraordinaire audace de la pensée de Spinoza, on est en droit de se demander si le recours systématique à un philosophe vivant il y a quatre siècles peut réellement fournir des outils pour comprendre la société contemporaine.

Spinoza et Kant, dit Daniel Colson, ont « *servi de drapeaux à toute une génération de philosophes et d'intellectuels emportés peu ou prou dans le vaste mouvement de contestation des années soixante et soixante-dix et qui, l'hiver de la réaction venu et le marxisme défaillant, ont bien dû se reconvertir à des idéaux plus sûrs : Kant pour le plus grand nombre [...] ; Spinoza pour d'autres, marxistes orphelins et inconsolés, soucieux de préserver les idéaux révolutionnaires de leur jeunesse, et qui rejoignaient ainsi la maigre cohorte des spinozistes et nietzschéens, habitués à bien*

d'autres catastrophes »^[7]. Trente ans après les événements évoqués par Colson, Spinoza revient sur scène : c'est dire que c'est du réchauffé.

3 LA CUSTOMISATION

Lordon a un peu tendance à reprendre de vieilles idées et à les customiser : l'internationalisme, le dépérissement de l'État, l'horizontalisme. Je serais même tenté de dire qu'il reprend à son compte un certain nombre de lieux communs et les remasterise.



Lorsque Lordon parle de « *ce droit que définit la puissance de la multitude* » il ne fait que se référer à l'idée que la "multitude" assemblée possède une puissance

supérieure à la somme des individus qui la composent. C'est un constat extrêmement banal : « *La multitude n'est pas tant la collection particulière de telles ou telles singularités individuelles qu'elle n'est le collectif même* », lit-on dès la page 19 d'*Imperium*, idée qu'on retrouvera de manière répétitive et sous diverses formes tout au long de l'ouvrage.

Ça pouvait être vachement original du temps de Spinoza, mais au XXI^e siècle c'est un peu rabâché. On n'en finirait pas de citer les auteurs qui, ne serait-ce qu'au XIX^e siècle, le disent, à commencer par Proudhon. Le constat qu'un groupe social est autre chose que la somme

des individus qui le composent figure en première place de tout cours élémentaire de sociologie et de psycho-sociologie.

Cette idée se trouve même à la base de la théorie proudhonienne de l'exploitation. Alors que l'explication marxiste traditionnelle de l'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste consiste à dire que chaque ouvrier individuel produit pendant une partie de la journée de travail de quoi permettre la reproduction de sa force de travail (le travail nécessaire) l'autre partie étant accaparée par le patron (le surtravail), Proudhon explique dans *Qu'est-ce que la propriété* (1840) que l'exploitation de l'ouvrier, et le profit du capitaliste, ne sont pas la conséquence de l'appropriation de la valeur produite par chaque travailleur individuel, mais de l'appropriation de la valeur produite par le travail combiné, la force collective des travailleurs.

« *...supposons que des individus, en tel nombre qu'on voudra, d'une manière et dans un but quelconque, groupent leurs forces : la résultante de ces forces agglomérées, qu'il ne faut pas confondre avec leur somme, constitue la force ou puissance du groupe.* »^[8]

Marx reprendra cette idée en 1867 dans le *Capital*.

4 LA MULTITUDE

Tout tourne autour d'un concept emprunté à Spinoza : l'*imperium*, qui désigne, très schématique-

ment, la puissance immanente provenant de la multitude. Mais cette multitude n'est pas définie : on ne dit pas de qui elle est constituée. L'*imperium* est « *le principe par lequel le groupe sécrète, à partir de ses membres mêmes, le pouvoir d'affecter ses membres, c'est-à-dire le pouvoir de leur faire quelque chose, et subséquemment de leur faire faire quelque chose – par exemple se tenir à des normes* »^[9]. C'est l'ensemble des forces passionnelles collectives qui pousse les hommes à s'assembler. Toute l'activité de la société se déroule sous les auspices de la passion. L'insurrection est une passion. On parle de "dynamiques passionnelles". Les hommes sont mus par la passion plutôt que par la raison. Une collectivité est nécessairement passionnelle. Etc. Le sens commun le plus banal dirait que ce qui motive les hommes en société, c'est un panachage de raison et d'affects, dans des proportions variables selon les circonstances – les raisons de cette variabilité étant précisément ce qui est intéressant à étudier.

Dire que les hommes s'assemblent sous l'effet de leurs "affects", de forces passionnelles collectives (l'*imperium*) me paraît un peu simpliste. Les "forces passionnelles" sont sans doute l'un des phénomènes constitutifs des sociétés

[9] L'idée que l'anarchisme s'oppose à l'existence de normes est un des lieux communs le plus répandu. Voir : Sophie Chambost, Proudhon et la norme, pensée juridique d'une anarchiste, Presses universitaires de Rennes, 2004. René Berthier, « État, droit et légitimité », *L'Homme et la société*, n° 123-124, 1997. Repris dans <http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/3-Legitim-2.pdf>



humaines mais certainement pas le seul. Lordon nous livre une opinion, inspirée de l'Éthique de Spinoza, et que nous ne sommes pas tenus d'approuver, selon laquelle les hommes sont mus davantage par leurs passions que par leur raison. Envisager que les sociétés humaines soient parcourues par une détermination unique (les affects, les passions) me paraît plutôt stérilisant.

Le concept de "multitude" auquel Lordon a recours me paraît étrange et me semble relever d'une sorte de dévalorisation du langage. C'est un concept fourre-tout peu compatible avec une réflexion philosophique ou sociologique, un principe abstrait, un « *opérateur abstrait [...] en aucun cas un sujet empirique de l'histoire* ». Lordon atteint un niveau d'abstraction qui le conduit à dématérialiser tous les objets qu'il touche.

La "multitude" de Lordon, c'est tout simplement la société pour Proudhon, et la puissance de cette "multitude", c'est la force collective : « *nous nous proposons de donner* », dit Proudhon dans *De la justice...* « *une théorie complète de la force collective, par suite, une démonstration directe de la réalité de l'être social* »^[10]. La force collective, commente Pierre Ansart, « *a pour foyer et pour origine le groupe social en tant qu'il est organisé selon les règles de la division du travail et de l'unification des travaux* »^[11].

[10] Proudhon. De la justice..., 4^e étude, t. II, p. 312. 1858
[11] Pierre Ansart, Marx et l'anarchisme, chapitre sur Proudhon, PUF 1969, p. 155.

Selon Proudhon, la capacité d'intervention du groupe, en d'autres termes sa force collective, est supérieure à la somme des forces individuelles composant le groupe. Il en résulte que ce qui tient ensemble le groupe – question qui préoccupe beaucoup Lordon – ce sont les rapports de coopération^[12]. Et ce qui assure le développement de la force collective, c'est le « *rapport des fonctions, la solidarité d'intérêts qu'elle crée, le sentiment qu'en acquièrent les producteurs, la conscience nouvelle qui en résulte* »^[13]. La force collective est la « *synthèse des activités individuelles et des activités collectives* »^[14].

5 SPONTANÉITÉ SOCIALE

La société est une « *œuvre collective* »^[15] dont la création est l'œuvre de la "spontanéité sociale"^[16]. Ce concept sera repris par Bakounine, pour qui un phénomène social est spontané lorsqu'il apparaît et se développe du fait de ses déterminismes internes propres, sans interventions extérieures. Pour Proudhon, l'État est une création spontanée du corps social, correspondant à des besoins à un moment donné, mais qui par son développement propre, aboutit à aliéner le corps social. C'est un « *phénomène de la vie collective, la représentation externe de notre droit* », « *une manifestation de la spontanéité sociale* »^[17]. Deux remarques : a) cela va totalement à l'encontre de l'idée que Frédéric Lordon se fait de la théorie anarchiste de l'État ; b) cela va plutôt dans le sens du point de vue de

[12] Proudhon. De la justice..., 4^e étude, pp. 259-261. 1858
[13] Ibid.
[14] Proudhon, De la justice dans la Révolution et dans l'Église : « Le principe à l'aide duquel nous allons donner force à la société, corps à l'État, moralité au gouvernement, fonder enfin la politique réelle, est le principe de la force collective indiqué par moi dans plusieurs publications, et dont je me propose de donner ultérieurement l'exposition complète. » - Voir : « Proudhon. – Force collective et pouvoir social ». <http://monde-nouveau.net/spip.php?article598>.
[15] Proudhon, Premier mémoire. 1840.
[16] Lorsque Proudhon parle de « spontanéité sociale », il parle du mouvement naturel de la société consécutif à l'ensemble des interactions qu'elle subit. C'est en somme équivalent aux déterminismes sociaux, concept qui s'insère mieux dans la terminologie marxiste.
[17] Proudhon, Confessions d'un révolutionnaire, Préface, Editions Tops/H. Trinquier, p.18. 1849.

[5] Bakounine. Œuvres, Champ libre, III, 8
[6] Hegel, Leçons sur l'histoire de la philosophie. Gallimard (trad.) Gibelin, 1954

[7] Daniel Colson, « Lectures anarchistes de Spinoza. – I. Bakounine et Proudhon », in *Réfractions*, No. 2, été 1998.

[8] Proudhon. De la Justice dans la Révolution et dans l'Église, Livre I, t. II, 4^e étude. « Du pouvoir social, considéré en lui-même », Garnier 1858, p. 480.



Lordon sur l'État (« L'État, c'est nous ! »).

Pour Proudhon, la société peut inventer des formes collectives, des institutions ; cette création est immanente et ne peut être comprise que par la dynamique des besoins individuels et collectifs complexes (Lordon parle d'"affects"). Ces créations issues de la force collective ne sont pas nécessairement perçues de manière consciente mais elles répondent à des besoins et elles ont une fonction. Elles nécessitent cependant un certain degré de conscience collective, de "reconnaissance sociale" (**Système des contradictions économiques**).

Ces créations collectives seront conservées tant qu'elles répondront aux besoins pour lesquels elles ont été créées, ou tant qu'elles n'auront pas été aliénées, absorbées par une autre institution – l'État par exemple. Lordon parle de "capture" de la puissance de la collectivité par les "entrepreneurs de pouvoir".

La "puissance sociale", dit Proudhon, n'a pas été perceptible au premier abord par les hommes, qui en ont fait une "émanation de l'Être divin". La conscience de l'existence de cette force sociale n'est pas une chose établie : « À peine si, aujourd'hui encore, les économistes nomment la force collective. » Il y a, à ce sujet, un « retard dans la connaissance de l'être collectif ». C'est ce retard qui a conduit à « l'appropriation de toutes les forces collectives et la corruption du pouvoir social », c'est-à-dire à l'État^[18].

Selon une "loi de nature" qui veut que « la force la plus grande absorbe et s'assimile les forces plus petites », l'État s'est formé par une agglomération successive de groupes.

« Par le groupement des forces individuelles, et par le rapport des groupes, la nation entière forme corps : c'est un être réel, d'un ordre supérieur, dont le mouvement entraîne toute existence, toute fortune. L'individu est immergé dans la société ; il relève de cette haute

puissance, dont il ne se séparerait que pour tomber dans le néant. Si grande, en effet, que soit l'appropriation des forces collectives, si intense que soit la tyrannie, il est évident qu'une part du bénéfice social reste toujours à la masse, et qu'en somme il est meilleur pour chacun de rester dans le groupe que d'en sortir.^[19] »

On est loin de la théorie simpliste et caricaturale de l'État que Lordon attribue à l'anarchisme. L'État se forme à la suite d'un ensemble de déterminations internes à la société, c'est un processus immanent – une "sécrétion endogène", comme dit Lordon (p. 297).

Il y a d'ailleurs du Lordon, dans Proudhon – ou du Proudhon dans Lordon, comme on voudra. Car Proudhon affirme que si les "travailleurs et les citoyens" se soumettent à l'exploiteur et au tyran, « la séduction et la terreur entrent pour peu dans leur soumission » : ce qui les attire, c'est la "puissance sociale" ; une « puissance mal définie dans leur pensée, mais hors de laquelle ils sentent qu'ils ne peuvent subsister ; puissance dont le prince, quel qu'il soit, leur montre le sceau, et qu'ils tremblent de briser par leur révolte.^[20] » [Je souligne.]. On n'aura aucun mal à transposer ce discours en termes d'"affect" et de "passion". D'ailleurs Lordon dit presque la même chose : « (...) il y a parfois dans l'obéissance la trace d'un commandement de la raison faisant apercevoir le chaos

[19] Ibid.
[20] Ibid.



qui suivrait de la généralisation des transgressions dont on se retient soi-même. » (p. 299.) Ce qui signifie qu'une institution reste légitime tant qu'elle n'est pas renversée. Idée qu'on retrouve chez Bakounine, pour qui « chaque peuple [est] plus ou moins solidaire et responsable des actes commis par son État, en son nom et par son bras, jusqu'à ce qu'il ait renversé et détruit cet État^[21]... » L'État, dit Proudhon, c'est « le pouvoir social constitué en principat, approprié par une dynastie ou exploité par une caste ».

Alors que « dans l'ordre naturel, le pouvoir naît de la société » [c'est Proudhon qui parle, pas Lordon], ce rapport est complètement inversé dans un système où la force collective est aliénée. La société apparaît comme étant engendrée par le pouvoir : ainsi apparaissent

[21] Bakounine. Œuvres, Champ libre, VIII, p. 59.



l'armée, la police, l'impôt, capables de « résister à toute attaque de l'intérieur et de contraindre au besoin la nation à l'obéissance : c'est cette force princière qui s'appellera désormais le pouvoir » : une fois les forces collectives appropriées, « la puissance publique [est] convertie en apanage »^[22].

La société anarchiste sera une société où aura disparu l'aliénation des forces collectives, et où les individus et les groupements se seront réappropriés ces dernières.

6 LORDON ET L'ANARCHISME

Il y a une relation curieuse entre Lordon et l'anarchisme, pour lequel il semble éprouver une certaine sympathie condescendante, auquel il accorde des "moments de lucidité", mais par rapport auquel il prend soin de se démarquer. La bibliographie à la fin de son livre est significative : un livre de Proudhon (Du principe fédératif) aucun de Bakounine, l'Histoire de l'anarchisme de Préposiet et L'Anarchisme de Daniel Guérin. Imaginons un philosophe parlant du marxisme avec un bagage comparativement aussi pauvre... Il ne serait pas pris au sérieux. L'anarchisme de Lordon est un anarchisme de Reader's Digest.

L'anarchisme sert en fait de repoussoir à Lordon : son discours est en gros le suivant : « Ce que disent les anarchistes est sympa, mais irréaliste. » Il y parvient assez bien, mais pour cela il lui a fallu faire un tour de passe-passe. Il présente l'anarchisme d'une manière

[22] Proudhon, De la justice...

déformée, caricaturale, après quoi il n'a aucun mal à le réfuter.

Lordon est persuadé que l'anarchisme est opposé à tout ce qui est vertical : « La pensée libertaire ne veut pas voir le vertical »^[23], dit-il (p. 240)^[24]. Il ignore que le fédéralisme, qui est le principe d'organisation libertaire, fonctionne sur un mode pyramidal, ce qui implique une certaine "verticalité" : la question est de savoir comment sont organisés les "flux". Gaston Leval, qui a formé quelques militants de la génération du « Baby Boom », disait que « s'il y a une base, il y a forcément un sommet ». Il ajoutait : « S'il y a une circonférence, il y a forcément un centre. »

La prise de décision se fait à partir des structures de base de l'organisation et remonte, à travers les instances intermédiaires, jusqu'au sommet où, pour dire les choses sommairement, la masse des informations est traitée. Ensuite le "flux" redescend sous la forme de décisions qui sont mises en application. Proudhon^[25] et Ba-

[23] Ibid.
[24] Lordon ajoute aussitôt que la pensée libertaire « ne veut pas non plus voir la violence ». Je ne sais pas ce qu'il veut dire par là. Peut-être que les anarchistes de salon qu'il côtoie répugnent à user de violence pour accéder aux petits fous dans les raouts qu'ils fréquentent, mais Lordon semble ignorer que les anarchistes ont participé activement à toutes les révolutions qui se sont déroulées sur la planète depuis le XIXe siècle, à commencer par la Commune de Paris, la révolution russe, la guerre civile espagnole, la révolution chinoise, sans parler de tous les mouvements insurrectionnels de l'Amérique latine. Pour le seul XXe siècle, les victimes anarchistes et anarcho-syndicalistes du capitalisme, du fascisme, du léninisme et du stalinisme se comptent par centaines de milliers.
[25] « centralisation de toutes les forces économiques ; décentralisation de toutes les fonctions politiques » écrit-il dans ses Carnets.

kounine^[26] sont d'accord sur ce point. Le reste n'est qu'une question d'organisation pour mettre en place le contrôle des mandats, leur rotation, etc. Ça s'appelle tout bêtement le fédéralisme.

Ça fait longtemps que les anarchistes ont compris que la politique ferroviaire d'un pays comme la France, voire plus, ne sera pas décidée par l'assemblée générale de la gare de Bécon-les-Bruyères, ou que la politique énergétique de la France ne sera pas décidée par les travailleurs de la centrale de Porcheville. Pendant la guerre civile espagnole, les anarcho-syndicalistes ont organisé les chemins de fer de manière tout à fait satisfaisante, malgré les difficultés de la guerre. Parler d'opposition de principe des anarchistes à toute sorte de "verticalité" n'a pas de sens et relève d'une ignorance crasse de ce qu'est l'anarchisme et le fédéralisme - en tout cas le fédéralisme envisagé par les libertaires^[27].

Mais sans doute Lordon assimilera les aspects "verticaux" des principes organisationnels anarchistes à des variantes de son "État général", un concept fourre-tout dont on ne sait pas de quoi il est constitué – sans voir en quoi le fédéralisme libertaire est antinomique avec l'État. En fait, ce concept flou permet de qualifier tout groupement humain comme relevant de l'État, évacuant toute possibilité d'envisager une forme organisée d'anarchisme : dès qu'on s'organise, quelle qu'en soit la forme, on est dans une démarche étatique.

Ce que Lordon doit certainement ignorer, c'est que les débats dans la Première Internationale

[26] « La centralisation économique, condition essentielle de la civilisation, crée la liberté ; mais la centralisation politique la tue, en détruisant au profit des gouvernants et des classes gouvernantes la vie propre et l'action spontanée des populations. » (Bakounine, Œuvres, éd. Champ libre, V, 61.)
[27] Pour être honnête, il y a un penseur que je n'ai pas mentionné, qui pourrait être un précurseur de l'« horizontalisme » dont Lordon parle beaucoup. Je pense à Kropotkine. Lui, voyait l'avenir d'une société libertaire sous la forme de communes décentralisées et librement associées – des libres associations contractuelles, dirait Lordon – mais il attribue cette vision à Bakounine.



avaient déjà abordé toutes ces questions.

En cette époque où on "essayait les plâtres" en matière de concepts, il était fréquent que le mot "État" fût employé par des anarchistes dans le sens d'"institution gérant le bien public", en opposition à "institution possédant le monopole de l'action armée". On trouve ces nuances même chez Proudhon et Bakounine. Il est évident qu'il est nécessaire de tenir compte du contexte avant de s'écrier : « Voyez donc, Bakounine (ou Proudhon) est favorable à l'État ».

Au congrès de Bruxelles de l'Internationale, en 1874, la question avait été posée de savoir « par qui et comment seront faits les services publics dans la nouvelle organisation sociale » : l'État, ou autre chose ? Et que serait cette "autre chose" [28] ? Les militants de l'Internationale s'étaient posé la question de la désignation de l'organisme qui serait chargé d'administrer la société future. Certains pensaient continuer de l'appeler "État", sachant que son fondement serait différent de l'État capitaliste. D'autres disaient : puisque le nouvel organisme administratif sera de nature différente de l'État capitaliste, il faut éviter des confusions et le nommer autrement. Cela éviterait, dit James Guillaume des "querelles de mots" et de « regrettables équivoques, qui nuisent à la propagande de nos idées plus qu'on ne se le figure ordinairement » [29]. Il y aura donc l'État d'un côté, la Fédération des communes de l'autre. Mais personne ne niait que la nouvelle organisation sociale allait être marquée par une certaine forme de "verticalité" inhérente à une organisation complexe s'appliquant à une grande quantité de personnes (une "multitude" ?).

L'institution appelée à remplacer l'État ne sera plus une appropriation de la force collective (une "capture" et une "dépossession", dirait Lordon). La question de la force collective et

du pouvoir social a été abordée par Proudhon en 1858 dans *De la Justice dans la Révolution et dans l'Église*, dans des termes d'une clarté remarquable et d'une surprenante actualité [30].

Un dernier point sur l'inanité des références de Frédéric Lordon en termes d'anarchisme. Les anarchistes, dit-il en substance, ne veulent pas reconnaître que l'État revient par la fenêtre à chaque fois qu'on l'expulse par la porte : « Daniel Guérin ne cache rien des hésitations, de l'incohérence même, dont l'État fait l'objet, par exemple dans la pensée de Bakounine » Pour illustrer cette "incohérence", Lordon cite un passage de Bakounine extrait de l'anthologie de Guérin : « Je n'hésite pas à dire que l'État c'est le mal. » Une telle affirmation péremptoire n'a pas beaucoup de sens hors de son contexte. Or Bakounine est en train d'expliquer que la révolte de l'individu contre la société est plus difficile que la révolte contre l'État, car on ne peut pas plus se révolter contre la société que contre la nature. Bakounine ajoute alors : « Il n'en est pas ainsi de l'État ; et je n'hésite pas à dire que l'État c'est le mal, mais un mal historiquement nécessaire, aussi nécessaire dans le passé que le sera tôt ou tard son extinction complète » [31]. Naturellement, "nécessaire" est pris dans le sens philosophique d'"inévitable".

[30] « Proudhon. – Force collective et pouvoir social », Extrait de *De la justice dans la Révolution et dans l'Église*, 4e étude. L'État. Ch.VII. (<http://monde-nouveau.net/spip.php?article598>).

[31] Bakounine, Dieu et l'État, Œuvres Stock, p. 287. 1882

L'État est né « du mariage de la violence, de la rapine, du pillage, en un mot de la guerre et de la conquête, avec les Dieux créés successivement par la fantaisie théologique des nations » [32]. « L'État n'est point la société, il n'en est qu'une forme historique aussi brutale qu'abstraite ». C'est dans ce sens-là qu'il est un "mal".

On voit d'ailleurs qu'entre Proudhon et Bakounine il y a deux théories de l'État : pour Proudhon il est une production "endogène" à la société, il est le résultat de l'accaparement de la force sociale de la société [33]. (« L'État... c'est nous ! », dit Lordon). Pour Bakounine il résulte de la conquête [34]. Les deux thèses ne sont pas contradictoires, d'ailleurs, elles relèvent selon moi de la problématique de la bouteille à moitié pleine ou à moitié vide.

Pour appuyer son propos, Lordon fait aussitôt une autre citation de Bakounine, tirée d'un autre texte : « L'État doit être radicalement détruit » (p. 232). En fait la citation n'est pas exacte (ce qui est fréquent dans les citations faites par Guérin) parce que le texte original dit : « L'État doit être radicalement démolé et déclaré banqueroute, non seulement sous le rapport financier, mais encore sous le rapport politique, bureaucratique, militaire,

[32] Ibid.
[33] « Proudhon. – Force collective et pouvoir social », Extrait de *De la justice dans la Révolution et dans l'Église*, 4e étude. L'État. Ch.VII. (<http://monde-nouveau.net/spip.php?article598>).

[34] Voir : Franz Oppenheimer, *The State* (1908), New York 1975, Free Life Editions. - La formation de l'État islamique en Syrie est une confirmation éclatante de la théorie bakouninienne de l'État.



judiciaire et policier » [35]. Ce qui fait dire à Lordon : « Aussitôt après avoir renversé le gouvernement établi, les communes devront se réorganiser révolutionnairement, se donner des chefs, une administration et des tribunaux révolutionnaires » [36]. Mais il omet de préciser qu'il s'agit de chefs, d'administration et de tribunaux révolutionnaires « bâtis sur le suffrage universel et sur la responsabilité réelle de tous les fonctionnaires devant le peuple ». Et pour appuyer encore le côté "retour à l'État incontournable", il ajoute : « Pour le gouvernement des affaires communes, on formera nécessairement un gouvernement... » – mais Lordon omet de préciser : « ... et une Assemblée ou Parlement provinciale » (sic).

Le problème est que Lordon veut souligner l'incohérence supposée de Bakounine qui déclare en 1870 que « l'État c'est le mal », mais qui dit en 1866 qu'on « formera nécessairement un gouvernement ». Le lecteur ne manquera pas d'être convaincu de la contradiction. Le problème est qu'en 1870 Bakounine était anarchiste, mais qu'en 1866 il ne l'était pas, même si des thèmes précurseurs à son anarchisme se trouvent dans ses textes de cette époque. Mais que Lordon ne se fasse pas hara-kiri pour cela : d'autres auteurs, et pas des moindres, ont fait la même erreur.

Ce qui est irritant, ce n'est pas tant qu'il n'y connaît pas grand-chose

[35] « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire. Organisation ». Mars 1866. Amsterdam, IISG, Archives Bakounin.

[36] Ibid

en matière d'anarchisme, c'est qu'il n'y connaît pas grand-chose avec autant d'aplomb.

CONCLUONS

Frédéric Lordon pose des questions essentielles, comme par exemple le fondement de l'État – une question à laquelle les libertaires ne sauraient rester indifférents. Le fait qu'il analyse cela à travers le filtre de la pensée de Spinoza est certes intéressant, voire stimulant pour l'esprit, mais il est douteux que, en dehors de quelques généralités, la pensée de ce philosophe né en 1632 puisse servir de "clé" pour décoder la nature de l'État en ce début de XXIe siècle. Pour les libertaires d'aujourd'hui les réflexions de Lordon sur l'État auraient elles aussi pu être stimulantes ; malheureusement elles sont invalidées par sa propre vision de l'anarchisme, qui relève plus du café du commerce que d'une approche rationnelle.

On peut regretter le recours à un niveau d'abstraction extrême qui conduit finalement à ne percevoir les faits que sous la forme d'essences dématérialisées (comme son "État général", en particulier). Il y a en outre quelque chose de parfaitement artificiel à ne considérer les groupements humains que comme des formes potentiellement étatiques.

Si ses analyses sur la "capture" ne manquent pas d'intérêt, force est cependant de constater qu'elles n'ont absolument rien d'original, sa seule originalité étant de les mettre à la sauce spinoziste.

Je partage absolument l'opinion de l'auteur d'un compte rendu (dont je n'ai pas saisi le nom) mais qui semble proche d'Alternative libertaire :

« Si les désaccords ne manquaient déjà pas, là où on ne suit plus du tout l'auteur, c'est dans sa volonté de "dégriser" les libertaires. Outre la condescendance face à cette pensée vue par beaucoup comme une éternelle adolescente, il aurait fallu qu'il se documente un peu (beaucoup) plus solidement pour dégriser ces militants anarchistes » [37]. »

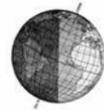
Imperium me fait penser aux textes hermétiques de la gauche hégélienne, rédigés en langage codé, dont les destinataires n'étaient en fait que les autres membres de la gauche hégélienne. L'unique et sa propriété de Stirner est illustratif de mon propos. Ce livre avait d'ailleurs passé la censure parce que les fonctionnaires prussiens chargés de la besogne n'y avaient rien compris. Rappelons que la Gauche hégélienne avait quand même produit Bakounine et Marx... D'une certaine manière, certains auteurs contemporains contribuent eux mêmes à se censurer en se rendant difficilement compréhensibles de la masse des lecteurs. On a l'impression que Lordon cherche moins à s'adresser à la "multitude" en quête d'émancipation qu'aux pouvoirs en place, renouant avec ces lignées interminables de philosophes qui, depuis Platon, ont voulu éclairer, conseiller les princes.

Lordon n'est pas le paradigme contemporain de la pensée critique, il est le symptôme de la dégénérescence de la pensée critique.

PAR RENÉ BERTHIER.

Dernier ouvrage paru : "Affinités non électives, À propos du livre d'Olivier Besancenot et Michaël Löwy", coédition Éditions libertaires & Éditions du Monde Libertaire, septembre 2015.

[37] <https://auprochainchapitre.wordpress.com/2015/10/13/degrisons-frederic-lordon-critique-dimperium/>



Tunisie

Révolte de la jeunesse marginalisée

Depuis le 17 janvier 2016, des explosions de colère secouent une partie de la jeunesse tunisienne. Elles se traduisent notamment par des manifestations, des sit-in devant ou à l'intérieur de bâtiments de l'État, des barrages routiers à l'aide de pneus enflammés, quelques pillages et même la mort d'un policier.

LES RAISONS DE LA COLÈRE

Tout a commencé à Kasserine, une ville déshéritée de l'intérieur du pays où un jeune chômeur est mort électrocuté le 16 janvier. Il était monté sur un poteau électrique pour protester contre son retrait arbitraire d'une liste d'embauches dans la fonction publique. Dès le lendemain, des affrontements avec la police ont eu lieu sur place. Ce mouvement s'est ensuite étendu dans une série de localités et certains quartiers de grandes villes. Le 22, le couvre-feu entre 20h et 5h a été décrété sur l'ensemble du pays.

Les causes de ces mouvements ne sont pas nouvelles. Depuis des années des milliers de jeunes, souvent titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, réclament un emploi. C'était déjà le cas lors du soulèvement du bassin minier de Gafsa en 2008, puis de l'immolation de Mohamed Bouazizi le 17 décembre 2010 qui a été le signal du début de la révolution.

Mais cinq ans plus tard, la situation de l'emploi n'a pas changée, elle s'est même détériorée. Le nombre de suicides est en augmentation parmi les jeunes, et des explosions locales de colère ont périodiquement lieu. Cela a par exemple été le cas en 2015 dans le sud du pays ainsi que dans la région de Gafsa où des jeunes chômeurs ont paralysé plusieurs mois le bassin minier.

Une des raisons pour lesquelles la tragédie de Kasserine a été le point de départ d'une vague nationale de mobilisations, est l'aggravation de la crise globale que traverse la Tunisie.

Accentuant la politique néo-libérale en vigueur du temps de Ben Ali, le pouvoir est incapable d'apporter la moindre solution aux jeunes réclamant un emploi.

Simultanément Nidaa Tounès, le parti arrivé en tête aux élections d'octobre 2015 a explosé. Un de ses députés a comparé les clans rivaux à "une dispute entre coqs pour une poulette".

Résultat, Ennahdha est redevenu le premier parti représenté à l'Assemblée. Avec un ministre de la Justice et un ministre de l'Intérieur réputés proches d'Ennahdha, les dossiers des exactions commises lorsque ce parti dirigeait le gouvernement en 2012-2013 ne sont pas près d'avancer.

L'ABSENCE D'ALTERNATIVE CRÉDIBLE

La création rapide de milliers d'emplois durables serait pourtant possible. Pour financer une telle mesure, le Front populaire propose

par exemple un impôt exceptionnel sur les grandes fortunes, ainsi qu'un moratoire de trois ans sur le remboursement de la dette, qui représente 18 % du budget et la principale dépense de l'État.

Mais le Front populaire, qui rassemble l'essentiel des organisations de gauche, ne dispose que de 7 % des sièges au Parlement. Il peine également à se structurer et à définir une stratégie globale à la hauteur des enjeux.

Plusieurs associations, dont la Ligue tunisienne de défense des droits de l'Homme (LTDH) ont appelé « à l'adoption d'un modèle économique dont l'objectif est la réduction des disparités régionales et des inégalités sociales », en disant leur « déception » face à l'inaction des différents gouvernements.

En ce qui la concerne, l'UGTT (Union Générale Tunisienne du Travail) a appelé le gouvernement à trouver des solutions "urgentes et efficaces" pour résoudre rapidement les problèmes du chômage et du développement dans les régions défavorisées. Elle a réitéré les projets alternatifs, qu'elle avait déjà proposés aux gouvernements précédents.

UNE SOLIDARITÉ HÉSITANTE

Même si la grande majorité de la population reconnaît la légitimité des revendications des chômeurs, beaucoup sont choqués par les violences commises ces derniers jours. Ils craignent que des djihadistes se mêlent aux manifestants afin de développer le chaos. Suite au traumatisme causé par les exactions de Daech en Tunisie, la crainte existe que les tâches supplémentaires confiées à la police et l'armée se fasse au détriment de leurs autres tâches : la lutte contre les réseaux et maquis islamistes ainsi que le trafic d'armes en provenance notamment de Libye.

En ce qui les concerne, les organisations de jeunes ont du mal à mobiliser. Les rassemblements et

manifestations de solidarité organisés dans les grandes villes par l'Union des diplômés-chômeurs (UDC) et l'Union générale des étudiants de Tunisie (UGET) n'ont jamais rassemblé à ce jour plus de 300 participants.

LES DIFFICULTÉS D'UNE JONCTION

AVEC LE MOUVEMENT OUVRIER ORGANISÉ

Comme souvent en Tunisie, la possibilité d'un réel mouvement de solidarité va largement dépendre du positionnement du mouvement syndical. Mais de ce côté-là, rien n'est en ce moment très simple. Sous l'impulsion de la gauche de l'UGTT, le mouvement syndical sort en effet d'une année de mobilisations intenses.

Celles-ci ont permis au premier semestre une victoire historique dans l'enseignement secondaire, et des avancées appréciables dans le reste du secteur public ainsi que dans certaines entreprises privées.

La vague de grèves générales régionales dans le secteur privé au second semestre a par contre été brutalement interrompue le 25 novembre après l'attentat de Daech à Tunis.

Après des mois de tensions, le risque existe aujourd'hui que les syndicalistes les plus combats relâchent la pression. Cela accentue au sein de l'UGTT le danger d'un retour de balancier vers la routine et la recherche de consensus avec les adversaires des intérêts des salariés et des chômeurs.

Un compromis à minima avec le patronat a par exemple été trouvé en catastrophe le 19 janvier au sujet des augmentations salariales dans le secteur privé.

Du coup, la reprise des grèves générales régionales dans le privé a été annulée, dont celle prévue le 21 janvier dans la région de Tunis.

PAR ALAIN BARON.



Bassin méditerranéen & Moyen-Orient

SAMI SOUHILI : LA NÉCESSITÉ D'UNE MOBILISATION CITOYENNE FACE À L'OFFENSIVE DU CAPITAL FINANCIER

PROPOS RECCUEILLIS PAR ALAIN BARON

Médecin-urgentiste à l'hôpital de Menzel Bourguiba (gouvernorat de Bizerte) depuis 1992, (après l'avoir été à Nabeul entre 1989 et 1991), Sami Souhili est secrétaire général du syndicat UGTT des médecins, pharmaciens et dentistes de la Santé publique. Il est membre à ce titre de la Commission administrative de l'UGTT, l'instance nationale où sont prises les principales décisions entre deux congrès. Avec son syndicat, Sami a pris une part active aux débats sur la Santé organisés lors des Forum sociaux mondiaux de Tunis en 2013 et 2015, aux côtés de plusieurs associations et syndicats dont Sud Santé-Sociaux.

LE DIKTAT DU CAPITAL FINANCIER

Tout ce qui se passe dans notre région dépend étroitement des choix du capital financier et de sa volonté d'y imposer sa domination. C'est vrai en Tunisie, mais également en Libye, en Syrie, au Yémen etc. Il ne s'agit pas de grandes idées abstraites, comme tout le monde le sait.

Les guerres actuelles sont également liées aux besoins du capital financier qui n'arrive pas à faire suffisamment de bénéfices par les voies classiques. Vendre des armes reste la seule alternative générant de gros profits : il a investi dans ce secteur et il veut récupérer le maximum d'argent. Les Russes s'y mettent maintenant et essayent de prouver que leurs avions sont meilleurs que ceux des américains. Ils veulent leur part du marché.

La Tunisie dépend donc beaucoup de ce qui se passe dans le reste du monde, elle n'est qu'un des éléments de la chaîne. Le capital financier n'est en effet pas tunisien, mais international. Et celui-ci ne va pas attendre que la bourgeoisie vassale, locale, qui est en train d'accumuler de l'argent, ait la capacité de peser. Celle-ci est vouée à fonctionner dans le cadre du projet du capital financier international. Celui-ci fait aujourd'hui plus de profit dans les activités financières que dans la production, et il accumule des fortunes.

Actuellement la Tunisie est sous le diktat du FMI et de la Banque mondiale : le pouvoir ne veut pas utiliser l'argent qu'il détient pour développer l'action publique.

L'État ne manque d'argent que parce qu'il en a décidé ainsi. Il pourrait en effet disposer de da-

vantage de ressources : l'UGTT (Union Générale Tunisienne du Travail) avait en effet présenté un projet concernant la fiscalité, ainsi qu'une liste de contribuables sur lesquels, selon l'ancienne loi, l'État aurait dû prélever des milliards. Mais le pouvoir ne l'a pas fait. Il s'agit là d'un choix.

Simultanément, l'État s'endette pour appliquer la restructuration voulue par le capital financier, et 30 % de cet argent va aller au développement de l'économie numérique.

LES MENACES CONTENUES DANS LE PLAN QUINQUENNAL

Le plan quinquennal expose clairement ce que prévoient de faire les gens actuellement au pouvoir en Tunisie. Malheureusement beaucoup ne connaissent pas ce plan, y compris au sein de l'UGTT.

Il ne s'agit pas de la répétition des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) lancés à partir de la fin des années 1980.

Aujourd'hui, le capital financier est dans une restructuration globale de l'économie mondiale. Celle-ci vise à remplacer au maximum la main d'œuvre stable par des salariés précaires ne disposant donc pas de la même sécurité qu'auparavant. En termes français remplacer des CDI par des CDD.

En ce domaine, la situation de la Tunisie n'est pas différente de celle des autres pays, même si elle est pire en termes de chômage et d'appauvrissement.

Cette politique passe dans l'industrie par la digitalisation, la robotisation et la mécanisation. Mais cela concerne également les services. Et comme on le sait, les services se sont beaucoup développés depuis un certain temps en Tunisie.

Dans ce cadre, 30 % des investissements en Tunisie vont se faire dans les activités numériques, et c'est principalement à cela que va servir l'argent des prêts accordés par le capital financier international, en plus de rembourser la dette.

UNE VOLONTÉ AFFICHÉE DE LIBÉRALISATION ET DE PRIVATISATION



L'autre caractéristique essentielle de la situation actuelle est la libéralisation et la privatisation de tous les secteurs d'activité : santé, enseignement, transports, culture, tout doit être marchandisé, tout doit permettre aux financiers de pouvoir mettre la main sur ces activités. Le scénario utilisé est tellement évident, que nous le voyons tous très clairement.

Le secteur privé représente aujourd'hui 66 % de l'économie tunisienne. Ses dirigeants disposent de beaucoup d'argent, ils construisent des immeubles, achètent des maisons et des voitures, etc. L'État, par contre, n'a pas de ressources : il ne peut pas faire de routes, il ne peut pas investir. En 2013, le déficit du budget de l'État avait atteint 6,5 % du PIB, et depuis, il ne cesse d'augmenter.

Mais on a l'impression que le pouvoir ne se soucie pas trop de cela. Il laisse prospérer l'économie informelle, et une nouvelle mafia financière se développe aujourd'hui. Elle gagne en puissance et est en train de coordonner ses efforts et ses projets non seulement avec le FMI, mais également avec les mafias financières occidentales qui veulent rapidement mettre la main sur l'essentiel de l'économie tunisienne, ou au moins disposer d'enclaves lui permettant d'accéder à des marchés beaucoup plus importants. Dans ce cadre, le pouvoir prévoit de légiférer pour faciliter l'accès des multinationales aux multiples domaines de l'économie digitale, de les favoriser comme c'était déjà le cas lors du tournant vers la libéralisation à la fin des années 70.

L'accord de libre-échange "complet et approfondi" en cours d'adoption (ALECA) prévoit de permettre au capital international d'investir également dans l'agriculture.

Afin d'accroître leurs profits, les multinationales de l'agro-industrie voudraient développer des monocultures répondant aux besoins du marché mondial. La Tunisie se spécialiserait alors dans un nombre limité de cultures agricoles, sans aucune maîtrise du choix de celles-ci. Elle n'aurait plus un minimum d'autonomie sur le plan agricole, ce qui serait une atteinte à sa souveraineté.

Mais la Tunisie a besoin de continuer à avoir une production diversifiée fournissant à la fois du blé, des légumes, de la viande, etc. L'ALECA menace cette diversité nécessaire à la satisfaction des besoins de la population à des prix correspondant, un tant soit peu, au pouvoir d'achat des citoyens.

Et récemment, le FMI a bien fait comprendre au gouvernement tunisien que s'il voulait avoir une aide financière, il lui faudrait arrêter de fournir aux paysans l'assistance technique gratuite leur permettant de rester compétitifs.

Déjà, les petits paysans sont en train de s'appauvrir, et si l'ALECA est mise en œuvre ils vont devoir vendre leurs terres.

Le plan quinquennal explique l'absence de croissance économique par l'existence de multiples entraves au développement du secteur privé. Il énumère des problèmes fonciers, administratifs, bureaucratiques, ainsi que des privilèges dont bénéficieraient des individus liés à des personnes ayant des positions de pouvoir.

Pour faciliter l'essor du secteur privé, l'État devrait notamment :
- se limiter à percevoir des impôts dans le cadre de la loi de finances,
- maintenir une fiscalité favorable aux plus fortunés car sinon ils

n'investiront pas, et que si ils n'investissent pas, le pays ne pourrait pas se développer,
- alléger la réglementation concernant le foncier.

Dans le plan quinquennal, un point est particulièrement mis en avant : il faudrait que la Tunisie rembourse sa dette alors que son taux d'endettement est passé de 6,8 % à 50 % du PNB.

Il est expliqué que ce qui fait la valeur de la Tunisie est qu'elle avait toujours remboursé sa dette, et que c'était la raison pour laquelle elle a pu emprunter sur les marchés internationaux. Il est ajouté que la Tunisie était le premier pays africain à avoir fait cela.

Dans la Santé, l'Enseignement, l'Agriculture ou l'Industrie, les détenteurs de capitaux et leurs porte-parole expliquent que le secteur public est incapable de se développer et d'améliorer la qualité des biens et services fournis. Pour eux, la solution serait le Partenariat Public-Privé (PPP).

Le PPP, c'est évidemment un processus de privatisation. Dans tous les pays du monde où le PPP a été mis en place, le public s'est mis dans les pas du privé. Il est entré dans la vision du privé c'est-à-dire la rentabilisation.

Pour moi, et dans l'intérêt de la majorité de la population démunie, la Santé ou l'Enseignement ne doivent absolument pas être soumis à ce genre de raisonnement.

Au contraire, on doit améliorer le secteur public, et les sources de financement existent.

L'EXEMPLE DU SYSTÈME DE SANTÉ

Dans le secteur de la Santé, il y a eu ces dernières années une progression vers la privatisation et la marchandisation des prestations. Le secteur public n'a pas été vendu, mais il dispose de moins en moins de moyens. Le secteur privé, par contre, est en pleine expansion.

La Santé publique repose sur la première ligne de soin constituée par les dispensaires. Plus de 70 à 80 % d'entre eux permettent d'assurer des soins de proximité : les gens ne vont pas faire 20 à 30 kilomètres pour être soignés ! Mais au lieu de développer les dispensaires, les pouvoirs publics les ont laissés tomber.

La raison en est que les « décideurs » pensent possible de les remplacer, au moins en partie, par des cabinets privés dans la mesure où tout le monde va maintenant être couvert par la Caisse nationale d'assurance-maladie.

Et comme cela va coûter plus cher aux patients, les assurances complémentaires sont en train de se préparer, comme cela se passe en France. Un

processus de privatisation est donc en marche.

Personne n'est content d'aller dans les hôpitaux publics. Bien sûr, le personnel en place est qualifié, mais il manque des médecins, des infirmiers, du matériel, les locaux sont vétustes et en mauvais état, etc. Les hôpitaux locaux et régionaux sont délaissés au profit d'une troisième ligne de soin composée de quelques CHU.

Des gens sont contents parce qu'est annoncée la création de nouvelles facultés de médecine et de nouvelles universités, etc. Mais en fait, cela va dégarnir complètement tout ce qui est soin de proximité, tout ce qui est prévention et prise en charge des maladies. Et cela va permettre au privé de prendre la place.

Pour une même prestation, le coût de revient dans le privé est supérieur de 60 % à celui du secteur public. De leur côté, les promoteurs de la privatisation mettent en avant la qualité de l'hôtellerie et de l'accueil.

Très peu de jeunes aujourd'hui veulent être médecins généralistes, ils veulent tous être spécialistes. De leur côté, les décideurs ont fait du populisme en suivant les usagers qui disent : « je veux un spécialiste ».

Résultat, il y a 65 % de médecins spécialistes en Tunisie et seulement 35 % de généralistes, alors que cela devrait être l'inverse.

De plus, parmi les spécialistes du secteur public, 70 % sont des médecins universitaires. Dans le grand Tunis qui compte 3,1 millions d'habitants, il y a plus de médecins universitaires qu'en Île-de-France qui compte 12 millions d'habitants. Il s'agit là d'un choix en faveur de ce qui est appelé « la médecine hospitalière ».

Et maintenant, les autorités sont en train de dire qu'il faut créer des facultés partout. Cela pourrait être bien, mais en fait c'est pour jeter de la poudre aux yeux, parce que les facultés s'occupent de formation et pas de procurer des soins. De plus, les facultés forment des médecins qui travaillent ensuite dans le privé.

Pour accomplir le même acte, les médecins de la santé publique gagnent entre 20 et 50 fois moins que s'ils travaillaient dans le privé. Ceux qui restent dans le secteur public sont considérés comme des fous car il s'agit de deux statuts sociaux complètement différents.

Pour combler un peu la différence de rémunération des spécialistes, le pouvoir a commencé par mettre en place l'APC (Activité Privée Complémentaire) pour les CHU ou l'APR (Activité Privée) au niveau Régional. En fait, c'était une première forme de Partenariat Public-Privé. Ce système est

très mauvais pour la santé publique et il facilite le passage de médecins vers le secteur privé. Il occasionne un surcoût des soins pour les malades et la santé publique.

Le résultat de cette politique a été la multiplication par 20 du poids du secteur public, puis par 30 en une dizaine d'années. Et la part de l'État dans le total des dépenses de santé est passé de plus de 50 % à environ 14 % actuellement.

Tout cela n'a pas lieu par hasard, c'est une vision, c'est une politique, ce sont des choix. Et le résultat, c'est l'état dans lequel se trouve le secteur de la santé actuellement.

CRÉER DES COMITÉS CITOYENS

Comme je l'ai dit précédemment, nous sommes actuellement face à une restructuration globale de l'économie, il ne s'agit pas d'une simple continuation de ce que faisait Ben Ali.

Ben Ali, c'était la fin des Plans d'Ajustement Structurel (PAS). Là, c'est autre chose, c'est une restructuration globale. Le capital financier est en train de changer complètement l'économie mondiale. Il veut précariser massivement le prolétariat par l'intermédiaire de l'informatisation de l'industrie et des services. Il est donc urgent de résister tout de suite.

Je suis pour que l'UGTT demande des comptes au gouvernement au sujet du plan quinquennal et l'ouverture d'une discussion sur ce plan.

Mais le problème est que ce plan devra ensuite faire l'objet d'un vote au Parlement. Et celui-ci est très majoritairement partisan de l'orientation néo-libérale. C'est donc très compliqué.

Ceux qui siègent au Parlement expliquent que ce sont les citoyen-ne-s qui les ont élus. Et le système politique fait que lorsqu'on élit quelqu'un, il faut ensuite attendre cinq ans pour lui demander des comptes lors des élections suivantes ! Résultat, les élu-e-s peuvent faire n'importe quoi pendant ce temps là.

Le second problème est que les partis politiques en Tunisie n'ont pas de projet politique clair et structuré.

Il faut donc trouver le moyen de développer une mobilisation citoyenne pour s'opposer à la politique mise en œuvre. C'est la proposition que j'ai faite au sein de l'UGTT.

L'UGTT a bien entendu pour tâche première de défendre les revendications immédiates des salariés, mais elle ne peut pas se limiter à cela. Appartenant à la société civile, l'UGTT a la possibilité de se coordonner avec les autres composantes

de celle-ci. Elle peut simultanément s'adresser à des citoyens lambda qui voient leur situation se détériorer, et les faire participer à des mobilisations.

J'ai donc personnellement proposé au sein de la commission administrative de l'UGTT de créer des structures qui dépassent l'UGTT.

Cette centrale syndicale, bien sûr, est la plus grande organisation de Tunisie. Elle a de grandes traditions. Elle joue un rôle central dans le pays également parce c'est une organisation de masse comptant environ 900 000 membres.

L'UGTT a des structures permettant de coordonner des mobilisations. Mais elle n'a pas la capacité, à elle seule, de mener des actions permettant d'empêcher la privatisation du système de Santé. Et c'est la raison pour laquelle je suis pour créer des comités citoyens de défense de telle ou telle structure de soin, de tel ou tel hôpital, ainsi que du système de Santé publique en tant que tel. Et c'est pareil pour l'Enseignement et les autres secteurs.

Ces comités seraient composés de syndicalistes, de membres d'associations et de partis politiques, ainsi que de simples citoyen.ne.s voulant se battre sur un sujet donné.

Dans ce type de cadre, ce n'est pas la seule UGTT qui va décider de faire ceci ou cela. Elle doit, à mon sens, aider à constituer ces structures citoyennes visant à défendre les acquis ainsi qu'à demander des comptes aux décideurs.

Chaque organisation ou individu fera ce qu'il voudra, et décidera d'appartenir ou pas à ces structures.

Je suis persuadé que les partis politiques y participeront, mais cela doit être au même titre que les autres composantes. Il n'est pas question qu'ils cherchent à imposer leur point de vue particulier. À mon avis, il ne faut pas attendre que tout le monde soit d'accord pour commencer ce genre d'action, parce que cela va très vite.

L'idée est d'agir au quotidien avec les citoyen-ne-s qui veulent se battre. Partout, on trouve des gens qui veulent lutter. Des formes de regroupements de ce type existent déjà partout, même s'ils ne sont pas formalisés en comités comme par exemple à Sidi Bouzid, Gafsa, Kasserine, etc. Mon but n'est pas d'appuyer sur un bouton et faire bouger les gens : il s'agit de participer à un mouvement social réel qui existe déjà de façon permanente, et contribuer à le développer.

Les comités citoyens que je propose n'ont bien sûr rien à voir avec les Comités de défense de la révo-

lution ayant vu le jour en 2011, et qui ont été par la suite manipulés par Ennahdha afin de faire du grabuge pour parvenir au pouvoir. Les comités que je propose sont en effet tournés contre la politique du capital financier. Ennahdha et d'autres partis de droite se situent dans le cadre de celle-ci, et n'ont donc aucun intérêt à en faire partie. La sélection des participants à ces comités se fera d'elle-même, du fait du type d'objectif poursuivi.

Cette démarche est handicapée par l'absence de vision claire, intelligible et compréhensible par les gens qui ont réellement intérêt au changement.

Mais on ne va pas attendre pour agir d'avoir discuté pendant des heures ou des années dans l'espoir de disposer ensuite d'un éventuel projet très savant, très intelligent et très révolutionnaire, mais sans impact sur le réel. Tout cela ne m'intéresse pas. Je veux simplement que l'on puisse expliquer ce à quoi nous devons faire face, et définir collectivement comment nous pouvons agir.

Les gens en ont marre des discours savants, des discours politiques n'ayant pas le moindre impact.

Il faut certes leur parler de l'impérialisme, du capital financier, du FMI et de la Banque mondiale, etc. Mais il est encore plus nécessaire de leur proposer de s'organiser avec eux pour améliorer l'état de l'hôpital de tel ou tel endroit, pour empêcher la vente de biens appartenant au peuple tunisien.

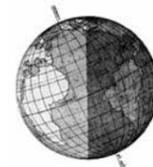
Pour cela, face au développement du privé, il faut commencer par dire que la Santé publique coûte moins cher, et qu'elle permet d'avoir des soins de proximité.

Et c'est la même chose dans l'Enseignement avec le développement des cours particuliers qui poussent les élèves vers le privé. Des parents se disent en effet : « je vais mettre de l'argent une bonne fois pour toutes dans le privé pour que mon enfant s'en sorte ». Et pendant ce temps là, on est en train de brader tout le secteur public. Il faut résister tout de suite. Certes, en ce qui me concerne, j'ai besoin de rêver, mais j'ai aussi besoin d'un impact sur le réel. En fait, j'ai besoin des deus.

Il y a quelque chose qui manque pour le moment. Et ce n'est pas un hasard si les gens qui tiennent un discours comme le nôtre ne sont pas les plus proches des populations les plus pauvres. Des conservateurs faisant de la charité sont beaucoup plus présents que nous dans les quartiers populaires et les milieux ouvriers, et ils sont en train de s'y développer. Il serait donc temps de bouger autrement et de développer un projet beaucoup plus clair.

Ce dont les gens ont besoin, c'est de l'action, d'être présents sur le terrain et de prendre leurs destinées en mains.

PROPOS RECCUEILLIS PAR ALAIN BARON





archibald aki

TRACES & TRAITS

CICATRIQUES



je suis un **grAnd gArçon**

J'ai défait mon enfance, limé les dents des souvenirs qui grignotent les yeux, c'est bien fini, tout ça, je gagne mon argent, j'ai un machin plein de gadgets qui me servent à téléphoner, te voir, t'aimer, te baiser, te statistiquer, t'entendre et si le président a bon teint ou pas bon, te crucifier, te brûler, te voiler, t'abrutir, te sourire, t'enculer, te guider dans la nuit, te mener dans la carte, te faire pleurer, t'agenouiller, savoir si, demain, il fera beau ou pourri, te commander tout ce que tu aimes, du prada, du pizza, du nada, du voyage à je ne sais pas où tu veux aller, mon amour,

Je suis un grand garçon et je vais où tu veux avec tes yeux, des planètes j'en ai plein, je t'en offre à l'appel, et si tu veux mourir, c'est tout aussi facile, et jouir, un peu moins mais j'essaierai quand même, je suis un grand garçon, celui qui dit « je t'aime » ou alors qui dit rien, qui n'en pense pas moins, et qui te hais aussi parce que t'es belle et que ta chatte ressemble un peu au souvenir d'une autre chatte qui ressemblera à une autre que je n'ai pas connu, je suis libre,

Je suis un grand garçon, je mange des bouches et j'embouche des peaux et, lorsque je n'arrive pas à dormir, je vois dans la télé, mon potentiel de réflexion et ça me fait pleurer, parce que je mérite mieux que ce monde-là, qui est beau et que t'aime, ce monde-là qui est le gros silence d'un bébé qui s'est endormi sous le mobile de petits trucs qui ne ressemblent à rien mais dont le mouvement est celui de nos pupilles abruties qui se regardent dans le blanc des yeux en se disant des mots d'amours,

Je suis un grand garçon, j'attends que le feu soit rouge pour traverser, je regarde ton corps nu et je me convaincs que tu es éternelle comme le sentiment, je regarde la photo de l'enfant que nous aurons et je vois qu'il sera forcément plus adapté et débile que nous mais je ne nous le dis pas, je dis simplement que s'il tombe de tes bras, nous demanderons à quelqu'un de ramasser les morceaux et de le livrer à cet artiste très côté qui fait de l'art avec de la récup', nous n'achèterons pas l'œuvre mais nous voudrions volontiers que nos noms apparaissent dans son titre,

Je suis un grand garçon, j'ai mis un billet dans une poche différente pour qu'il puisse me servir quand ceux de la poche habituelle ne suffiront pas. Dans dix jours, si la chance brille autant que cette saloperie d'enseigne lumineuse ne clignote en bas de chez moi, pile poil sous ma fenêtre, j'y en mettrai un deuxième. Puis trois et dix et quatorze et soixante-sept et je ne m'arrêterai pas,

Je suis un grand garçon et lors, plutôt que les moutons, chaque soir, je compterais ces petits biftons chanceux de n'être pas de ceux dont je me débarrasse contre trois cibiches, un café, une amstel, des épinards ou du yotox,

Je suis un grand garçon, j'ai reçu une belle carte avec une Marianne dessinée sur un fond tricolore, je me la suis mise dans la poche intérieure de ma veste bien griffée, je ne rate plus les dates des isoïors, je ne me moque plus des chaussures de mes voisins, je mets toujours le billet le plus vert dans la cuvette, nature rien à voir, je regarde ma montre dont la matière me provoque des allergies tout en les dissimulant, je sors et je m'excuse mille fois de ma langue qui fourche quand je dis « au suivant » en pensant « au revoir », je prends alors ma voiture, je roule vite et lorsque les gendarmes m'arrêtent, je baisse la tête, je me fais petit garçon, j'accepte l'amende avec plaisir s'ils ne veulent pas des promotions de ma boutique, je rentre et j'appelle mon beau-frère qui travaille au commissariat central, je le laisse m'engueuler un peu le temps que ses couilles enflent et je le remercie d'agir en ma faveur. Après tout ça, je vais culbuter ma femme sur la table de la cuisine et si elle me demande pourquoi je l'ai appelé Marianne à la fin des préliminaires, je la transperce avec un couteau à viande, je demande à quelqu'un de ramasser les morceaux et de les livrer au boucher afin qu'il les déduise de mon ardoise, ma femme est tendre,

Je suis un grand garçon, j'ai une vision plutôt lucide du monde, j'attends donc de gagner au loto, "qu'il soit trop tard", ma retraite, le déluge, quarante vierges, le dégel, la nuit, je souris aux agriculteurs qui font des légumes qui ne pourrissent pas, je renouvelle régulièrement mon dentier pour mettre l'ancien sous mon oreiller, je ne perds pas de temps, nulle part, sauf au stade, un hobby, je me cache avec mon fusil à air comprimé et je ne tire que dans les jambes, ça m'apaise, c'était ça ou le yoga, la comptable de ma boutique de fauteuils roulants a tranché, les footballeurs arrivent deuxièmes entre les mutilés de guerre et les étudiants aux beaux-arts qui ne veulent pas faire la queue devant les musées,

Je suis un grand garçon, il n'y a rien que je ne place plus haut que le nombril des autres

Je suis un grand garçon et parfois, je le leur suce, alors il y a deux réactions possibles : ça les énerve et je me flatte de connaître leur point faible, ça les excite et je les range alors dans la poche de ma veste bien griffée, aux côtés de Marianne, endormie ou morte étouffée, et de l'alliance de ma femme que le boucher m'a gracieusement ramenée, en m'avouant qu'elle ne valait rien, je l'avais pourtant payé un bras, la bague, pas ma femme

je suis un grand garçon, je suis un grand garçon, je suis un grand garçon, je suis un grand garçon



LE FOND DU PALAIS

il a grandi avec des papillons sur le sommet du crâne
il ne se souvient pas les chenilles
et la chance de ne jamais manquer d'un rien
peut-être seulement d'un frère quand la mémoire est douloureuse
il a toujours mangé les femmes prêtes et proscrites, avec un faible pour,
il a toujours eu le rire sur la langue même si des fois il coinçait au fond du palais
il a léché des pompes parfois, jusqu'au bubble-gum qu'il avalait comme un cacheton, sans le mâcher, fait des courbettes comme il convient, n'a eu de montre qu'à son neuvième anniversaire,
on la lui a volée, depuis, rien ne lui vole son temps, et merde, cataracte
il fait plein de trucs pour avoir une pièce dans sa poche et avec cette pièce, il offrira des bijoux à
celle qu'il ne connaîtra plus demain car demain est toujours triste, sauf pour le reste
il a vu Dieu dans un téléfilm bidon, un jour, sur une chaîne privée, il était brune et se faisait
sodomiser successivement par trois gars pas très beaux, tatoués du torse, sur une musique
synthétique, il n'a pas eu de peine pour lui car il semblait heureuse, on lui avait posé des pinces à
linge sur les tétons et il jouissait comme une fontaine, on y croirait pour moins que ça, notre
énergumène a hésité mais quand Dieu s'est rhabillée, sourtante, couvrant son cul rougi par les
fessées, il s'est dit que ça ne valait pas la peine et que la Divinité est une affaire de circonstances,
plus tard, il a trouvé une lampe merveilleuse sur une plage de la mer du nord, il a desserré les
doigts de l'enfant qui s'y cramponnait,
en voulant voir l'inscription gravée, il l'a frottée contre sa poitrine duvetement velue, et son cœur,
dans le frottois, est sorti de sa poitrine,
il a le cœur en dehors désormais, suspendu, mais ça ne le dérange pas: il a tiré un très bon prix de
cette lampe en vantant ses effets, ça n'a hélas jamais fonctionné pour quiconque après, il n'avait
pas mentionné de service après-vente,
il a fait coudre un chapeau sur toutes ses chemises à seule fin de ne pas effrayer les gens avec
cette protubérance: c'était plus viril que le soutien-gorge,
il a eu sa période d'hypocondrie, il a d'abord cru qu'il était un farfouier, puis dans l'ordre
chronologique: une revanche, des symptômes d'avalanche, un lion généralisé, une coupure
d'électricité, mais il va mieux et il a fait un nœud dans son mouchoir pour s'en souvenir
demain, il ira sur sa vieille barque en bois et il voguera sur les veines en pêchant des caillots,
ce qu'il croit, il dit ça toujours mais il ne part jamais, il a le mal du sang,
une jolie demoiselle lui a demandé pourquoi tu ne me gifles pas alors il l'a giflée et ils se sont
aimés deux ou trois siècles, mais la mayonnaise n'a pas pris, il l'a plaquée contre un mur, lui a retiré
sa petite culotte d'une main tandis que, de l'autre, il lui a serré le cou un siècle encore avant de s'en
aller, en reniflant son trophée, la demoiselle est tombée sur le cul, glissant le long d'un graffiti,
a repris son souffle, son courage à deux mains et ses esprits puis est entrée dans une boutique
acheter une chemise de nuit à cinquante-neuf euros
lui, a continué son chemin, il fredonnait une berceuse que son père lui chantait et il ne se
souvenait, des paroles, que de "si tu veux être heureux, nom de Dieu" - mais il cherchait au fond de
lui
des tirs et des explosions l'ont fait saisir
ça ne l'a pas concerné, il avait juste envie de ramener du fond de son palais, un énième éclat de
rire qui s'y était bloqué mais dans sa langouevre maladroite, il l'a ravalé, a dit putain ! et a pensé à
ces voitures, démarrées en marche-arrière quand le ravin est derrière elle
il ne dira je t'aime qu'une seule fois, juste avant de mourir, à l'enfant qu'il n'aura jamais eu mais
qu'il confondit avec un autre





CINEMA

DU CINEMA DOCUMENTAIRE ... subjectivité et objectivité

Qu'il y ait un regain du cinéma documentaire de création sur grand écran, cela se confirme, et c'est tant mieux ! Une grande partie de la production documentaire s'intéresse au terrain social et, bien que toute vision soit subjective, la parole est donnée à des témoins, des intervenant.es qui ne l'ont généralement jamais, sinon filtrée par les codes de la diffusion. Au champ de création documentaire, s'ajoute une création à mi-chemin entre réalité et fiction : le docu-fiction, qui assume ouvertement sa vision subjective d'un événement, d'une situation, de personnages, de l'histoire...

Si le cinéma documentaire est très "cadré" par les formats TV (52 mn) pour sa diffusion à un large public, les documentaristes aspirent de plus en plus à se libérer des carcans du petit écran et de l'étiquette "news" qui limite la création. Le résultat est probant, il n'est pour s'en convaincre que de citer quelques-uns des films documentaires qui, depuis la rentrée 2015 et jusqu'à aujourd'hui, offrent une palette impressionnante des sujets et des domaines cinématographiques :

LA FÊTE EST FINIE ^[1]

de Nicolas Burlaud qui aurait pu s'intituler *Main basse sur la ville*, enquête fouillée et brûlot contre la gentification de Marseille ;

QUI A TUÉ ALI ZIRI ?

de Luc Decaster ^[2] témoigne, à travers la lutte du collectif de quartier — *Vérité et Justice pour Ali Ziri* —, d'une réalité accablante pour la police et la justice ;

C'EST QUOI CE TRAVAIL ?

de Luc Joulé et Sébastien Jousse, question-

nement sur le travail, sa représentation et les "lignes de fuite" des ouvrier.es pour préserver une part d'expression personnelle. Tourné en collaboration avec le compositeur Nicolas Frize, *C'est quoi ce travail ?* s'imprègne de la parole ouvrière, des "paysages sonores" dans les ateliers pour pénétrer le réel d'une usine et des rapports qui s'y construisent.

ALLENDE, MON GRAND-PÈRE

Marcia Tambutti Allende brise le silence familial pour retrouver la mémoire d'un passé à la fois intime et historique.

ARGENTINA (ZONDA)

de Carlos Saura est indéfinissable et magique par sa réalisation, c'est un « prisme d'images et de sons d'où émane une mosaïque conceptuelle et affective d'un art venu de la terre, transmis par les hommes et les femmes vivant sur ce sol étendu et pluriel » ^[3] de l'Argentine. Peut-on qualifier de documentaire *Zonda*, vent chaud qui traverse le pays et titre initial choisi par Saura pour une expérience visuelle et sensorielle éblouissante ?

^[3] Carlos Saura

^[1] NDLR : voir à ce sujet l'article de Patrick Schindler dans notre précédent Hors-Série (n°63, Démocratie lacrymogène)

^[2] Zeugma DVD – 91 mn – 2015



Mot clé de la création documentaire, la diversité, et c'est d'autant plus remarquable que les formes alternatives de cinéma — documentaire ou fiction —, ne sont guère encouragées par un CNC plus enclin à favoriser des projets susceptibles de "rapporter" que l'originalité d'un cinéma d'auteur. Pourtant, dans la mouvance de 1968, plusieurs maisons de production indépendantes furent fondées — *la Lanterne*, *Iskra*, *le Grain de sable...* —, pour défendre des cinéastes qui avaient des choses à dire, des luttes à partager. L'aventure cinématographique de *la Lanterne* a produit plus de 200 films ^[4], traversant plusieurs métamorphoses de l'image et de la production. Son histoire se confond avec celle des mutations technologiques — le film, la vidéo, le numérique —, de l'évolution de la production — éclatement de l'ORTF en 1974, privatisation de l'audiovisuel, instauration du câble, médias libres. Les initiateur.es de la Lanterne ont décidé d'arrêter, mais pour en garder la trace, Michèle Rollin a réalisé un documentaire de la mémoire, *Les 40 feux de la Lanterne*, offrant des extraits de films pour montrer la diversité des productions, alternant avec la parole des cinéastes, des auteur.es qui témoignent : les tournages,

^[4] Les films 16mm sont conservés à la cinémathèque de Toulouse et sur support numérique à la Bibliothèque nationale.

la confiance de la Lanterne et le rapport à la création cinématographique. Le film n'est pas distribué en salles, mais peut-être le sera-t-il en DVD comme *Je ne mange pas de ce pain-là*. Benjamin Péret, poète c'est-à-dire révolutionnaire de Rémy Ricordeau ^[5]. Du parcours de vie à contre courant de Benjamin Péret, Rémy Ricordeau a réalisé un film à la fois fascinant, fouillé et précis qui donne à voir la profondeur de la pensée du poète surréaliste et son engagement politique.

Dès le début de cette année, les films documentaires foisonnent :

JANIS

de Amy J. Berg, monté à partir d'archives inédites : le portrait émouvant d'une Janis Joplin, tendre et déterminée donne envie de découvrir ou de retrouver la première femme importante d'un monde sexiste, celui du rock'n roll.

TOTO ET SES SŒURS

d'Alexander Nanau, cinéma direct en Roumanie. Une plongée dans l'univers de l'enfance confrontée à celui d'adultes junkies dans le ghetto rom. Filmée à vif, l'histoire de Toto et Andrea se déroule sans fioritures ni dramatisation, notamment lorsque Nanau tourne des scènes de défonce, ou qu'il confie une caméra à Andrea qui filme sa sœur en crise. Pas de noirceur

^[5] 7 DOC – Collection Phares – 94 mn – 2015 (avec livret).



complaisante, car Toto a une passion, le hip-hop, dans ce no future.

JE SUIS LE PEUPLE

de Anna Roussillon. La révolution égyptienne à travers la télé, commentée par Farraj, paysan de la région de Louxor qui dit ses espoirs, l'idée de démocratie, mais « pas la même que toi, Anna » !

CONTRE-POUVOIRS

de Malek Bensmaïl, documentaire de création, porte une réflexion passionnante et universelle sur le journalisme aujourd'hui. Chronique du quotidien algérien *El Watan*, le film s'inscrit dans une suite d'études documentaires sur l'Algérie, que Malek Bensmaïl poursuit depuis ses débuts de cinéaste engagé. **Contre-pouvoirs**, « dédié aux 120 journalistes algériens assassinés durant la décennie noire », pose un regard sans concession sur l'Algérie actuelle et son histoire.

L'HOMME QUI RÉPARE LES FEMMES

La colère d'Hippocrate de Thierry Michel, film puissant, de lutte, qui s'élève contre le silence des massacres et le déni des viols utilisés comme arme de guerre dans la région congolaise du Kivu. Un combat mené par le docteur Mukwege grâce à la mobilisation des femmes contre l'impunité et la complicité des États.

MERCI PATRON !



Entre farce sociale et thriller burlesque, le film de François Ruffin distille du suspense, les

caméras se planquent pour « l'arnaque en version lutte de classes » et nous voilà dans une aventure, style *Tue ton patron !* de Levaray... et ça fait du bien ! Comme l'écrit Jean-Pierre Garnier : « En cette période de découragement et de déréliction des classes populaires, encore assombrie par le récent retour de bâton terroriste et l'instauration d'un "état d'urgence" liberticide auquel il sert d'alibi, le mérite politique de ce film est de conjuguer la clairvoyance et l'accessibilité ». Le succès du film, avant même sa sortie, annonce-t-il une mobilisation face aux attaques frontales d'un gouvernement inféodé au capitalisme ? À suivre...

Un beau début d'année pour le cinéma documentaire qui semble encore échapper à la pensée unique et au mercantilisme béat, du moins pour une partie de ses productions.

PAR CHRISTIANE PASSEVANT

Et voici qu'un film palestinien, bousculant tous les critères en brossant une fresque déjantée de la société gazaouie, déboule... **Dégradé** de Tarzan et Arab Nasser. Ironie corrosive et peinture sociale au scalpel sont la marque du film tourné en huis-clos dans un salon de coiffure tenu par une Russe palestinienne.

On avait déjà goûté l'humour palestinien avec le très original *Fix Me* de Raed Andoni et, plus récemment, avec l'incroyable ovni mi-documentaire, mi-animation d'Amer Shomali, *The Wanted 18*, qui fait parler douze vaches durant l'Intifada de 1987.

Pour **Dégradé**, les frères Nasser ne s'embarrassent ni des clichés sur les femmes, ni des susceptibilités ; et les dialogues fusent, intimes et lestes, critiques des traditions et de la politique, au rythme de saynètes où l'absurde le dispute à l'ironie débridée.

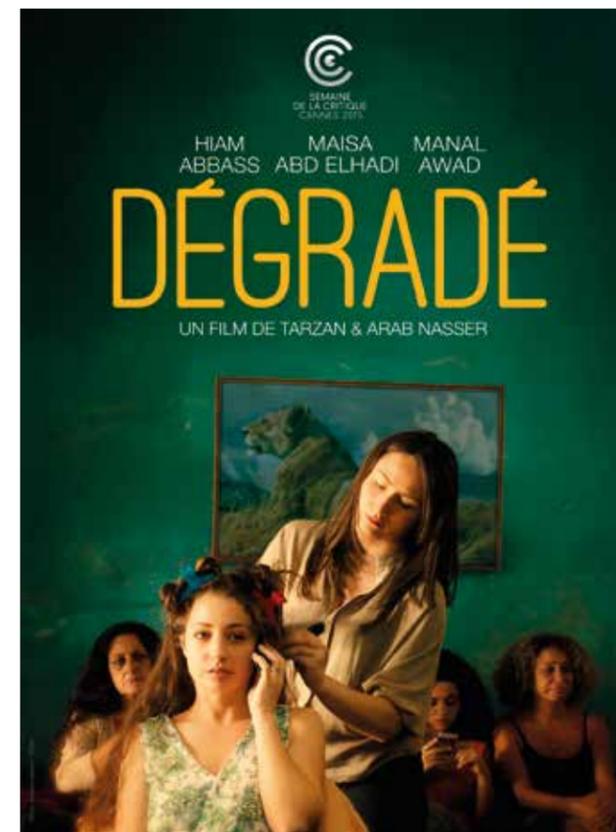
« On a utilisé la métaphore du salon de beauté pour parler de la vie à Gaza et les treize femmes représentent différentes opinions.

Il fallait trouver un moyen de parler de la vie quotidienne, sans tomber dans ce que le public attend du cinéma palestinien : du sang et des larmes. Nous avons choisi la vie, de transformer la tragédie de l'occupation et nos souffrances en humour ». Belle surprise pour un premier film écrit dans la foulée de leur surprenant court métrage, *Condom Lead*.

C.P.



DÉGRADÉ >> DE TARZAN ET ARAB NASSER



SORTIE NATIONALE LE 27 AVRIL

UN CONCENTRÉ LUCIDE ET LUDIQUE DE LA CONDITION FÉMININE EN PALESTINE

Dégradé. Avec un titre pareil, on se demande où ce film va nous emmener... Dès les premières images, on découvre un salon de coiffure d'un quartier de Gaza-ville où treize femmes se retrouvent bloquées en raison d'affrontements armés entre miliciens palestiniens. Tout au long de l'action — ou plutôt de l'inaction à laquelle ces femmes sont condamnées — la situation ne cesse effectivement de se *dégrader* aux alentours, comme l'atteste une bande-son de plus en plus assourdissante, et même terrifiante au fur et à mesure de l'intensification des combats qui se déroulent à l'extérieur de ce huis-clos. L'oppression grandit encore avec l'abaissement du rideau de fer de la boutique, ordonné par les hommes en train de s'entretuer.

Mais contre toute attente, l'ambiance à l'intérieur, elle, ne se dégrade pas, même si les échos de la violence qui secoue le voisinage contaminent par moments les échanges entre les clientes. Et c'est là que réside le véritable tour de force des deux réalisateurs gazaouis, qui rend ce film exceptionnel : loin de plonger le public dans la compassion victimaire et misérabiliste, les comportements et les réparties de ces femmes confinées suscitent une hilarité quasi-permanente.

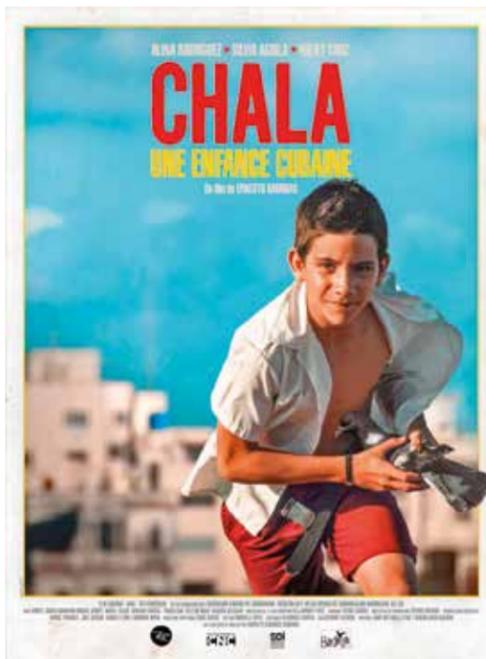
Les traits saillants qui caractérisent chacune de ces personnalités féminines peuvent être résumés en deux mots : vitalité et humour. Très différentes les unes des autres, voire opposées par le physique, l'âge, le caractère, le milieu social, leur vie personnelle, leurs croyances, leurs envies ou leurs dégoûts, elles partagent la même énergie et le même goût de rire de ce qui, ailleurs, ferait pleurer. Les répliques les plus cocasses fusent à jets continus, avec une spontanéité telle que l'on pourrait s'imaginer voir un documentaire. Doit-on cette impression à une direction d'actrices hors pair ou au naturel indéniable de ces dernières ? Les deux sans doute. Car les deux cinéastes n'ont pas eu à chercher bien loin leurs "modèles" : ils ont fait appel à leurs connaissances, amies ou parentes, puisant dans leurs conversations intimes pour bâtir les dialogues du film, ce qui témoigne d'une réelle confiance à l'égard de ce duo en marge du rigorisme imposé à la population par les autorités locales (plus soucieuses, apparemment, de veiller à la bienséance des mœurs que d'organiser la résistance contre l'ennemi israélien).

Dégradé, comme nombre de films venus du Moyen-Orient, témoigne de deux qualités qui manquent cruellement à notre comique "à la française" : une vision politique, et un regard à la fois distancié et complice sur des gens confrontés à des destins qu'ils n'ont pas choisis.

PAR JEAN-PIERRE GARNIER



CHALA, UNE ENFANCE CUBAINE >> DE ERNESTO DARANAS



SORTIE NATIONALE LE 23 MARS

Chala est un garçon de onze ans, fils d'une prostituée toxicomane, né de père inconnu. Pour gagner quelque argent, il élève des chiens de combat et des pigeons, c'est pourquoi on veut le placer dans un foyer. Mais son institutrice, Carmela, s'y oppose, au risque de se faire licencier pour oser défier les règles du système éducatif.

La description de l'environnement marginal du jeune Chala est une critique subtile. Daranas évoque l'interdiction des migrations internes à travers le sort de Yeni et son père : originaires de Holguín (région orientale de l'île), ils n'ont pas le droit de vivre à La Havane. Clandestin dans son pays, le père, pour donner à sa fille la chance d'étudier, paye des amendes à la police et doit loger dans un baraquement sordide. À Cuba, ces exilés de l'intérieur sont appelés *les*

Palestinos, les Palestiniens.

La bureaucratie n'échappe pas non plus au regard critique du réalisateur. Lorsque l'inspectrice scolaire, Raquel — incarnation du régime qui gère par circulaires administratives les problèmes humains —, lance à Carmela « *Votre problème est d'être restée trop longtemps dans la salle de classe* », celle-ci rétorque : « *Et ceux qui gouvernent ce pays, tu crois qu'ils sont restés trop longtemps au pouvoir ?* » Réponse en écho à ce qu'évoque Ernesto Daranas dans un entretien : « *Les conséquences d'un quart de siècle de période spéciale ont un impact, à travers un ensemble de mesures, sur la vie réelle de nos secteurs les plus pauvres* ». Le réalisateur s'est inspiré d'histoires vraies et le film est à l'intersection de réalités sociales, sans rien de caricatural.

Filmé sans la pression des autorités cubaines, *Chala, une enfance cubaine* est un film de transition qui, malgré la dénonciation des dysfonctionnements de l'éducation, annonce un changement. Les Cubains ne s'y trompent pas : le film est applaudi, en particulier certaines répliques. Il faut le voir afin de comprendre la situation de ce pays au bout des rêves et la réalité d'une grande partie de sa population, victime des réformes libérales du gouvernement de Raul Castro.

PAR DANIEL PINÓS

Dans *Chala, une enfance cubaine*, le délabrement de la Vieille Havane sert de toile de fond à plusieurs histoires dans le cadre d'une production cubaine passionnante. La réalisation est servie par un casting inter-générationnel éblouissant qui apporte crédibilité et émotion aux personnages.

NAHID

de Ida Padahande

En Iran, si une femme divorcée ayant la garde de son enfant se remarie, elle perd ses droits au profit du père. D'où une pratique légale pour l'homme, mais taboue : le "mariage temporaire"... Nahid, c'est l'histoire d'une femme qui s'émancipe.

LE 24 FÉVRIER

ALIAS MARIA

de José Luis Rugeles

Une réflexion sur le conflit armé en Colombie et ses conséquences, à travers le regard d'une femme soldat. Le film se déroule dans la jungle et l'on découvre que les familles préfèrent "donner" les filles à la guérilla...

LE 9 MARS

UN MONSTRE À MILLE TÊTES

de Rodrigo Plà

« *Un animal blessé ne pleure pas, il mord.* » Filmé comme un thriller, *un Monstre à mille têtes* dénonce la corruption du système d'assurances maladie mexicain. Remarquable interprétation de Jana Raluy.

LE 30 MARS

EVA NE DORT PAS

de Pablo Agüero

L'histoire politique de l'Argentine à travers le périple d'un cadavre embaumé, celui d'Eva Peron. Scénario original, mise en scène, images, jeu des comédiens... Sublimes !

LE 6 AVRIL

ET AUSSI...

- *Il faut se contenter de beaucoup* de Jean-Henri Meunier : <https://vimeo.com/125329466>
- *Je lutte donc je suis* de Yannis Youlountas : <https://www.jeluttetdoncjesuis.net>



LITTÉRATURE

NOIRE, de Tania de Montaigne

Les récentes affaires de brutalité policière raciste sont là pour nous le rappeler, tout comme la réception dithyrambique l'été 2015 aux États-Unis, du livre *Between the world and me* de Ta-Nehisi Coates (titre français, *Une colère noire*, lettre à mon fils aux éditions Autrement) : le sort des noirs américains relève toujours de l'injustice et de la peur.

Si vous étiez noirs aujourd'hui aux États-Unis, vous subiriez le poids de l'histoire, une politique discriminatoire en matière de logement, ou encore, une justice pénale qui incarne (surtout les noirs) plus que partout au monde !

Si vous étiez noirs aux États-Unis vers 1950, et que vous montiez dans un bus, ce serait : "Debout, assis, assis, debout". Debout, vous le resteriez s'il n'y a plus de place assise du côté "noir", parce que même s'il reste de la place côté "blanc", vous n'y avez pas droit. Assis. Assis jusqu'à ce qu'un blanc vous oblige à laisser votre place s'il n'y en a plus pour lui côté "blanc". Debout.

Un jour, vous restez assis, et le chauffeur a beau vous hurler dessus « *donne-moi ce siège* », vous ne bougez pas d'un cil ou d'une fesse. « *Claudette Colvin s'est toujours levée quand il le fallait, s'est toujours assise quand elle le pouvait.* » Mais le mercredi 2 mars 1955, Claudette Colvin ne bougea pas. Vous connaissez sans doute l'histoire de la lutte des noirs contre la ségrégation, l'histoire du mouvement des droits civiques, le boy-





cott des bus en Alabama, Martin Luther King et Rosa Parks. Mais Claudette Colvin ? Et Jo Ann Gibson Robinson ?

Tania de Montaigne relate, dans *Noire*, la vie méconnue de Claudette Colvin. Elle le fait – et ce n'est pas le moindre intérêt de ce livre –, avec une écriture brillante.

L'importance de l'ouvrage ne réside pas uniquement dans le fait de réhabiliter une figure de la lutte des noires, adolescente à l'époque, et qui aurait pu devenir le symbole "Rosa Parks". Mais il fallait, pour combattre juridiquement les lois ségrégationnistes, un cas irréprochable ; et pour des raisons de conformisme moral et de respectabilité qu'analyse Tania de Montaigne, ce cas ne sera pas Claudette. C'est injuste mais la victoire était à ce prix...

Son récit rappelle – le E dans le titre *noirE* a toute son importance – la double peine que subissaient celles qui étaient noires et femmes. Mais aussi que ces femmes, qu'elles soient membre du WPC (Women Political Council) ou du NAACP (National Association for Advancement of Colored People) ont tenu un rôle capital dans ce combat, bien que leurs noms n'apparaissent pas dans l'Histoire. Faut-il préciser que les leaders étaient des hommes, et que si "la visibilité revient aux hommes, toute l'organisation" administrative relève du WPC. Bref, "les hommes mènent des tractations de couloir", et "les femmes sont dans la rue".

Tania de Montaigne fait le parallèle avec sa propre histoire et le racisme qu'elle ou d'autres subissent encore et conclut : "Il faudrait être fou pour penser que depuis les années 50 tout a changé".

PAR OLIVIER BOULY

ANARCHISME ET CAUSE ANIMALE

TOME 2

Ouvrage coordonné par Philippe Pelletier



Compte tenu de la vigueur des débats sur la cause animale, une mise au point s'impose à partir d'une réflexion anarchiste bénéficiant de ses principes fondateurs : liberté de penser, franchise d'expression, refus des tabous, respect du dialogue, refus de la complaisance ou de la chimère, prise en compte des réalités sociales, politiques, économiques et culturelles.

Le premier texte aborde l'histoire du végétarisme au sein du mouvement libertaire en Europe occidentale avant 1945.

Le deuxième texte pose la question de la souffrance animale à partir des dernières découvertes des biologistes dans ce domaine. Il la lie à celle de l'exploitation animale.

Le troisième texte, qui détaille les aspects nutritionnels, souligne la nécessité de bien penser les régimes alimentaires pour la santé.

Le quatrième et dernier texte pose, chiffres à l'appui, la question de la possibilité ou de l'impossibilité du végétalisme sur l'ensemble de la planète dans l'hypothèse où l'humanité tout entière adopterait ce mode d'alimentation.

La cause animale n'est pas seulement une question individuelle mais aussi collective, pas seulement éthique mais aussi sociale.

AUX ÉDITIONS DU MONDE LIBERTAIRE

MANIFESTE SCHIZO-RATIONALISTE

par Sven Andersen

Un manifeste à l'humour mordant, dédié à ceux qui pensent que, pour vivre heureux, il n'est pas indispensable d'être entouré par une ribambelle de fâcheux.

Cette misanthropie se double d'un ferme refus de tout obscurantisme, des religions et des superstitions. Son nom : le schizo-rationalisme.

Le Grand Système libéral s'attache à empêcher le schizo-rationaliste de s'épanouir, armé de ses idoles rances que sont la famille, le travail, la fraternité de pacotille et le consumérisme béat. L'esprit de sérieux et l'aveuglement face à la mort seront aussi les cibles du schizo-rationalisme, tout comme le natalisme, le bougisme, la participatie, le mariage, la vulgarité conviviale et la dictature numérique.

AUX ÉDITIONS DU MONDE LIBERTAIRE



JE VOUS ÉCRIS DE L'USINE

de Jean-Pierre Levaray

Pendant dix ans (2005-2015), chaque mois, Jean-Pierre Levaray a animé la chronique *Je vous écris de l'usine* dans le mensuel CQFD. D'une plume fine et incisive, il y a consigné tout à la fois la fraternité ouvrière et la servilité des cadres, l'âpreté du quotidien ouvrier en parallèle avec les calculs froids de stratégies jamais rassasiés quels que soient les gains colossaux, les luttes, les espoirs, les joies, les peines, les travers, et la résignation parfois. Ce texte vient d'en bas. Il en a le goût et l'odeur. Ode à l'écriture prolétarienne.

« La véritable histoire des ouvriers ne peut être mieux racontée que par les ouvriers eux-mêmes. Pour écrire sur l'usine, il faut la vivre de l'intérieur, la reniffler avec ses tripes. Jean-Pierre Levaray trouve les mots justes pour raconter son quotidien. Il est l'un des maillons de cette usine d'engrais chimiques, située à Grand Quevilly, près de Rouen, filiale de Total jusqu'en 2014, classée Seveso 2, seuil haut. » Extrait de la préface de Hubert Truxler (dit "Marcel Durand"), auteur de *Grain de sable sous le capot* (Agone, 2006).

AUX ÉDITIONS LIBERTALIA

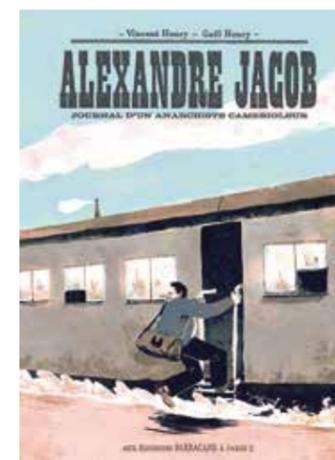


ALEXANDRE JACOB, JOURNAL D'UN ANARCHISTE CAMBRIOLEUR

Texte de Vincent Henry, dessins de Gaël Henry

Alexandre Marius Jacob (né en 1879) est un homme à la destinée extraordinaire ! Il aura sillonné les mers du globe, embrassé la cause anarchiste, constitué une "équipe de travailleurs de la nuit" créditée de près de 500 cambriolages dans les demeures bourgeoises et les églises (pour donner aux pauvres), transformé son procès en tribune politique et survécu au

AUX ÉDITIONS SARBAGANE



UTOPIE ET SOCIALISME

de Martin Buber

Le mouvement révolutionnaire s'est construit sur un reflux : celui du socialisme utopique. Dès la fin du XIXe siècle, les propositions de Fourier, Saint-Simon et Owen ont été écartées par les marxistes car considérées comme non scientifiques. Il est aujourd'hui grand temps d'en revenir à l'enseignement de ces maîtres-rêveurs. C'est ce à quoi s'emploie Martin Buber dans ce livre inspiré, source de réflexion incontournable sur les socialismes non marxistes.

Dans le sillage de Proudhon, Kropotkine et Landauer, il en dégage le principe philosophique : ce n'est pas l'État ou le marché qui fait société, mais bien les structures communautaires de voisinage, de travail et d'entraide, ainsi que leur capacité à s'associer librement.

Or une révolution est condamnée à l'échec si elle n'a pas posé au préalable les fondations du monde auquel elle aspire. C'est donc ici et maintenant qu'il faut reconstruire des structures de vie collective où chacun considère autrui comme son égal. Elles seront autant d'îlots de socialisme voués à s'agrandir et à se fédérer, pour aboutir enfin à la communauté des communautés.

AUX ÉDITIONS L'ÉCHAPPEE

CRACK CAPITALISM, 33 THÈSES CONTRE LE CAPITAL

de John Holloway

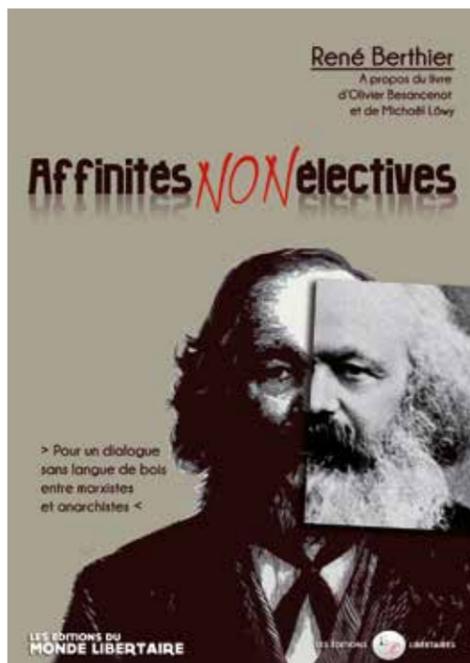


Dans cet essai, John Holloway suggère que le capitalisme est déjà largement fissuré, en crise permanente, et contrarié par de multiples refus de sa force de cohésion. La force des brèches réside dans leurs aspirations partagées contre le travail capitaliste et pour un type d'activité différent : faire ce que nous considérons nécessaire ou désirable. Construit en 33 thèses, Crack Capitalism ranimera le débat dans les réseaux militants, parmi les Indignados, les chercheurs critiques et toutes celles et ceux qui aspirent aujourd'hui à changer le monde.

AUX ÉDITIONS LIBERTALIA, NOUVELLE ÉDITION AU FORMAT POCHÉ



AFFINITÉS NON ÉLECTIVES >> DE RENÉ BERTHIER



COÉDITÉ PAR LES ÉDITIONS DU MONDE LIBERTAIRE ET LES ÉDITIONS LIBERTAIRES

Les opinions peut-être parfois sévères émises dans le présent ouvrage contre *Affinités électives*, le livre d'Olivier Besancenot et de Michaël Löwy, ne doivent pas évacuer le constat que leur livre ouvre peut-être un débat nécessaire, non pas tant avec une ou des organisations marxistes, mais avec des camarades de lutte qui sont, qu'on le veuille ou non, nos cousins germains dans le mouvement ouvrier.

Dans la situation présente, c'est peu dire que les cousins ont intérêt à débattre pour voir ce qu'ils peuvent faire ensemble.

Une société libertaire est une société fonctionnant de manière libertaire, non une société peuplée exclusivement de libertaires "pur jus", et il vaut mieux allumer une seule et minuscule bougie que de maudire sans fin l'obscurité.

A propos du livre d'Olivier Besancenot et de Michael Löwy : Pour un dialogue sans langue de bois entre marxistes et anarchistes.

Il reste que si un jour un débat de fond, sans langue de bois, devait s'engager entre marxistes et libertaires, il ne saurait être question de s'entendre dire : « *Kronstadt ? Ah, oui, c'était une erreur...* ».

PÉRÉGRINATIONS PÉDAGOGIQUES

de Hugues Lenoir

Un titre-hommage à Flora Tristan (qui publia *Pérégrinations d'une paria*, récit de son voyage au Pérou) rappelant que, pour répandre ses idées socialistes et féministes, Flora s'engagea en 1843 dans un tour de France à la rencontre des ouvriers et des ouvrières. Comme elle, Hugues Lenoir poursuit son voyage en pédagogie émancipatrice : de l'origine des pédagogies modernes préfigurées par Johann Heinrich Pestalozzi, disciple de Jean-Jacques Rousseau, en passant par l'émergence du souci d'éduquer que partagèrent les militants libertaires et leurs organisations à la charnière du XIX^e et du XX^e siècle, jusqu'à l'analyse de la conférence donnée sur ce thème en 1900 par le militant anarchiste hollandais Ferdinand Domela Nieuwenhuis (dont le texte est reproduit in extenso dans l'ouvrage)... l'ouvrage retrace ainsi une précieuse histoire des pédagogies alternatives.

AUX ÉDITIONS DU MONDE LIBERTAIRE

Retrouvez les livres présentés ici à la librairie Publico, 145 rue Amelot, Paris 11^e (Metro République ou Oberkampf)

EXTRACTIVISME

EXPLOITATION INDUSTRIELLE DE LA NATURE : LOGIQUES, CONSÉQUENCES, RÉSTANCES de Anna Bednik

« Extra-quoi ? » Le terme « extractivisme » déroute. Il manque d'élégance, exige un effort de prononciation. Pourtant, ce vocable circule de plus en plus, car l'exploitation industrielle de la nature, à laquelle il renvoie, s'intensifie partout sur la planète. La quête sans fin des « ressources naturelles » repousse toujours plus loin les limites géographiques et technologiques de cette exploitation, synonyme de transformation de vastes territoires en « zones de sacrifices » destinées à alimenter la mégamachine. C'est à cet envers trop souvent occulté de la « croissance » économique qu'est consacré ce livre, mais aussi aux raisons, aux formes et à la portée des résistances, tant l'extractivisme est devenu le nom de l'adversaire commun pour de multiples résistances collectives et locales qui, tout en défendant des espaces pour être, réinventent des façons d'habiter la Terre.

AUX ÉDITIONS LE PASSAGER CLANDESTIN

QUE LA FÊTE COMMENCE ! Collectif

« *Du haut de leurs citadelles, les seigneurs d'aujourd'hui et leurs gens savent que les temps sont venus, comme le savaient la plupart des puissants de l'Ancien Régime à la veille des soulèvements. Il est temps d'arrêter de baisser la tête. Il est temps de sortir de nos vies bien rangées. Il est temps d'occuper les villes et les campagnes. Il est temps de bloquer, couper, débrancher tout ce qui nous aliène, nous opprime et nous menace. Il est temps de nous réunir partout en assemblées et de n'obéir plus qu'à nous-mêmes.*

Chaque jour plus nombreux, par-delà nos différences, il est temps de chanter et danser la vie à réinventer, au-delà des ruines. Il est temps de lever nos verres ou nos poings vers les étoiles, dans le crépuscule des idoles, et de proclamer : Que la fête commence !

Par Jean-Claude Besson-Girard, Alessandro Di Giuseppe, Jean-François Brient, Serge Quadruppani, Yannis Youlountas, John Holloway, Noël Godin. Illustrations de Jiho.

AUX ÉDITIONS LIBERTAIRES



SPECTACLES



Détruire le monde, disent-ils "Je suis Fassbinder" de Falk Richter & Stanislas Nordey

C'est la question qui est posée tout au long de ce spectacle, de cette pièce de théâtre, de ce coup de poing. La seule question posée par cinq acteurs aux spectateurs médusés. Un silence de plomb pèse dans le théâtre au moment de la longue tirade de celui qui incarne un Fassbinder d'aujourd'hui.

Je suis Fassbinder proclament ces cinq acteurs, deux femmes et trois hommes.

Est-ce le retour du théâtre politique ? Oui, enfin !

Politique, cette pièce l'est. Sans aucun doute. C'est une écriture d'aujourd'hui, du présent. Si l'Allemagne des années 70 est en toile de fond, la question de Cologne est là, plus que présente. Et si le spectateur entrevoit Baader et Meinhof, les attentats de l'année passée plombent l'ambiance. C'est un spectacle politique jusque dans sa fabrication. L'auteur est le metteur en scène, le metteur en scène est l'acteur principal. Ils sont deux. L'un est Allemand, Falk Rich-

ter, l'autre est Français, Stanislas Nordey. Les premières représentations ont eu lieu sur la scène du Théâtre National de Strasbourg. Le texte a été écrit et traduit au cours des répétitions : on peut donc penser que le jeu des acteurs à ces moments-là a influencé cette écriture. Les deux metteurs en scène ont pris le risque de cette mise en abîme. Un abîme qui nous inquiète tous d'une façon ou d'une autre avec l'arrivée des migrants, des ré-

fugiés, de ces nouveaux malgré-nous. Ils sont là, au cœur de cette pièce, dans ce dialogue entre Fassbinder et sa mère :

« Fassbinder : Oui mais tu ne peux pas juste les mettre dehors comme ça, ils sont censés aller où ?

Sa mère : Là d'où ils sont venus.

Fassbinder : Là-bas il y a la guerre. Il n'y a rien, tout est détruit.

Sa mère : Alors ils doivent reconstruire leur pays.

Fassbinder : Mais comment ? En pleine guerre.



Sa mère : *Je m'en fous.* »

Nous ne sommes plus protégés dit elle. Qui va nous protéger ? demande-t-elle, se référant à la nuit de Cologne.

Si la démocratie est le moindre des maux, comme c'est rappelé dans la pièce, le remède avancé par un des acteurs-auteurs-interprètes : un dictateur bon et gentil, fait froid dans le dos.

« Je crois qu'il s'agit d'abord de la question de la confusion qui règne aujourd'hui au regard de la situation politique » avance Falk Richter, interviewé, et il se demande « ce que ça signifie, pour les individus, de vivre dans un monde qui peut changer d'un jour à l'autre. Un monde où nous ne savons pas exactement ce qui peut survenir, où l'Europe n'est plus un lieu sûr et connaît progressivement le même sort que le Moyen-Orient, où l'ensemble des conflits mondiaux portent de plus en plus atteinte aux populations civiles. Jusque-là, nous étions

rarement confrontés à cette situation en Europe, ça se passait plutôt à l'extérieur de l'Europe, mais à présent, malheureusement, la situation a changé, nous ne sommes plus cet îlot protégé au milieu d'un monde criblé de conflits... »

« Comment détruire cette société ? » est la problématique qui parcourt toute la pièce. Pouvons-nous entendre cette question aujourd'hui, alors qu'en cette fin de règne quinquennal, une partie de la jeunesse descend dans la rue ?

C'est un théâtre politique qui met aussi bien en cause le clan Le Pen, en faisant entre autres de M.M-LP un objet masturbatoire, qu'il ne rappelle que la petite fille du ministre des finances d'Hitler,

Beatrix von Storch, siége à Strasbourg, représentant le parti d'extrême-droite AFD. Ce parti dont la dirigeante, proclame que la police doit tirer sur les réfugiés s'ils veulent franchir la frontière !

Cela dit est ce un bon spectacle ? A cette question mon ami R.F. me réponds ceci : « Je trouve que c'est un bon spectacle, costaud, politiquement utile, et surtout un bon signe pour parcours à venir du TNS. Mais je ne le trouve pas si exceptionnel, je ne sais pas comment il se situe dans le contexte théâtral général ». Il continue en disant « dans le mou actuel, il y effectivement quelque chose, au moins du côté intello et artistique. Le mou va peut-être se durcir, ce qui est sans rapport avec le spectacle. Mais le spectacle n'est pas à mon avis un tel bouleversement que ça ».

Dans un pays où la classe politique a un discours convenu pour ceux qui sont en place comme pour ceux qui veulent cette place, dans un pays où la platitude du discours contestataire est centrée sur la question « islamophobe ou non ? », cette pièce apporte un courant d'air frais. L'espoir n'est pas perdu. Après le spectacle, tout le monde a rejoint son domicile, les mains dans les poches, il faisait froid.

PAR PIERRE SOMMERMEYER

Je suis Fassbinder
Falk Richter, Stanislas Norday
Théâtre National de Strasbourg



D'UN GROUPE À L'AUTRE

Dialogues entre groupes de la Fédération anarchiste

De La Sociale à Proudhon & de Proudhon à La Sociale

GROUPE LA SOCIALE : *Quel est l'historique du groupe ? Pouvez-vous nous donner un ordre de grandeur du nombre de vos adhérents et du cercle de vos sympathisants ?*

GROUPE PROUDHON : Le groupe de la Fédération anarchiste (FA) de Besançon existe depuis 1974. Il a naturellement pris le nom de Pierre Joseph Proudhon, originaire de la ville. Nous sommes une dizaine depuis quelques années, de tous âges, toutes origines et tous secteurs d'activité, toutes et tous en activité salariée ou en retraite. La plupart d'entre nous fait partie d'organisations syndicales diverses (CGT, FO, Sud).

Le groupe est majoritairement constitué de militants garçons mais nous avons eu des périodes de parité parfaite.

Nous tentons de militer avec l'ensemble du mouvement libertaire

bisontin et avec tout collectif ou toute association proche de nos idées : CNT, Scalp, Resto trottoir, Solidarité Femmes, collectifs divers. La présence régulière et continue du groupe a permis d'asseoir la présence des anarchistes à Besançon. Des groupes sont nés, d'autres ont disparu, mais la FA reste solidement implantée. Pendant longtemps, la seule présence anarchiste sur la ville était celle de notre groupe. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Cela nous permet d'avoir des approches diverses et de constituer, à l'occasion, des cortèges libertaires dans des manifestations, où notre présence est souvent remarquée de façon intéressée.

Difficile de chiffrer le cercle de nos sympathisants et sympathisantes, mais par exemple, nous organisons depuis une vingtaine d'années un 1er Mai





libertaire qui réunit chaque fois plus de 300 personnes. Pendant des années, la seule activité "militante" était le barbecue pétanque organisé par la CGT. Nous avons décidé d'appeler à nouveau à des manifestations autour de thématiques sociales, de défilé dans les rues de la ville et de proposer un repas collectif, des spectacles, à l'issue de la manifestation. Aujourd'hui, le 1er Mai libertaire est le rendez-vous militant de Besançon et alentours.

GLS : Vous êtes plutôt un groupe se réclamant de l'anarchisme social ou de l'anarcho-syndicalisme ? Que représente pour vous ce découpage déjà ancien ? Plus généralement, la FA est une organisation anarchiste pluraliste : comment vivez-vous cette pluralité au sein de votre groupe ?

GP : Le groupe ne se réclame pas d'une tendance historique particulière même si nous sommes toutes et tous pour l'instauration du communisme libertaire. Les tendances historiques n'ont que peu d'incidence sur nos activités qui varient surtout en fonction de notre lieu de travail, de vie, nos projets. Nous faisons en sorte que tous les points de vue puissent s'exprimer même si nous défendons avant tout un anarchisme social, c'est-à-dire ouvert sur le monde, en lien avec les autres composantes du mouvement social afin de changer cette société et de combattre les oppressions multiples. Si l'on peut caractériser le groupe en particulier, et la FA, c'est cette volonté de construire. Nous voulons créer des espaces de résistance et de solidarité ici et maintenant, selon des principes libertaires.

Nous pensons que ce qui a souvent "détruit" ou fragilisé le mouvement anarchiste, c'est la volonté hégémonique de telle ou telle "tendance". En fait, notre anarchisme doit être

multiple comme la société. Cela n'empêche pas d'avoir des projets spécifiques à faire vivre et à défendre.

Les mobilisations de ces dernières années nous ont bien montré la force imaginative des mouvements de contestation. Notre façon de militer ne doit donc pas être figée. Par contre, nous pensons que l'organisation est primordiale afin de faire vivre nos projets et nos idées d'une façon plus intense, plus efficace, plus diffuse. Collectivement, nous créons, au sein de la FA, les conditions d'une entraide militante. Nous gagnons en résonance et en possibilité d'action sur le monde.



Bien sûr, les débats sont parfois rudes au sein de la FA (peut-être trop par rapport aux enjeux réels) mais nous pensons toujours que c'est, pour l'instant, la meilleure façon de s'organiser. Le projet de

la FA reste de pouvoir faire vivre les différents tendances de l'anarchisme dans une organisation fédérative. Nous en sommes encore loin, mais le projet vaut le coup d'être tenté et défendu.

GLS : Vous avez un investissement de longue date dans le fonctionnement fédéral de la FA, y compris au niveau international : pouvez-vous en décrire les motivations ?

GP : Pour nous, l'activité militante passe par des actions et un investissement local mais aussi fédéral, au sein de la FA, et international. L'internationalisme est une valeur fondamentale de notre anarchisme. Cela nous permet de combattre les nationalismes, les racismes et d'œuvrer pour des projets de solidarité concrète. Récemment, notre groupe a été à l'origine, avec la Fédération Libertaire des Montagnes (Suisse) et les copains et copines de l'Espace Noir, des *Rencontres Internationales de l'Anarchisme* qui se sont tenues en 2012, à St-Imier. Il s'agissait pour nous de faire se rencontrer, discuter et vivre ensemble toutes les familles de l'anarchisme mondial. Ce fut une réussite puisque cet événement a réuni plusieurs milliers de personnes, de tous les continents et ce malgré les tracasseries administratives de certains pays. Si cet événement a été possible c'est aussi parce que nous avons fait



fonctionner le fédéralisme. Nous avons proposé cette initiative lors d'un de nos congrès fédéraux et au sein de l'*Internationale des Fédérations Anarchistes* (IFA). Les copains et copines de la FLM ont fait de même au sein du réseau *Anarkismo* et nous avons tenté d'inviter le maximum des groupes autonomes de l'anarchisme social.

GLS : Vous faites partie des groupes provinciaux possédant un local public, en l'espèce la librairie "L'Autodidacte". Pourquoi avez-vous fait ce choix ?

GP : Le groupe Proudhon a eu différents locaux dans le même quartier populaire du centre-ville. A une époque, nous avons essayé, avec d'autres organisations libertaires, d'ouvrir un espace militant commun. Ce projet n'a pas abouti et nous avons donc décidé d'ouvrir notre propre espace. Nous avons fait le choix d'ouvrir une li-

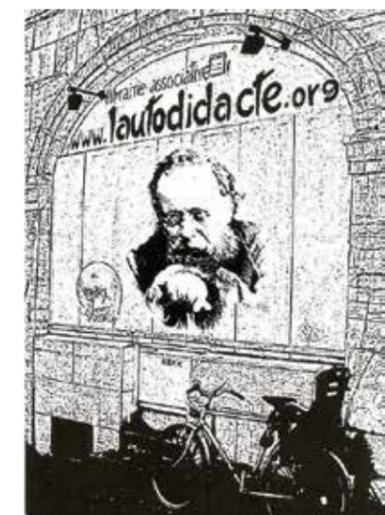


brairie, notamment pour diffuser les livres, journaux, les idées libertaires ; pour pouvoir y organiser des conférences, des projections de films, des concerts, etc. Cela nous a permis de ne plus être à la recherche de salle mais aussi d'avoir un lieu public où accueillir les personnes intéressées par nos idées et nos pratiques. C'est aussi le lieu où nous tenons nos réunions de groupe.

Pour l'ouverture de notre librairie, nous avons à nouveau bénéficié de la solidarité militante, locale et fédérale. C'est aussi cela être organisé et solidaire.

GLS : Quel bilan tirez-vous en termes de visibilité, d'outil militant et de dynamisme ?

GP : La librairie L'Autodidacte, ouverte en 2000, n'a pas permis de faire croître le groupe FA, même si comme nous l'avons dit, d'autres groupes libertaires ont été créés.



Par contre, depuis des années, nous diffusons les écrits libertaires, bien avant que l'on puisse les trouver dans les librairies généralistes. Nous apportons toujours une attention particulière à promouvoir les petites maisons d'édition militantes, alternatives.

La librairie nous a permis de consolider la présence anarchiste dans la ville et permet à de nombreux groupes et collectifs de se réunir gratuitement dans notre local.

Nous essayons aussi de ne pas nous enfermer dans nos murs et de continuer à diffuser nos idées et pratiques lors de festival, dans les rues, dans les manifestations, dans des salons du livre.

GLS : En 2015, votre local a été vandalisé. Pouvez-vous revenir sur les faits ? Où en êtes-vous quelques mois plus tard ?

GP : Dans la nuit du 17 octobre, des fascistes s'en sont pris à notre librairie. Heureusement,





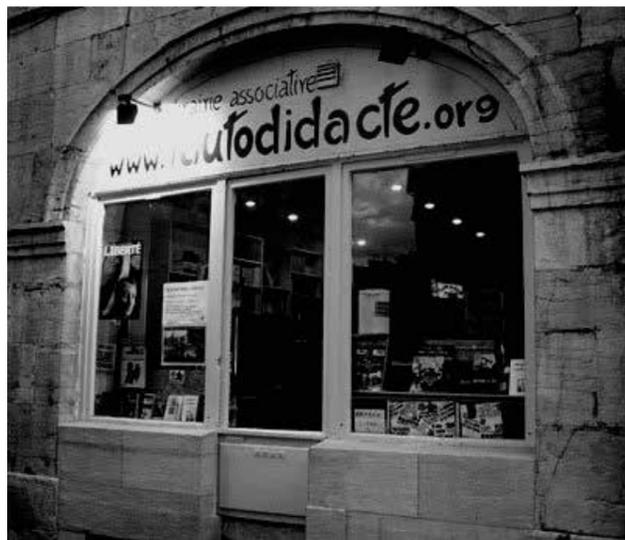
des gens du quartier sont intervenus rapidement et ont empêché que les dégâts ne soient trop importants. A la suite de cela, nous avons appelé à une manifestation contre les attaques fascistes. Cette manifestation a rassemblé plusieurs centaines de personnes, d'horizons divers, ce qui prouve aussi l'importance de notre librairie. Même si tout le monde ne vient pas à la librairie, à nos conférences, et ne partage pas nos idées, toutes et tous estiment qu'il est important qu'un tel lieu puisse continuer à exister librement.

À la suite de cette agression, un collectif a lancé un **projet cactus** qui vise à impliquer les commerçants du quartier et de la ville dans une campagne de condamnation et de rejet du racisme au sein de leur établissement.

GLS : **Quel bilan faites-vous du mouvement social bisontin ? Est-il pour vous possible de travailler avec d'autres groupes militants, libertaires ou non, sur des sujets donnés ?**

GP : Besançon est une petite ville. Nous connaissons donc bien le milieu militant et avons l'habitude de bosser ensemble. Nous savons sur quels sujets on peut coopérer, et jusqu'à quel point. Par contre, nous avons fait une analyse critique de notre implication dans tous les collectifs existants. On retrouvait toujours les mêmes têtes, des mêmes partis politiques, représentant une multitude d'organisations, apportant une foultitude de signatures... mais

personne de réellement impliqué, pas de mobilisation réelle. Nous avons le sentiment d'être les petites mains de ces politiciens. Du coup, nous avons décidé de privilégier les collectifs dont nous, les libertaires, pouvons être à l'origine. Nous cherchons à avoir une démarche unitaire libertaire,



même si ce n'est pas toujours facile. En tous cas, nous savons que personne ne peut changer les choses en restant isolé. Nous devons construire collectivement les espaces de lutte et de résistance, de solidarité et d'entraide.

GLS : **Un des sujets de préoccupation du moment est l'état d'urgence qui devient un état permanent. Comment réagissez-vous localement ?**

GP : Nous faisons un travail de propagande spécifique à travers des affichages et des tracts. A

Besançon, un collectif s'est créé pour lutter contre l'état d'urgence mais nous n'y participons pas car nous le trouvons trop tourné vers les politiques, vers les députés. C'est sans doute important mais ce n'est pas notre stratégie. Nous voulons parler à celles et ceux qui soutiennent ces politiques liberticides, aux gens du quotidien. Et puis, nous ne sommes pas suffisamment nombreux pour participer à toutes les réunions de tous les collectifs. Nous devons donc faire des choix car nous refusons de nous inscrire dans une lutte ou un collectif si nous ne pouvons pas y participer réellement. Nous refusons de ne mettre que notre signature à la fin d'un tract ou d'un communiqué. C'est cela aussi le sens de notre engagement militant anarchiste.

Propos recueillis par

LE GROUPE LA SOCIALE (RENNES)



AGENDA MILITANT

7 AU 15 AVRIL :
LES JOURNÉES LIBERTAIRES
DE PAU

La 9ème édition des journées libertaires, organisée par la Coordination Libertaire Étudiante (CNT-AIT), aura pour thème "Le Fascisme". Plus d'infos sur <http://journéeslibertairespau.blogspot.fr/>

20h30

7 avril - Concert

Z'S SHADOW, SUBCONSCIENT
ET WILL DÈD.

Concert de soutien à la Centrifugeuse

15h

9 avril - Conférence

GAETANO MANFREDONIA,

"La genèse du fascisme italien"

Local de la CNT-AIT, 18 Rue Jean-Baptiste Carreau.

18h :

11 avril - Expo

CES ANARCHISTES QUI ONT COMBATTU
LES FASCISMES

Vernissage de l'exposition
Faculté de lettres, devant les amphis.

18h30 :

12 avril - Conférence

SHLOMO SAND

"Les intellectuels français qui ont flirté avec le fascisme",
Faculté de Lettres.

18h30

14 avril - Conférence

JEAN-PAUL GAUTIER

"Fascisme et Front National",
Amphi de la présidence.
15 avril, 18h30 :
expo "ça va péter!"
Vernissage de "Expo d'Art plastique"
Local de la CNT-AIT, 18 Rue Jean-Baptiste Carreau.

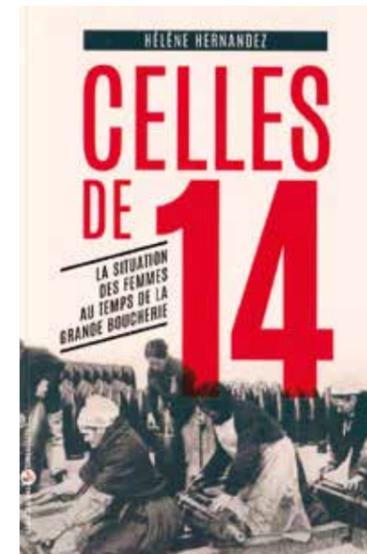


Mercredi 13 avril, 20h00 - Paris 11°

13 avril - Cinéma

RUDOLF ROCKER,
RELIEUR ET ANARCHISTE

L'Université populaire et libertaire du XIème arrondissement vous invite à la projection du film de Christian Hoho : *Rudolf Rocker, relieur et anarchiste* (les Films du Monde libertaire) Rudolf Rocker, historien et écrivain anarchiste, est une figure majeure du mouvement libertaire international, théoricien de l'anarcho-syndicalisme et du socialisme libertaire. Organisé par Le groupe Commune de Paris de la Fédération Anarchiste
Librairie Publico, 145 rue Amelot (11e)



Jeudi 14 avril, 19h30, Paris 11°

14 avril - Rencontre-débat

HÉLÈNE HERNANDEZ

Rencontre et débat avec Hélène Hernandez autour de son livre *Celles de 14 : la situation des femmes au temps de la grande boucherie* (Editions Libertaires)
Librairie Publico, 145 rue Amelot (11e)

Ven. 15 avril, 19h, Saint Denis (93)

15 avril - Cinéma

DOCU-CLUB FÉMINISTE

Projection de *La révolution du désir* d'Alessandro Avellis et Gabriele Ferluga
La Dionysversité, 4 place Paul Langevin, métro Basilique St-Denis

Sam. 16 & dim. 17 avril - Bure (55)

16-17 avril - Mobilisation

PRINTEMPS DES LUTTES PAY-
SANNES

Toutes et tous à Bure (Meuse, 3h30 de Paris) le 16 & 17 avril pour enraciner notre résistance au projet de poubelle nucléaire CIGEO !
Samedi 16 à partir de 10h00 : journée de rencontres des luttes foncières
Dimanche 17 à partir de 10h00 : Colons des patates à l'Andra ! Semis collectifs sur les terres de l'Andra, ramène tes plants, tes outils et ta joie !
Programme et infos :
<http://vmc.camp.2016.03.08.toutes-et-tous-au-printemps-des-luttes-paysannes-a-bure-le-16-17-avril>
Bure, ancienne gare de Lumeville, à partir de 10h00

Dim. 17 avril, 12h, Lille (59)

17 avril - Salon

SALES HÈRES #2 : SALON DES
NUISANCES 2016

Pour la 2ème année consécutive, l'équipe de *Sales Hères* organise une journée autour de la bidouille faite maison. Certain-es parlent de *Do It Yourself* (on aimerait être à l'aise avec l'appellation, si seulement elle n'avait pas été galvaudée par les bobos et les classes supérieures et créatives ces dernières années.) Stands de livres, de brochures et fanzines, de disques, de cuisine, de plantes, de sérigraphie, de cerf-volants - entre autres - ...
Entrée libre, de 12h à 18h
A l'Insoumise (Bouquinerie occupée), 10 rue d'Arras à Lille



Dim. 17 avril, 19h, 16h30, Paris (75)
15 avril - Chorale libertaire

CHANSONS DE LUTTES ET D'ANARCHIE !

Toutes les voix sont bienvenues.
 Au répertoire : *A Las Barricadas, La Makhnovtchina, La Révolte, La Semaine sanglante, La Danse des bombes...*
 Confédération Nationale du Travail, 33, rue des Vignoles, Métro Avron ou Buzenval

JE VOUS ÉCRIS DE L'USINE AVEC JEAN-PIERRE LEVARAY
 LE SAMEDI 23 AVRIL 15 HEURES

La véritable histoire des ouvriers ne peut être racontée qu'à travers le témoignage des ouvriers eux-mêmes. Pour écrire sur l'usine, il faut le vécu de l'ouvrier, le travailler avec ses collègues. Jean-Pierre Levaray tente les uns après les autres de raconter son quotidien. Il est l'un des meilleurs de cette usine d'agencement d'ordinateurs, située à Grand Couronné, près de Rouen, filiale de Total jusqu'en 2014, classée Niveau 1, un tel lieu.

Pendant dix ans (2005-2015), chaque année, Jean-Pierre Levaray a écrit le chronique « le son d'usine de l'usine » dans le mensuel COPIE. Il a raconté les heures et années de la classe ouvrière, sa classe. Les luttes et les espoirs, les joies et les peines, les travers et la migration, parfois. Ce livre vient d'être écrit. Il est à la fois et surtout. C'est à l'histoire présente.

Auteur de *Palais d'usine* (L'Échelle/Agence), de *Tout son peuple* (Libertaire), Jean-Pierre Levaray est en 2015 à son quarante-deuxième anniversaire.

à la librairie libertaire la Gryffe
 5 rue Sébastien Gryffe, 69007 Lyon
 Métro Saxe-Capitulaire - téléphone : 04 78 44 92 25
 http://www.la-gryffe.net
 https://www.facebook.com/la-librairie-la-gryffe
 Ouvertures de mardi au samedi de 14h à 19h.

Samedi 23 avril, 22h45, Lyon (69)
23 avril - Rencontre-débat

JEAN-PIERRE LEVARAY

Jean-Pierre Levaray présente *Je vous écris de l'usine*.
 librairie La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe

Samedi 23 avril, 22h45, Dijon (21)
23 avril - Festival

FESTIVAL DU LIVRE DES TANNERIES

Un festival réunissant maison d'éditions, journaux, brochures, labels de musiques, conférences, débats, atelier de sérigraphie, concert etc. se tiendra à Dijon les 23 et 24 avril 2016. Il s'agit de la première édition! Le festival se tiendra dans un lieu totalement autonome, nouveau site des Tanneries après déménagement. En espérant vous y voir nombreuses et nombreux!
 Espace autogéré des Tanneries
 37 Rue des Ateliers

Mercredi 27 avril, Montluçon (03)
27 avril - Conférence

DE GAETANO MANFREDONIA

Conférence de l'auteur de "Histoire mondiale de l'Anarchie", Gaetano Manfredonia (docteur en Histoire et auteur également de plusieurs travaux aux Editions du Monde Libertaire sur le mouvement Anarchiste).
 Organisé par Exedra - Réflexion.
 Entrée libre et gratuite
 Contact : liaison@outlook.fr
 École Molière
 (Salle du rez-de-chaussée)
 rue des Grands-près

Mer 27 avril, 20h - Rochefort en Terre (56)
27 avril - Ciné-débat

LES GARI

Projection et débat autour des GARI (groupes d'actions révolutionnaires internationalistes), mouvement de résistance antifranquiste de 1973-74. Avec la participation des éditeurs CRAS Toulouse (Centre de Recherches pour l'Alternative Sociale).
 Café de la Pente

Jeudi 28 avril, 20h30, Toulouse (31)
28 avril - Conférence-débat

LA PROBLÉMATIQUE MONDIALE DE L'EAU EN AGRICULTURE

Par Jean Verdier
 Comprendre la problématique mondiale de l'eau n'est pas évidente pour un Français, plutôt gâté par la nature. Grâce à son expertise en France, en Espagne, au Maghreb, en Amérique latine et en Asie du Sud et de l'Ouest, Jean Verdier propose à des non spécialistes une vision globale de la gestion de l'eau.
 Animé par l'atelier OASIS (Osons Adopter la Simplicité Solidaire)
 PAF: 4€. Gratuit pour les adhérents de l'Université Populaire.
 Maison de la philosophie 29 rue de la Digue à Toulouse

Jeudi 28 avril, 20h - Montreuil (56)
28 avril - Cinéma

PARIS GRAND CAPITAL

Film documentaire de François Lathullière
 Ce film est une balade avec ceux qui subissent la violence de la restructuration urbaine à Pantin, Saint Denis, Bagnolet et Ivry. Certains résistent.
 La Maison de l'Arbre-La Parole Errante,
 9 rue François Debergue, Métro Croix de Chavaux

Jeudi 28 avril, 19h - Liévin (62)
28 avril - Rencontre

REUNION PUBLIQUE DÉCROISSANCE 62

Réunion mensuelle publique (chaque 4ème jeudi du mois) de 19h00 à 21h00
 Le LAG
 23 avenue Jean Jaurès à Liévin

LES GARI
 Thierry Aron & François Courty
 Groupes d'Action Révolutionnaires Internationalistes
 1974
 La solidarité en actes
 enlèvement du banquier Saurat...
 ÉDITIONS CRAS

Jeudi 28 avril, 20h - Vannes (56)
28 avril - Ciné-débat

LES GARI

Projection et débat autour des GARI (groupes d'actions révolutionnaires internationalistes), mouvement de résistance antifranquiste de 1973-74. Avec la participation des éditeurs CRAS Toulouse (Centre de Recherches pour l'Alternative Sociale).
 Organisé par le groupe libertaire Lochu de Vannes
 Palais des Arts

Dim. 30 avril, 14 à 21h - Rouen (76)
30 avril - Salon du livre

1ER SALON DU LIVRE LIBERTAIRE DE ROUEN

Rencontres, débats, concerts, stands...
 Organisé par la Librairie L'insoumise
 Entrée libre et gratuite
 Programme complet : www.insoumise.lautre.net
 La Halle aux toiles,
 place de la Basse Vieille Tour, premier étage.

Dimanche 1er mai, PARTOUT
1 mai - MANIFESTONS !

TOUS DANS LA RUE POUR MANIFESTER

NOTRE COLÈRE !
 Rarement le 1er mai n'aura eu autant de sens qu'en cette période où se multiplient les attaques contre la classe ouvrière : casse du code du travail, négation du droit de manifestation, criminalisation du syndicalisme offensif... Alors en ce premier mai, nous serons tous de sortie !

Dimanche 1er mai, Arras (62)
1 mai - Salon du livre

15ÈME SALON DU LIVRE D'EXPRESSION POPULAIRE ET DE CRITIQUE SOCIALE

Des débats, deux chapiteaux d'auteur, une vingtaine d'associations... Amoureux des livres ou pas, petits et grands venez en prendre plein les yeux et les oreilles.
 Place de la Vacquerie et place du Théâtre, Arras

Jeudi 26 mai, 18h30 Merlieux (02)
26 mai - Rencontre/débat

AVEC FRÉDÉRIC PAGÈS

Jean-Baptiste Botul, philosophe rendu célèbre par BHL est venu à Merlieux, il y a 95 ans, en mai 1921. Une plaque commémorative l'atteste.
 Frédéric Pagès, journaliste au Canard enchaîné, viendra évoquer "L'affaire de Carcassonne" sujet de son livre Botul au bordel (Buchet. Chastel, 2015).
 Cette rencontre est organisée par le groupe Kropotkine de la Fédération Anarchiste.
 Entrée libre et gratuite.
 Table de presse.
 Apéro dînatoire.
 Bibliothèque Sociale, 8 Rue de Fouquerolles, Merlieux

Ven. 27 mai, 18h - Perpignan (66)
27 mai - Rencontre-débat

PHILIPPE CORCUFF

Philippe Corcuff présentera le sujet : « De l'extrême droitisation à l'actualité d'une alternative libertaire ».
 Une rencontre organisée par le groupe Pierre Ruff de la Fédération Anarchiste
 Perpignan, Librairie Torcat, 10 rue Mailly



Vendredi 3 juin, Etel (56)
3 juin - Mobilisation

JOURNÉE ANTINUCLÉAIRE

10h : vélorution à partir de la Main verte (Kérourieuc) à Erdevén.
 12h : pique-nique.
 14h : projection de *Bons baisers de Mururoa* au cinéma la Rivière.
 Débat sur le nucléaire militaire.
 Organisée par Stop nucléaire 56 trawalc

Jeudi 9 juin, 14h - Paris
9 juin - Conférence

GUILLAUME DAVRANCHE

Conférence de Guillaume Davranche intitulée « La plume et le Browning ».
 Guillaume Davranche est l'auteur de *Trop jeunes pour mourir, Ouvriers et révolutionnaires face à la guerre (1909-1914)*
 Organisé par L'Institut d'histoire sociale (IHS)
 Salle Eugène Varlin de la Bourse du travail
 3 rue du Château-d'eau.





LES GROUPES DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Au 2 avril 2016

La Fédération Anarchiste est un groupement de militant.e.s organisé sur le principe du libre fédéralisme, garantissant aux groupes et aux individu.e.s qui le composent la plus grande autonomie et le respect du pluralisme des idées comme des actions, dans le cadre d'un pacte associatif. La participation de tous aux structures et aux oeuvres collectives (radio, éditions...) est calquée sur nos principes d'éthique et de solidarité.

Pour consulter notre pacte associatif, visitez notre site : www.federation-anarchiste.org

- ★ 01 AIN
Liaison de Bourg-en-Bresse
bourg-en-bresse@federation-anarchiste.org
- ★ 02 AISNE
Groupe Kropotkine
Athénaïque Libertaire & Bibliothèque Sociale
8, rue Fouquierolles 02000 MERLIEUX
Tél. 03 23 80 17 09
kropotkine02@riseup.net
<http://kropotkine.cybertaria.org>
Permanence : 1^{er} 3^{ème} et 5^{ème} jeudi du mois de 18 à 21h
- ★ 03 ALLIER
Groupe de Montluçon
allier@federation-anarchiste.org
- ★ 04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Liaison Metchnikoff
metchnikoff@federation-anarchiste.org
- ★ 06 ALPES-MARITIMES
Liaison de Nice
nice@federation-anarchiste.org

- ★ 07 ARDECHE
Groupe d'Aubenas
fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr
<http://www.aubanar.lautre.net>
Liaison Nord-Ardèche
nord-ardeche@federation-anarchiste.org
- ★ 10 AUBE
Liaison de Troyes
troyes@federation-anarchiste.org
- ★ 12 AVEYRON
Liaison Sud-Aveyron
c/o SAP BP 42560 12400 Ste-Affrique
Liaison Dada
dada@federation-anarchiste.org

- ★ 13 BOUCHES-DU-RHONE
Groupe Germinal - Marseille
groupe-germinal@riseup.net
Liaison La Ciotat
groupe-germinal@riseup.net
- ★ 14 CALVADOS
Groupe Sanguin - Caen
groupesanguinfa14@laposte.net
<http://sous-la-cendre.info/>
groupe-sanguin-de-la-federation-anarchiste
Groupe Cable Street
Cable-street@laposte.net

- ★ 15 CANTAL
Liaison Cantal
cantal@federation-anarchiste.org
- ★ 17 CHARENTE-MARITIME
Groupe Nous Autres
35 allée de l'angle chauce
17190 St-Georges d'Oleron
nous-autres@federation-anarchiste.org
- ★ 21 COTE-D'OR
Groupe La Mistoufle
Maison des associations
Groupe la Mistoufle
c/o les Voix sans maître BP 8 2 rue des Corroyeurs 21000 DIJON
lasociale@riseup.net
<http://groupepelmistoufle.jimdo.com>

- ★ 22 COTES-D'ARMOR
Liaison Jean Souvenance
C/O CEL 1 rue Yves Creston 22000 Saint-Brieux souvenance@no-log.org

- ★ 23 CREUSE
Groupe Arthur Lehning
alain.dropsy@yahoo.fr
<http://anarchie23.centerblog.net>
Liaison Emile Armand
Cedric Lafont
19 rue de Chanteloube
23500 Felletin
emile-armand@federation-anarchiste.org
- ★ 24 DORDOGNE
Groupe Emma Goldman - Périgueux
emma.goldman@no-log.org
<http://fa-perigueux.blogspot.fr>
Vente du Monde libertaire les samedis de 11h à 12h au marché de Périgueux, place de la Clautre.

- ★ 25 DOUBS
Groupe Pierre Joseph Proudhon
c/o CESL BP 121 25014 Besançon Cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
<http://groupe.proudhon-fa.over-blog.com>
Permanence à la librairie l'Autodidacte, les mercredis de 16 à 19h et les samedis de 15 à 19h.
Librairie L'Autodidacte
5 rue Marulaz 25000 Besançon
<http://www.lautodidacte.org>
Liaison Nord-Doubs
liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org

- ★ 26 DROME
Liaison de Valence
valence@federation-anarchiste.org
Groupe la Rue Râle (St Jean en Royans/Vercors)
laruerale@no-log.org
<http://laruerale.wordpress.com>
Nous organisons des soirées débat, des projections, des tables de presse, des alternatives en acte, nous circulons avec un bilibus et la Cont'A : cantine autogérée, bio, à prix libre. Nous participons à l'Université Populaire du Royans/Vercors et nous sommes présents sur luttes sociales.

- ★ 28 EURE-ET-LOIRE
Groupe libertaire Le Raffut de Chartres
fa.chartres@gmail.com
- ★ 29 FINISTERE
Groupe de Brest
brest@federation-anarchiste.org
Groupe Le Ferment
leferment@federation-anarchiste.org

- ★ 30 GARD
Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com
<http://www.fa-30-84.org>
- ★ 32 GERS
Groupe Fresnes-Anthony Anar'tiste
anartiste32@federation-anarchiste.org
- ★ 33 GIRONDE
Cercle libertaire Jean Barrué
c/o Athénée libertaire 7 rue du Muguet 33000 Bordeaux
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org
<http://cerclelibertairejb33.wordpress.com>
<http://cerclelibertairejb33.free.fr/>

- ★ 34 HERAULT
Groupe de Montpellier-Hérault
montpellier@federation-anarchiste.org
<http://famontpellier34.blogspot.fr>
Liaison Frontignan-Sète
frontignan-sete@federation-anarchiste.org

- ★ 35 ILLE-ET-VILAINE
Groupe La Sociale
Local "la Commune"
17 rue de Chateaudun 35000 Rennes
contact@farennnes.org
<http://lasocialefederation-anarchiste.blogspot.com>
La page vidéo du groupe de Rennes qui héberge 133 films militants : <http://dailymotion.com/farennnes>

- ★ 38 ISERE
Groupe La Rue Râle - Pont en Royans/Vercors
laruerale@no-log.org
<http://vercors-libertaire.blogspot.com/>
Vente du Monde libertaire le samedi au marché de St Marcellin de 10h30 à 12h30

- ★ 39 LOIRE
Groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise
Bourse du Travail
Salle 15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint Etienne cédex 1
groupe.makhno42@gmail.com
- ★ 42 LOIRE
Groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise
Bourse du Travail
Salle 15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint Etienne cédex 1
groupe.makhno42@gmail.com
- ★ 44 LOIRE ATLANTIQUE
Groupe Nosotros - Saint-Nazaire
nosotros@federation-anarchiste.org
Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@federation-anarchiste.org
Groupe Déjacque - Nantes
nantes@federation-anarchiste.org
<http://fa-nantes.over-blog.com/>
[facebook.com/jdejacque](https://www.facebook.com/jdejacque)
Le groupe Joseph Desjacques tient chaque premier mardi du mois une permanence locale au 817, 17 rue Paul Bellamy (tout au fond de la 2ème cour à l'étage), de 18 à 20h sous forme de table de presse.

- ★ 40 LANDES
Groupe Elisée Reclus - Dax
elisee-reclus@federation-anarchiste.org
<http://libertaire-landes.blogspot.fr/>
Union Régionale Sud Aquitaine de la FA
ursa@federation-anarchiste.org
<http://libertaire-landes.blogspot.fr/>

- ★ 41 LOIRE
Groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise
Bourse du Travail
Salle 15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint Etienne cédex 1
groupe.makhno42@gmail.com

- ★ 45 LOIRET
Groupe Gaston Couté - Montargis
groupegastoncoute@gmail.com
<http://groupegastoncoute.wordpress.com>

- ★ 46 LOT
Liaison de Gourdon
gourdon@federation-anarchiste.org
- ★ 50 MANCHE
Liaison de Cherbourg
cherbourg@federation-anarchiste.org
- ★ 53 MAYENNE
Liaison de Laval
laval@federation-anarchiste.org
- ★ 55 MEUSE
Groupe Jacques Turbin-Thionville
groupejaquesturbin@rocketmail.com

- ★ 56 MORBIHAN
Groupe Libertaire René Lochu
6 rue de la Tannerie 56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net
<http://anars56.over-blog.org/>

- ★ 57 MOSELLE
Groupe de Metz
Association Culturelle Libertaire
BP 16 57645 Noisseville
groupeedemetz@federation-anarchiste.org
metz.bibliothequesociale1@orange.fr

- ★ 60 OISE
Liaison Beauvais
scalp60@free.fr

- ★ 61 ORNE
Liaison Orne

- ★ 62 PAS-DE-CALAIS
Groupe Lucy Parsons
bethune-arras@federation-anarchiste.org
<http://www.noirgazier.lautre.net/>

- ★ 63 PUY-DE-DÔME
Groupe Spartacus - Clermont-Ferrand
spartacus@federation-anarchiste.org

- ★ 64 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Liaison Euskal Herria - Bayonne
euskal-herria@federation-anarchiste.org

- ★ 66 PYRENEES-ORIENTALES
Groupe John Cage
john-cage@federation-anarchiste.org
édite la revue Art et Anarchie
<http://artetanarchie.com>

- ★ 67 BAS-RHIN
Groupe de Strasbourg
Liaison Bas Rhin
c/o REMON BP 35 67340 Ingwiller liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

- ★ 68 HAUT-RHIN
Liaison de Colmar
colmar@federation-anarchiste.org
- ★ 69 RHONE
Groupe Graine d'Anar
grainedanar@vivre-libre.org
<http://grainedanar.org>
Groupe Kronstadt - Grand Lyon
kronstadt@federation-anarchiste.org
<http://fa-kronstadt.blogspot.fr>

- ★ 68 HAUT-RHIN
Liaison de Colmar
colmar@federation-anarchiste.org

- ★ 69 RHONE
Groupe Graine d'Anar
grainedanar@vivre-libre.org
<http://grainedanar.org>
Groupe Kronstadt - Grand Lyon
kronstadt@federation-anarchiste.org
<http://fa-kronstadt.blogspot.fr>

- ★ 70 HAUTE-SAÔNE
Liaison Haute-Saone
haute-saone@federation-anarchiste.org

- ★ 71 SAONE-ET-LOIRE
Groupe La Vache Noire
C/O ADCL Le retour 71250 Jalogny leperepeinard@no-log.org

- ★ 73 SAVOIE
Groupe de Chambéry
c/o La salamandre - Maison des associations 67 Rue St François de Sales Boite X/33 73000 Chambéry
FA73@no-log.org
<http://fa73.lautre.net>

- ★ 74 HAUTE-SAVOIE
Liaison Haute-Savoie
haute-savoie@federation-anarchiste.org

- ★ 75 PARIS
Groupe La Révolte
la-revolte@federation-anarchiste.org
Groupe Salvador Segui
groupe-segui@federation-anarchiste.org
www.salvador-segui.blogspot.com
Groupe Pierre Besnard
groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org
Groupe Regard noir
regardnoir.fa@gmail.com
<http://regard-noir.toile-libre.org>
[facebook.com/RegardNoirFA](https://www.facebook.com/RegardNoirFA)

- ★ 76 SEINE-MARITIME
Groupe de Rouen
c/o Librairie l'Insoumise 128 rue St Hilaire 76000 Rouen
rouen@federation-anarchiste.org
Vente et diffusion du Monde libertaire chaque dimanche de 11h à 12h au marché du Clos-St-Marc
Librairie l'Insoumise
128 rue St Hilaire 76000 Rouen
Ouverture : Mercredi 16h. à 18h., Vendredi 17h. à 19h., Samedi 14h. à 18h. Pendant les vacances scolaires les Samedis de 14h. à 18h.
<http://www.insoumise.lautre.net/>

- ★ 77 SEINE-ET-MARNE
Liaison Melun
Liaison de Chelles



- ★ 78 YVELINES
Groupe Gaston Leval
gaston-leval@federation-anarchiste.org
<http://monde-nouveau.net>

- ★ 79 DEUX SEVRES
Liaison Bakounine - Thouars
bakounine@federation-anarchiste.org

- ★ 80 SOMME
Groupe Alexandre Marius Jacob
amiens@federation-anarchiste.org
contact@fa-amiens.org
<http://fa-amiens.org/>

- ★ 81 TARN
Groupe Les ELAF
elaf@federation-anarchiste.org

- ★ 82 HAUTE-LOIRE
Groupe No Name
no-name@federation-anarchiste.org

- ★ 83 SAONE-ET-LOIRE
Groupe La Vache Noire
C/O ADCL Le retour 71250 Jalogny leperepeinard@no-log.org
- ★ 84 VAUCLUSE
Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com
<http://www.fa-30-84.org>
- ★ 85 VENDEE
Groupe Henri Laborit
henri-laborit@federation-anarchiste.org

- ★ 86 VIENNE
Liaison Poitiers
poitiers@federation-anarchiste.org

- ★ 87 HAUTE VIENNE
Groupe Armand Beaufort
armand-beaufort@federation-anarchiste.org

- ★ 88 NOUVELLE-CALEDONIE
Liaison Nouvelle-Calédonie
nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org

- ★ 89 NORD-PYRENEES
Groupe de Pau
groupe-pau@federation-anarchiste.org

- ★ 90 PAS-DE-CALAIS
Groupe Lucy Parsons
bethune-arras@federation-anarchiste.org
<http://www.noirgazier.lautre.net/>

- ★ 91 PUY-DE-DÔME
Groupe Spartacus - Clermont-Ferrand
spartacus@federation-anarchiste.org
- ★ 92 HAUTS-DE-SEINE
Liaison Fresnes-Anthony Anar'tiste
fresnes-antony@federation-anarchiste.org
- ★ 93 SEINE-ST-DENIS
Groupe Henry Poulaillie
c/o La Dionysité 4, place Paul Langevin 93200 - Saint Denis
groupe-henry-poulaillie@wanadoo.fr
<http://poulaillie.org>
Groupe de Saint-Ouen
saint-ouen-93@federation-anarchiste.org
<http://groupesaintouen93.blogspot.fr>

- ★ 94 VAL-DE-MARNE
Groupe Elisée Reclus - Ivry-sur-Seine
faivry@no-log.org
<http://fa-ivry.forlogaj.tk>
Liaison L'Avenir - Créteil
nosotros36@free.fr

- ★ 95 VAL-D'OISE
Groupe Le Merle Moqueur - Cergy-Pontoise
le-merle-moqueur@federation-anarchiste.org
[facebook.com/le.merie.moqueur.federation.anarchiste](https://www.facebook.com/le.merie.moqueur.federation.anarchiste)

- ★ 96 YVELINES
Groupe Gaston Leval
gaston-leval@federation-anarchiste.org
<http://monde-nouveau.net>

- ★ 97 YVELINES
Liaison Bakounine - Thouars
bakounine@federation-anarchiste.org

- ★ 98 NOUVELLE-CALEDONIE
Liaison Nouvelle-Calédonie
nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org

- ★ 99 BELGIQUE
Groupe Ici et maintenant - Bruxelles
groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org
Le groupe édite avec d'autres le trimestriel "A voix outre"
<http://www.avoxautre.be>

- ★ 100 SUISSE
Fédération Libertaire des Montagnes
flm@federation-anarchiste.org
Liaison Genève
geneve@federation-anarchiste.org

Si un groupe ou une liaison ne possède ni adresse postale, ni courriel, ou s'il n'existe pas de groupe ou liaison dans votre région, contactez le secrétariat aux relations intérieures de la FA

FA-RI 145 rue Amélot
75011 Paris
relations-interieures@federation-anarchiste.org



LE PROGRAMME DE RADIO LIBERTAIRE

Du 11 avril au 2 mai 2016

Lundi

09h00 **Les Enfants de Cayenne**
Émission musicale
Avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

11h00 **Lundi matin**
Infos et revue de presse

13h00 **C'est Là que ça se Passe**
Etat des lieux, état des luttes en France

14h30 **Ondes de Choc**
Magazine culturel, poésie, chansons et littérature.

16h00 **Trous noirs**
11 avril : Libérthèmes
Invité : Jean Monod, anthropologue, au sujet de son récent livre "Ouranos".
18 avril : Luttés sociales
25 avril : Luttés sociales

18h00 **Le 19 avril Sciences en Liberté**
Magazine scientifique
Une heure trente pour déménager la biologie.

Le 18 avril La santé dans tous ses états
L'actualité du milieu de la santé

Le 25 avril Je ne suis pas un numéro
Une anthropologie du futur, aux confins entre science et science-fiction

Le 2 mai Les mangeux d'érte
Émission écolo-libertaire

19h30 **Le 11 avril Chroniques d'ailleurs**
L'émission des Relations Internationales de la FA

Les lundis suivants : Le Monde Merveilleux du Travail
Émission de la CNT

21h00 **Ça urge au bout de la scène**
Actualité de la chanson

22h30 **De la pente du carmel, la vue est magnifique**
Émission satirique

00h00 **Nuit noire**
Musique dans la nuit

Mardi

08h00 **Et toi, tu la Sens la Cinquième Puissance**
Contre propagande, état des lieux, et ...

10h00 **Artracaille**
Débat de la condition de l'artiste dans la cité

14h30 **Sortir du Capitalisme**

17h30 **Des Oreilles avec des Trous (dedans)**
Des fusiques molles pour fous les tous

18h00 **Le 18 avril Pas de Quartiers**
L'émission quinzomadaire du groupe Louise-Michel, pour ceux qui détestent les winners, les longues canines et la langue de bois

Le 27 avril Idéaux et Debats
Émission littéraire
Le 25 avril Pas de Quartiers

19h30 **Parole d'associations**
Magazine de la vie associative et culturelle

20h30 **Le 12 avril Libertaria**
Émission de la CNT
Le 19 avril Lumière noire
Portraits d'anarchistes

22h30 **Ça Booste sous les Pavés**
Musique, reportages, actu

00h30 **Wreck this Mess**
Cocktail de musiques radicales

Mercredi

09h30 **L'entonnoir**
Magazine de l'antipsychiatrie

10h30 **Blues en Liberté**
Émission musicale blues

12h00 **Pause musicale**

14h00 **Le 15 avril Flemmaridise et Réveil Mots**
Lectures en direct
Lecture : "Matin brun" de Franck Pavloff - CD : "The anti rubber brain factory" de Yoram Rosilio (1998)

Le 20 avril Des Cailloux dans l'Engrenage
L'enfance poil à gratter
Invitées : Muriel Bloch, conteuse & Hélène Laurent, illustratrice, pour le retour de la revue "Le vilain petit canard"

Le 27 avril RadioTitso
Le ciel est bleu, t'as du vent dans l'nez

16h00 **Léo 38**
Reggae et autres

17h00 **Le 15 avril Pause musicale**

Le 20 avril Squat heure d'antenne
L'émission des squats et des lieux alternatifs

Le 27 avril Jus d'Airelle
Reportage sonore et militant

18h30 **Femmes Libres**
Femmes qui luttent, femmes qui témoignent

20h30 **Ras les Murs**
Actualité des luttes des prisonniers

22h30 **Traffic**
Musiques urbaines et libres propos

Jeudi

09h00 **Niarg**
L'émission qui mort et qui rit

10h00 **Chronique hebdo**
Analyse libertaire de l'actualité

12h00 **De Rimes et de Notes**
Actualité du spectacle et de la chanson

14h00 **Radio Cartable**
La radio des enfants des écoles d'Ivry

15h00 **Bibliomanie**
Autour des livres
11 avril : Invité Gilles Verdet pour "Fausses routes" nouvelles parues aux éditions Rhubarbe.

16h30 **Le 14 avril Radio LAP**
L'émission du Lycée Autogéré de Paris

Le 21 avril Radio Goliard(s)
Histoire populaire pour tous et par tous

Le 28 avril Radio Lap

18h00 **Si Vis Pacem**
Émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France

19h30 **Le 14 avril Jeudi Noir**
Notre bibliothèque

Le 21 avril Askatasunak !
Actualité politique en Euskal Herria.

Le 28 avril Jeudi Noir

20h30 **Entre Chiens et Loups**
Du jazz et encore du jazz
Le 14 avril - Invité : Jacques Vidal, contrebassiste, cofondateur du groupe Magma - 1ère partie.
Le 21 avril - Invité : Jacques Vidal - 2ème partie

22h00 **Epsilon**
Musiques expérimentales et expérimentations sonores

Vendredi

13h00 **Place aux Fous**
Musiques, disciplines de l'indiscipline

14h30 **Les Oreilles Libres**
Musiques engagées
Le 15 avril - Rencontre avec le Grand Groupe Régional d'Improvisation Libérée, Québec
Le 22 avril - Wielfried Wending (La Muse en Circuit) présente la nouvelle édition du festival "Extension"

Le 29 avril - Autour de l'expo "L'esprit singulier de l'abbaye d'Auberive", avec les plasticiens Francis Marshall, Eudes Menichetti et Davor Vrankić.

16h00 **Sortir du Colonialisme**
L'émission pour comprendre, décrypter et combattre les colonialismes d'hier et d'aujourd'hui

17h30 **Radio Espéranto**
Émission de l'association Sat Amikaro

19h00 **Le 15 avril L'Invité du Vendredi**
L'antenne du social

Le 22 avril Neséma
Espace de dialogue entre les différents acteurs et actrices de la lutte contre le sida

Le 29 avril L'Invité du Vendredi
Des droits et des Hommes

21h00 **Le 15 avril Offensive Sonore**
Émission d'Offensive Libertaire et Sociale

Le 22 avril Les Amis d'Orwell
Émission contre systèmes de contrôle des individus

22h30 **Le 15 avril Radio X**
Musiques électromatiques

Le 22 avril Transbords
L'émission pour abattre les frontières

00h00 **Le 15 avril Pause Musicale**

Le 22 avril Les Nuits Musicales
Nuit Léo 38

Le 29 avril Les Nuits Musicales
Sure Shots

Samedi

08h00 **Réveil hip-hop**
Hip-hop au saut du lit... ou dans le lit

10h00 **La philanthropie de l'ouvrier charpentier**
Comme son nom ne l'indique pas...

11h30 **Chroniques Syndicales**
Luttes et actualités sociales

13h30 **Chroniques Rebelles**
Débats, dossiers et rencontres

15h30 **Deux sous de Scène**
Le magazine de la chanson vivante

17h00 **Bulles noires**
BD et polar

19h00 **Le 15 avril Longtemps je me suis couché de bonne heure**
Magazine des livres, de la musique et du cinéma

Le 23 avril Tribuna Latino Americana
Actualités de l'amérique latine

Le 30 avril Contre-bande
Cinéma

21h00 **Le 15 avril Orpheas Antissa, les jardins d'Orphée**
Chronique artistique, musique classique et contemporaine

Le 23 avril Tormentor
Musiques alternatives

Le 30 avril Orpheas Antissa, les jardins d'Orphée

23h00 **Le 15 avril Nuit off**
Topologies sonores, rocks et chronique

Le 23 avril Hôtel Paradoxe
Poésie sonore

Le 30 avril Nuit off

Dimanche

10h00 **Le 17 avril Pause musicale**

Le 24 avril Ni Dieu ni Maître
Économie et religion à l'heure de la messe

Le 1er mai Un peu d'air frais
L'Atelier du documentaire

12h00 **Folk à Lie**

Le magazine des musiques traditionnelles

14h00 **Le 17 avril Passage Avide**
Analyse des formes de domination

Le 24 avril Tempête sur les planches
Actualité du théâtre et de la danse

Le 1er mai Pause musicale

15h30 **Les 17 et 24 avril Des mots, une voix**
Des mots, des auteurs

Le 1er mai Pause musicale

17h00 **Le Mélange**
Un programme musical proposé et animé par Michel Polizzi

18h30 **Le 17 avril Ya de la fumée dans le poste**
Émission du Collectif d'Information et de Recherche Cannabique

Le 24 avril Echos et frémissements d'Irlande
Émission de l'Association Irlandaise

Le 1er mai Ya de la fumée dans le poste

22h00 **Le 17 avril Rudie's back in town**
Les rudies boys et les rudies girls de retour en ville

Le 24 avril Détruire l'ennui
Do it yourself en tous sens !

Le 1er mai Rudie's back in town

Pour retrouver les points de distribution du Monde libertaire : www.trouverlapresse.com

Les anciens numéros peuvent être consultés sur le site du *Monde libertaire en ligne* : www.monde-libertaire.net ou commandés (dans la limite des stocks disponibles) à la librairie Publico, 145 rue Amelot à Paris (11°) www.librairie-publico.com

Bulletin d'abonnement
2 formules d'abonnement, 2 possibilités de règlement :
- par chèque bancaire libellé à l'ordre de LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES joint à votre courrier
- par virement bancaire : IBAN FR 76 4255 9000 0621 0076 4820 363 / BIC CCOPFRPPXXX
bulletin à retourner complété à :
LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES - Service Abonnements, 145 rue Amelot - 75011 Paris

Abonnez-vous FRANCE, DROM-COM ET ETRANGER

Pour les chômeurs/chômeuses, réduction de 50% sur les abonnements en France métropolitaine. Gratuit pour les détenu.es.



6 numéros + suppléments
○ Abonnement standard 28 €
○ Abonnement + soutien 50 €

3 numéros + suppléments
○ Abonnement standard 14 €
○ Abonnement + soutien 30 €

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal : _____ Ville :
Pays :

Mon règlement :
 par chèque joint à ce courrier, libellé à l'ordre de LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES
 par virement bancaire : IBAN FR 76 4255 9000 0621 0076 4820 363 - BIC CCOPFRPPXXX

Pour les abonnements vers l'étranger, merci de choisir le règlement par virement international : évitons d'enrichir les banques avec les taxes exorbitantes qu'elles extorquent sur les chèques tirés hors France !
Pour nous signaler un changement d'adresse, merci de joindre la feuille de routage jointe au dernier numéro reçu.

Selon la loi Informatique et Libertés n°78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant, en vous adressant aux PUBLICATIONS LIBERTAIRES qui restent seules utilisatrices de ces données, dans le cadre exclusif de la gestion de votre abonnement.